Délibération du conseil de la Communauté de Communes PAYS SEGALI

Séance du 31 octobre 2017

Le 31 octobre deux mille dix sept à vingt heures trente à la salle des fêtes de Camboulazet, le conseil de la Communauté de Communes Pays Ségali convoqué le 18 octobre 2017, s'est réuni au nombre prescrit par le règlement sous la présidence de Monsieur MAZARS Jean-Pierre, Président;

Membres 38

Présents 31 (et 6 procurations)

Etaient présents : ALBERT Eliane, ALCOUFFE Patrick, ALLEGUEDE Jean-Marie, ANDRIEU Marc, ARTUS Michel, BARBEZANGE Jacques, BERNARDI Christine, BONNEVIALE Jean, BORIES André, BOUNHOL Francis, BOUSQUET Hugues, CALMELS Bernard, CALVIAC Jean-Louis, CARRIERE François, CAZALS Claude, CHINCHOLLE Christian, CHINCHOLLE Franck, COSTES Michel, DOUZIECH Olivier, ENJALBERT Guy, ESPIE Gabriel, FABRE Jean-Marc, MARTY Monique, MAZARS David, MAZARS Jean-Pierre, MOUYSSET Joël, PALOUS Michel, SUDRES Vincent, VERGNES Christian, VIALETTES Jacky, WOROU Simon.

Absent(e)s excusé(e)s : BARRES Dominique (procuration donnée à ALCOUFFE Patrick), CLEMENT Karine (procuration donnée à MAZARS Jean-Pierre), COSTES Dominique (procuration donnée à BARBEZANGE Jacques), LADAME Etienne (procuration donnée à MARTY Monique), LAUR Patricia (procuration donnée à MAZARS David), MOUYSSET René (remplacé par son suppléant CHINCHOLLE Franck), REGOURD Murielle (procuration donnée à BERNARDI Christine).

Absent : AT André

Secrétaire de séance : Monsieur Jacky VIALETTES

Délibération n° 20171031-05

OBJET : Bilan de la mise à disposition du public et approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU de Boussac

Le projet de cette modification simplifiée a été notifié, conformément au code de l'urbanisme, aux Personnes Publiques Associées (PPA), et mis à disposition du public du jeudi 24 août au vendredi 23 septembre 2017.

Monsieur le Président rappelle que le projet de modification simplifiée peut faire l'objet d'évolutions suite aux avis émis par les PPA et aux observations du public.

Le projet de modification simplifiée a reçu un avis favorable de la Chambre des Commerces et d'Industrie de l'Aveyron (avis reçu le 26 juillet 2017) ainsi que du Conseil Départemental de l'Aveyron (avis reçu le 9 août 2017).

Lors de la mise à disposition du public, aucune observation a été consignée dans le registre mis à disposition en mairie de Boussac.

Après avoir fait le bilan de la mise à disposition du public, et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Pays Ségali, à l'unanimité des membres présents,

APPROUVE la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Boussac telle qu'elle est annexée à la présente.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté de Communes Pays Ségali et en mairie de Boussac. Mention de cet affichage sera inséré dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Certifié exécutoire par affichage et envoi à la Préfecture

Pour extrait conforme,
Le Président Jean-Pierre MAZARS
Acte dématérialisé



Accusé de réception d'un acte en préfecture

Objet de l'acte : Mise à disposition PLU Baoussac

Date de décision: 31/10/2017

Date de réception de l'accusé de réception : 03/11/2017

Numéro de l'acte : 20171031_05

Identifiant unique de l'acte : 012-200068831-20171031-20171031_05-DE

Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 8 .4
Domaines de competences par themes
Amenagement du territoire

Date de la version de la classification : 19/04/2017

Nom du fichier : 20171031 05 Mise à dispo PLU Boussac.pdf (012-200068831-20171031-20171031_05-DE-1-1_1.pdf)

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

À Rodez :
31 Avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tel: 05 65 73 65 76

PREFECTURE DE L'AVEYRON

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

Pays Ségali Communauté

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BOUSSAC

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



ELABORATION P.L.U.

Approuvé le :

07 novembre 2008

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
CLEMENT Karine

Documents administratifs

1.1

Accusé de réception en préfecture Département de l'Aveyron - Arrondissement de Villefranche de Rouergue
012-200068831-20250612-20250612_36-DE
Reçu le 18/06/2025

Délibération du conseil de PAYS SEGALI COMMUNAUTE

Séance du 12 juin 2025

Le douze juin deux mille vingt-cinq à vingt heure trente à la salle Jacques Boubal de la Mairie de Baraqueville, le conseil de Pays Ségali Communauté convoqué le 5 juin 2025 et envoi le 10 juin 2025 de l'adjonction d'un point supplémentaire à délibérer, s'est réuni au nombre prescrit par le règlement sous la présidence de Madame CLEMENT Karine, Présidente.

Membres 43

Présents 35
Dont 1 suppléant

Etaient présents : ALCOUFFE Patrick, AT André, BARBEZANGE Jacques, BAUGUIL William, BERNARDI Christine, BESOMBES Yvon, BORIES André, BOUSQUET Pierre, CALMELS Bernard, CARRIERE François, CAZALS Bernard, CAZALS Claude, CHINCHOLLE Franck, CHINCHOLLE Philippe, CLEMENT Karine, COSTES Michel, DOUZIECH Olivier, ESPIE Gabriel, FABRE Jean-Marc, FRAYSSE Julien, FRAYSSINHES Patrick, GARRIGUES Séverine, GINISTY Suzanne, GREZES-BESSET Jean-Louis, LAUR Patricia, MAZARS David, PANIS Didier, SERGES Dorothée, SUDRES Vincent, TARROUX Jean- Luc, TROUCHE Anne, VABRE François, VERNHES Nadine, VIALETTE Jacky, WOROU Simon

5 procurations

Absents excusés : ARTUS Michel (pouvoir donné à GARRIGUES S.), LACHET Jean, MAUREL Jacques, MOUYSSET René (pouvoir donné à CHINCHOLLE F.), RAUZY Christophe (pouvoir donné à SERGES D.), RIGAL Damien (pouvoir à CHINCHOLLE P.), VABRE Philippe (pouvoir donné à CALMELS B.)

Absents : JAAFAR Thomas, POMIE Alain

Secrétaire de séance : Monsieur VIALETTE Jacky

Délibération n° 20250612-36

OBJET : Prescription d'une procédure de déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac, ayant pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de La Baraque de Cussan et par conséquent de redéfinir le développement global de ce secteur

La Présidente indique que la Communauté de communes porte un projet d'aménagement d'une zone d'activités sur le secteur de la Baraque de Cussan, sur la commune de Boussac. Il s'agit, ici, d'affirmer la vocation économique d'un espace accueillant déjà plusieurs entreprises (secteurs Ux dans le PLU) et pour lequel un développement futur avait été inscrit dans le PLU (secteur AUX2). Pour Pays Ségali Communauté, il s'agit, sur ce secteur, de créer un pôle économique qui s'inscrit dans la stratégie du territoire, créer une zone économique afin de pouvoir accueillir des entreprises, notamment artisanales, de rayonnement local, à la recherche de foncier pour se développer ou s'installer sur le territoire communautaire. Il convient de rappeler que ce secteur est desservi par la RD911 et est facilement accessible depuis la RN88 (échangeur n°26 sur la commune de Baraqueville). Il présente donc une localisation stratégique à l'échelle communautaire.

La Présidente explique que ce projet est le fruit d'une réflexion engagée et nourrie par les conclusions du :

- Bilan des ZAE (Zone d'Activités Economiques) qui s'impose au sens de la Loi Climat et Résilience. Conformément à l'article L.318-8-2 du Code de l'Urbanisme, en effet, la Communauté de communes a établi un inventaire des zones d'activités économiques situées sur son territoire ; cet inventaire a été approuvé en Conseil communautaire le 17 septembre 2024. Il ressort de cet inventaire que le taux de vacance des zones d'activités économiques sur le territoire est de 2,3%. Ce qui représente 04 parcelles vacantes (sur 184 recensées), dont 02 appartenant à Pays Ségali Communauté. Aucun bâtiment d'activités vacant n'y a, en revanche, été recensé. Les zones d'activités du territoire arrivent donc, globalement, à saturation.
  De plus, plusieurs entreprises aveyronnaises, en recherche de foncier pour s'installer et ou développer leur activité, ont contacté la Communauté de communes afin d'étudier avec elle les parcelles encore disponibles à ce jour et susceptibles de pouvoir répondre à leurs besoins. Les lots vacants, mis en évidence par

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20250612-20250612_36-DE
Reçu le 18/06/2025

l'inventaire, ne permettent pas de répondre aux demandes reçues.

C'est pourquoi Pays Ségali communauté entreprend, de façon concomitante, deux projets de développement économique :

- Le développement de la zone des Molinières (commune de Calmont), véritable pôle stratégique pour Pays Ségali Communauté, ainsi qu'à l'échelle du SCoT Centre Ouest Aveyron : *« La zone des Molinières, constituée de plusieurs zones d'activités économiques, doit tendre à représenter globalement une polarité spécifique centrale au regard de son positionnement à proximité de la RN88 »*.
- L'affirmation d'une zone d'activités économiques, notamment artisanales, sur le secteur de la Baraque de Cussan, afin de répondre à un besoin local ; l'offre foncière étant inexistante sur ce secteur. Il convient de souligner que cette volonté s'inscrit pleinement dans les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Boussac, lequel identifie clairement ce secteur comme support d'un développement économique : « *Un développement de l'urbanisation planifié autour de la zone urbanisée de la Baraque de Cussan permettant l'accueil d'activités économiques compatibles avec le voisinage des lieux habités* ». Il est par ailleurs précisé qu'il est nécessaire de « *permettre l'implantation d'activités le long de la RD911 – Encourager le développement d'activités économiques dans un secteur stratégique, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec l'habitat* ».

- Travail engagé par Pays Ségali Communauté, avec l'appui du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) Centre Ouest Aveyron, afin de définir la stratégie de développement économique du territoire, en cohérence avec les objectifs définis par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Centre Ouest Aveyron pour la Communauté de communes. Le SCoT définit, notamment, un objectif de consommation de l'espace à vocation économique de 35ha, pour la période 2020-2037.

  Afin de s'assurer de la compatibilité du développement économique communautaire avec les prescriptions du ScoT, et en attendant l'élaboration d'un PLUi, une analyse globale a donc été enclenchée à l'échelle de la Communauté de communes de façon à identifier :
  - Les secteurs qui seront, a priori, d'ores-et-déjà, consommés au cours des prochaines années,
  - Ceux qui seraient intéressants, d'un point de vue stratégique, d'inclure dans l'enveloppe à consommer pour les années à venir afin de soutenir le développement économique du territoire (c'est notamment le cas des deux secteurs de projet économiques évoqués précédemment),

Par conséquent, ce projet de développement économique contribuera pleinement à l'atteinte des objectifs définis dans le cadre de l'élaboration du PLU, mais également, à une échelle plus large, au soutien du développement économique à l'échelle communautaire. Celui-ci est indispensable à l'attractivité du territoire (accueil et maintien d'entreprises, création d'emplois, installations d'actifs, etc.). La réalisation de ce projet est donc d'intérêt général.

Le PLU de Boussac s'applique en attendant l'approbation du PLUi. Or, à l'heure actuelle, le secteur de la Baraque de Cussan comprend plusieurs zones constructibles (U, UX, AUX2, AU1c et AU2). Une refonte du périmètre initialement envisagé pour le développement du secteur (notamment économique) permettra un aménagement optimal de cet espace stratégique, tout en tenant compte de ces caractéristiques (topographie, éléments naturels existants, etc.). En ce sens, une étude de préfaisabilité a été réalisée fin 2024 afin de vérifier la possibilité et l'opportunité de la création d'une zone économique d'environ 3 ha sur la Baraque de Cussan. Les conclusions de cette pré-analyse ont conforté la collectivité dans sa volonté de d'affirmer le pôle économique de ce secteur. Aussi, il est nécessaire d'engager une évolution de ce PLU afin de redéfinir la zone constructible du secteur de la Baraque de Cussan. Pour ce projet d'intérêt public et collectif, une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Boussac a été retenue.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

Les incidences du projet sur l'environnement seront examinées lors de l'élaboration du dossier. Le cas échéant, la mise en compatibilité du PLU contiendra des mesures permettant d'éviter, de réduire ou de compenser les potentielles incidences

En matière de concertation préalable avec la population, en complément de l'enquête publique prévue dans la procédure de déclaration de projet, les actions suivantes seront menées :

- Diffusion dans la presse locale ;
- Mise à disposition d'un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté de communes (bureau de Baraqueville) ;
- Diffusion sur le site internet de la commune de Boussac.

Vu les articles L. 153-52, L. 153-54 et suivants, R. 153-15 et suivants du Code de l'urbanisme ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 07 novembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 04 juin 2010 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2016 approuvant la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil communautaire Pays Ségali en date du 31 octobre 2017 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité des membres présents et représentés :

- ***DECIDE** de prescrire la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Boussac, ayant pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de La Baraque de Cussan et par conséquent de redéfinir le développement global de ce secteur,*
- ***DECIDE** de mettre en place, avec la commune de Boussac, les modalités de concertation préalable telles que mentionnées ci-avant ;*
- ***DECIDE** d'autoriser Madame la Présidente à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente délibération ;*
- ***DECIDE** d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme ;*
- ***DECIDE** de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre de l'article L132-13.*

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Certifié exécutoire par publication et envoi à la Préfecture

Pour extrait conforme,
La Présidente Karine CLEMENT
Acte dématérialisé

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20251104-20251104_08-DE
Reçu le 05/11/2025

Délibération du conseil de PAYS SEGALI COMMUNAUTE

Séance du 4 novembre 2025

Le seize septembre deux mille vingt-cinq à vingt heure trente à la salle Jacques Boubal de la Mairie de Baraqueville, le conseil de Pays Ségali Communauté convoqué le 9 septembre 2025 et envoi le 10 septembre 2025 de corrections portées document de séance et à l'ordre du jour, s'est réuni au nombre prescrit par le règlement sous la présidence de Madame CLEMENT Karine, Présidente.

Membres 43

Présents 32
Dont 2 suppléants

8 procurations

Etaient présents : ALCOUFFE Patrick, ARTUS Michel, AT André, BARBEZANGE Jacques, BAUGUIL William, BERNARDI Christine, BORIES André, BOUSQUET Pierre, CALMELS Bernard, CARRIERE François, CAZALS Bernard, CAZALS Claude, CHINCHOLLE Franck, CHINCHOLLE Philippe, CLEMENT Karine, COSTES Michel, CROS Jacques (suppléant de Jean Marc FABRE), ESPIE Gabriel, FRAYSSE Julien, FRAYSSINHES Patrick, MAUREL Jacques, MAZARS David, RAUZY Christophe, RIGAL Damien, PANIS Didier (suppléant de Jean LACHET), SERGES Dorothée, TARROUX Jean- Luc, TROUCHE Anne, VABRE François, VERNHES Nadine, VIALETTE Jacky, WOROU Simon

Absents excusés : DOUZIECH Olivier (pouvoir donné à K. CLEMENT), FABRE Jean-Marc, GARRIGUES Séverine (pouvoir donné à M. ARTUS), GINISTY Suzanne (pouvoir donné à D. MAZARS), GREZES-BESSET Jean-Louis (pouvoir donné à G. ESPIE), LACHET Jean, LAUR Patricia (pouvoir donné à P. FRAYSSINHES), MOUYSSET René (pouvoir donné à CHINCHOLLE F.), SUDRES Vincent (pouvoir donné à A. TROUCHE.), VABRE Philippe (pouvoir donné à CALMELS B.)

Absents : BESOMBE Yvon, JAAFAR Thomas, POMIE Alain

Secrétaire de séance : Monsieur VIALETTE Jacky

Délibération n° 20251104-08

OBJET : Déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac – Bilan de la concertation

Madame la Présidente rappelle les raisons qui ont conduit à engager la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac, par délibération du Conseil communautaire en date du 12 juin 2025. Celle-ci a pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global de ce secteur ; de façon à permettre un aménagement optimal de cet espace stratégique, tout en tenant compte de ses caractéristiques (topographie, éléments naturels existants, etc.).

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article R104-13 du Code de l'urbanisme dans la mesure où la surface concernée par la procédure est supérieure à 1‰ du territoire communal. A ce titre, conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, elle doit faire l'objet d'une concertation avec le public.
Les modalités de cette concertation ont été définies dans la délibération de prescription de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, en date du 12 juin 2025. Elles sont les suivantes :

- Diffusion dans la presse locale ;
- Mise à disposition d'un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté de communes (bureau de Baraqueville) ;
- Diffusion sur le site internet de la commune de Boussac.

Elle explique qu'en application de l'article L103-6 du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac doit être tiré et sera ensuite versé au dossier d'enquête publique.

Le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation est le suivant :

- En parallèle de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, Pays Ségali Communauté a entrepris l'élaboration de son PLUi (prescription le 14 novembre 2024). A ce titre une concertation est également mise en œuvre. Ceci peut expliquer certaines confusions en termes de concertation entre celle de la procédure d'évolution du PLU de Boussac et celle relative à l'élaboration du PLUi. Aussi, une analyse fine de l'ensemble des demandes de concertation pouvant concerner la commune de Boussac a été réalisée. En conclusion, à la date du 20 octobre 2025, 9 demandes concernant la commune de Boussac ont été formulées. L'une d'entre elles concernait plus spécifiquement le secteur de la Baraque de Cussan : celle-ci n'a pas nécessité de modification du dossier dans la mesure où elle apportait son soutien à l'objectif poursuivi par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac (à savoir permettre un développement économique et résidentiel maîtrisé et stratégique sur le secteur de la Baraque de Cussan).
  Les autres requêtes reçues ne relèvent pas des objets de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. Elles feront, néanmoins, l'objet d'une analyse dans le cadre de l'élaboration du PLUi.
- Les moyens de communication mis en œuvre (information, registres) démontrent la volonté de la Communauté de communes d'associer les habitants de celle-ci à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, imposant une concertation adaptée.
- Les modalités de concertation ont donc bien été mises en œuvre. La concertation engagée globalement à l'échelle de Pays Ségali, dans le cadre de l'élaboration de son PLUi, se poursuivra dans les années à venir.

Vu les articles L.103-2, L. 153-52, L. 153-54 et suivants, R. 153-15 et suivants du Code de l'urbanisme ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 07 novembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 04 juin 2010 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2016 approuvant la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil communautaire Pays Ségali en date du 31 octobre 2017 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire Pays Ségali, en date du 12 juin 2025, prescrivant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac et définissant les modalités de concertation ;
Vu le bilan de la concertation présenté par Madame la Présidente ;

Considérant que le bilan de la concertation est prêt à être tiré ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil communautaire :

*- **DECIDE** de considérer comme favorable le bilan de la concertation présenté et annexé à la présente délibération ;*

*- **CHARGE** Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et de signer tous les documents administratifs et comptables s'y rapportant.*

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Certifié exécutoire par publication et envoi à la Préfecture

Pour extrait conforme,
La Présidente Karine CLEMENT
Acte dématérialisé

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

Délibération du conseil de PAYS SEGALI COMMUNAUTE

Séance du 24 septembre 2026

Le vingt-quatre septembre deux mille vingt-six à vingt heure trente à la salle d'animation Jacques Boubal de la mairie de Baraqueville, le Conseil de Pays Ségali Communauté convoqué le 17 septembre 2026, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi.

Membres 43

Présents 36
Dont 0 suppléant

Etaient présents : ALCOUFFE Patrick, ARTUS Michel, AT André, BARBEZANGE Jacques, BAUGUIL William, BEGUE Elodie, BERNARDI Chistine, BES Carole, BOUSQUET Pierre, BOUTONNET Nicolas, CALMELS Bernard, CAPDEBARTHES Max, CAZALS Claude, CLEMENT Karine, COUDERC Pierre, CUOC Jérôme, DELCASSO Jordi, DOUZIECH Olivier, DRULHE Aurélie, FIRMIN Virginie, FRAYSSE Julien, FRAYSSE Séverine, FRAYSSINHES Patrick, GREGOIRE Julie, GREZES-BESSET Jean-Louis, LACOMBE Jacques, MARTY Monique, MOUYSSET Sandrine, RAYNAL Véronique, RIGAL Damien, SEHET Franck, SOUYRI Marc, TARROUX Jean- Luc, TURLAN Alain, VABRE François, VIALETTE Jacky.

6 procurations

Absents excusés : CHINCHOLLE Philippe (procuration donnée à RIGAL Damien), COUDERC Christian (procuration donnée à CLEMENT Karine), COURNUT Henri (procuration donnée à TURLAN Alain), MAZARS David (procuration donnée à FRAYSSINHES Patrick), RAUZY Christophe (procuration donnée à MARTY Monique), SERGES Dorothée (procuration donnée à BARBEZANGE Jacques).

Absents : FABRE Jean-Marc

Secrétaire de séance : BOUTONNET Nicolas

Délibération n° 20260924-15

Objet : Approbation de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac

Madame la Présidente rappelle que la Communauté de communes porte un projet d'aménagement d'une zone d'activités sur le secteur de la Baraque de Cussan, situé sur la commune de Boussac. Ce projet vise à conforter la vocation économique de cet espace, qui accueille déjà plusieurs entreprises (secteurs Ux du PLU) et dont le développement avait été anticipé dans le Plan local d'urbanisme (secteur AUX2). Pour Pays Ségali Communauté, l'objectif est de renforcer ce pôle économique structurant afin d'y accueillir des entreprises, notamment artisanales, à rayonnement local, recherchant du foncier pour développer leur activité ou s'implanter sur le territoire communautaire. Il convient de rappeler que ce secteur bénéficie d'une desserte directe par la RD911 et d'un accès rapide à la RN88, via l'échangeur n° 26 situé sur la commune de Baraqueville. Il présente ainsi une localisation stratégique à l'échelle communautaire.

Elle rappelle également que ce projet est le fruit d'une réflexion engagée par la commission économique intercommunale. Face à la saturation des zones d'activités actuelles – confirmée par le bilan des ZAE (art. L.318-8-2 du Code de l'urbanisme) et le diagnostic du PLUi – et , face à une forte demande foncière des entreprises, Pays Ségali a engagé une stratégie de développement économique à court terme en deux volets : le renforcement stratégique de la zone Calmont-Montvert (Calmont – modification de droit commun n°1 du PLU approuvée le 17 février 2026) et le développement artisanal du secteur de la Baraque de Cussan (Boussac). Ces projets s'inscrivent dans une démarche globale de planification visant à concilier dynamisme économique et trajectoire de sobriété foncière imposée par la réglementation.

Ces éléments l'ont incité à engager une démarche de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac. L'objectif est d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, redéfinir le développement de ce secteur.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 2121-11 et suivants ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260924-20260924_15-DE
Reçu le 25/09/2026

Vu les articles L. 153-54 et suivants, L. 103-2 au L. 103-6, L. 300-6, R. 153-15 et suivants du Code de l'urbanisme ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 07 novembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 04 juin 2010 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2016 approuvant la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil communautaire Pays Ségali en date du 31 octobre 2017 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire Pays Ségali, en date du 12 juin 2025, prescrivant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac et définissant les modalités de concertation ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire Pays Ségali, en date du 04 novembre 2025, ayant tiré le bilan de la concertation réalisé dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Boussac ;
Vu les avis émis par l'Autorité environnementale, la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF), l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INOQ), le Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), la Chambre d'agriculture, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), Réseau de Transport d'Electricité (RTE), le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), le Département de l'Aveyron et le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Centre-Ouest Aveyron ;
Vu le procès-verbal établi à l'issue de la réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées (PPA) du 09 février 2026, lequel a été versé au dossier d'enquête publique ;
Vu le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale, lequel a été versé au dossier d'enquête publique ;
Vu la décision n°E26000026 / 31 en date du 17 mars 2026 de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Toulouse désignant Monsieur Jean-Louis BASTIDE, retraité de la fonction publique territoriale, en qualité de commissaire-enquêteur et Monsieur Jean-Marie MAUREL, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant ;
Vu l'arrêté de Madame la Présidente de Pays Ségali Communauté, en date du 02 avril 2026, soumettant à enquête publique (tenue du 18 mai 2026 à 14h00 au 19 juin 2026 à 12h00) le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac. Cet arrêté a fait l'objet de publications dans deux journaux d'annonces légales ainsi que par voies d'affichage sur les panneaux du siège de la Communauté de communes (bureau de Baraqueville), en mairie de Boussac et sur le lieu concerné par la procédure faisant l'objet de l'enquête ;
Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur portant un avis favorable, assorti d'une recommandation, sur le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac ;

Considérant que l'examen conjoint qui s'est tenu le 09 février 2026, en présence des Personnes Publiques Associées (PPA), leur a permis d'émettre leurs éventuelles remarques. Le procès-verbal de l'examen conjoint consigne les remarques des PPA, ainsi que les réponses formulées par la collectivité. Les avis reçus et le procès-verbal de l'examen conjoint ont été versés au dossier d'enquête publique. Ceux-ci ont généré des modifications mineures avant l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac notamment :

- Des compléments d'informations dans le rapport de présentation afin de :
  - Nuancer le poids de l'industrie dans les établissements immatriculés au RSC et recensés sur la commune : la part importante observée est en partie liée à la production d'énergie, notamment à la présence de toitures photovoltaïques au sein des exploitations agricoles. Ce constat est valable partout en Aveyron mais plus marqué à Boussac en raison de l'importance de l'activité agricole par rapport aux autres activités,
  - Préciser la gestion des eaux usées du secteur,

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260924-20260924_15-DE
Reçu le 29/09/2026

  - Sensibiliser les porteurs de projet au risque de radon enregistré sur la commune,
  - Faire référence au Guide départemental de définition et de normalisation des équipements de défense de la forêt contre l'incendie,
  - Rappeler que le secteur de la Baraque de Cussan est desservi par les transports en commun (ligne de bus reliant Rodez à Villefranche-de-Rouergue en semaine),
  - Préciser les incidences du projet sur la thématique des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre, de façon proportionnelle aux enjeux du projet,
- La mise en place d'un emplacement réservé sur une partie de la parcelle A 452 afin de permettre la création d'une voie d'évitement. Son périmètre avait été joint au dossier d'enquête publique afin d'assurer la complète information du public.
- Un ajustement de l'OAP créée afin de :
  - N'imposer que 10 logements au sein du secteur AU1 de la Baraque de Cussan afin de mieux prendre en compte la topographie du site,
  - Matérialiser sur le schéma de l'OAP la liaison piétonne à créer entre l'emplacement réservé n°8 et le secteur AU1 ; celle-ci étant déjà mentionnée dans la notice de l'OAP,
  - Sensibiliser les porteurs de projet à la préservation des espèces messicoles,
- L'identification au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme d'une haie et d'une mare repérées dans le cadre de l'analyse environnementale du site. Cette identification s'accompagne d'ajustements dans le règlement écrit afin d'y inscrire des dispositions relatives à la protection des milieux humides.

Considérant que le commissaire enquêteur a donné un avis favorable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac accompagné de la recommandation suivante : « *porter une attention particulière à la sécurisation des différents accès routiers et notamment du nouvel accès la route départementale n°911 à créer sur la zone AU1x.* » ;
Considérant qu'en réponse à la recommandation du commissaire enquêteur le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac intègre d'ores et déjà des dispositions visant à assurer la sécurisation des accès routiers, notamment en lien avec la route départementale n°911, par la création d'un emplacement réservé et par l'inscription, dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, de la suppression de l'accès existant en cas de création d'un nouvel accès sur la RD 911. La collectivité veillera, lors de la conception et de la réalisation du projet, à poursuivre la concertation avec les services du Département, afin de définir, le cas échéant, les modalités de création et de sécurisation d'un nouvel accès sur la RD 911 ;
Considérant que l'enquête publique n'a généré aucune évolution du projet avant son approbation ;
Considérant que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, telle que présentée au Conseil communautaire, est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme ;

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil communautaire à l'unanimité des membres présents et représentés :

- ***DÉCLARE** que le projet présenté est d'intérêt général pour Pays Ségali Communauté et pour la commune de Boussac ;*

- ***APPROUVE** la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac ;*

- ***AUTORISE** Madame la Présidente à poursuivre l'exécution de la présente délibération.*

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Certifié exécutoire par publication et envoi à la Préfecture

Pour extrait conforme,
La Présidente Karine CLEMENT
Acte dématérialisé

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique télérecours accessible par le lien: http://www.telerecours.fr

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT
contact@octeha.fr www.octeha.fr
à Rodez :
31 avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tél.: 05 65 73 65 76

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

PREFECTURE DE L'AVEYRON

PAYS SÉGALI COMMUNAUTÉ

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE BOUSSAC

Plan Local d'Urbanisme

Approuvée le 07 novembre 2008



Déclaration de projet emportant mise en compatibilité

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
Karine CLEMENT

Bilan de la concertation

1.2

Sommaire

1 - Modalités de la concertation 3

2 - Déroulement de la concertation 4

3 - Bilan de la concertation 4

4 - Conclusion 4

5 - Annexes 5

I - Modalités de la concertation

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac été approuvé par délibération du 07 novembre 2008.

Depuis le 2 novembre 2016, la Communauté de Communes Pays Ségali est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » .

Par délibération en date du 12 juin 2025, le Conseil communautaire a prescrit la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac.

Objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac a pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global de ce secteur ; de façon à permettre un aménagement optimal de cet espace stratégique, tout en tenant compte de ses caractéristiques (topographie, éléments naturels existants, etc.).

Cette procédure fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article R104-11 du Code de l'urbanisme dans la mesure où la surface concernée par celle-ci est supérieure à 1‰ du territoire communal. A ce titre, conformément à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, elle doit faire l'objet d'une concertation avec le public.

Modalités de concertation

Le Conseil communautaire a défini les modalités d'une concertation qui figure comme l'un des points forts de la loi SRU, et qui a pour but d'informer les habitants tout au long de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

Les modalités de concertation retenues par la délibération prescrivant ladite procédure ont été les suivantes :

- Diffusion dans la presse locale,
- Mise à disposition d'un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté de communes (bureau de Baraqueville),
- Diffusion sur le site internet de la commune de Boussac.

2- Déroulement de la concertation

La Communauté de Communes a mis en place les moyens définis dans la délibération pendant toute la période d'études et de réflexion liée à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac.

Elle a notamment :

- Diffusé dans la presse locale ;
- Mis à disposition un registre de concertation en mairie et au siège de la Communauté de communes (Baraqueville) ;
- Diffusé sur le site internet de la commune de Boussac.

3- Bilan de la concertation

En parallèle de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, Pays Ségali Communauté a entrepris l'élaboration de son PLUi (prescription le 14 novembre 2024). A ce titre une concertation est également mise en œuvre. Ceci peut expliquer certaines confusions en termes de concertation entre celle de la procédure d'évolution du PLU de Boussac et celle relative à l'élaboration du PLUi. Aussi, une analyse fine de l'ensemble des demandes de concertation pouvant concerner la commune de Boussac a été réalisée. En conclusion, à la date du 20 octobre 2025, 9 demandes concernant la commune de Boussac ont été formulées. L'une d'entre elles concernait plus spécifiquement le secteur de la Baraque de Cussan : celle-ci n'a pas nécessité de modification du dossier dans la mesure où elle apportait son soutien à l'objectif poursuivi par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac (à savoir permettre un développement économique et résidentiel maîtrisé et stratégique sur le secteur de la Baraque de Cussan).

4- Conclusion

Les moyens de communication mis en œuvre (information, registres) démontrent la volonté de la Communauté de communes d'associer les habitants de celle-ci à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, imposant une concertation adaptée.
Les observations reçues n'ont pas généré de modifications du dossier dans la mesure où, dans la quasi-totalité des cas, elles n'entraient pas dans les objets de la procédure et elles ne concernaient pas le secteur de la Baraque de Cussan. De plus, la seule observation formulée au sujet de la Baraque de Cussan se contentait d'apporter son soutien à l'objectif poursuivi par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac (à savoir permettre un développement économique et résidentiel maîtrisé et stratégique sur le secteur de la Baraque de Cussan) : elle n'a donc pas, non plus, généré une évolution du dossier.
Il convient néanmoins de noter que la concertation engagée globalement à l'échelle de Pays Ségali, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, se poursuivra dans les années à venir.

DIFFUSION DANS LA PRESSE LOCALE

Centre Presse, 23 juin 2025

AVIS ADMINISTRATIFS

213622

AVIS AU PUBLIC

Pays Ségali Communauté

Déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac

Par délibération en date du 12 juin 2025 (n°20250612-36), le Conseil communautaire a décidé de prescrire la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac, ayant pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et par conséquent de redéfinir le développement global de ce secteur.

Cette délibération fera l'objet des publications réglementaires en mairie et au siège de la Communauté de Communes pendant un mois.

Une information sur le site internet de la commune sera mise en place ; de même, un registre de concertation sera mis à disposition en mairie et à la Communauté de communes (bureau de Baraqueville).

INFORMATION SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE (PAGE D'ACCUEIL)



INFORMATION SUR LE SITE INTERNET DE LA COMMUNE (ARTICLE COMPLET)



REGISTRE DE CONCERTATION MIS À DISPOSITION EN MAIRIE ET AU SIÈGE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Pays Ségali
COMMUNAUTÉ

Déclaration de projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme

Boussac

de la commune de Boussac



Registre des requêtes

émises durant la concertation mise en oeuvre suite à la délibération du Conseil Communautaire du 12 juin 2025

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

À Rodez :
31 Avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tel: 05 65 73 65 76

PREFECTURE DE L'AVEYRON

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

Pays Ségali Communauté

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BOUSSAC

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



ELABORATION P.L.U.

Approuvé le :

07 novembre 2008

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
CLEMENT Karine

Avis des personnes publiques

1.3.1

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Mission régionale d'autorité environnementale
OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

Avis sur le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de la commune de Boussac (12)

N° Saisine : 009842/A PP
Date : 27/02/2026

PRÉAMBULE

Pour tous les plans et documents d'urbanisme soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnelle et du public.

Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet de plan ou document d'urbanisme, mais sur la qualité de la démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre par le maître d'ouvrage, ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.

Par courrier reçu le 02/12/2025, l'autorité environnementale a été saisie par Pays Segali Communauté pour avis sur le projet de mise en compatibilité, par déclaration de projet, du PLU de la commune de Boussac (Aveyron).

L'avis est rendu dans un délai de 3 mois à compter de la date de réception à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région (DREAL) Occitanie[1].

En application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement et du 2° de l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale compétente, le présent avis est adopté par la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie (MRAe).

Cet avis a été adopté en collégialité électronique en date du 27/02/2026 conformément aux règles de délégation interne à la MRAe (décision du 25 août 2025) par les membres Stéphane PELAT, Bertrand SCHATZ Christophe CONAN et Annie VIU.

En application de l'article 8 du règlement intérieur de la MRAe du 29 septembre 2022, chacun des membres cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.

L'avis a été préparé par les agents de la DREAL Occitanie apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous l'autorité fonctionnelle de sa présidente.

Conformément à l'article R. 104-24 du code de l'urbanisme, l'agence régionale de santé Occitanie (ARS) a été consultée en date du 3 décembre 2025 [et a répondu le 10 décembre 2025.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme, l'avis devra être joint au dossier d'enquête publique.

Il est également publié sur le portail internet de l'autorité environnementale[2].

[1] Téléservice pour la transmission des demandes : https://evaluation-environnementale.developpement-durable.gouv.fr

[2] https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr

SYNTHÈSE

La commune de Boussac, commune rurale de 611 habitants en 2023 (source INSEE) est située dans la partie centre-ouest du département de l'Aveyron, à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Rodez.

Le projet de mise en compatibilité du PLU de Boussac, approuvé en 2008, vise à étendre un secteur d'activités économiques en redéfinissant les périmètres du secteur de la « *Baraque de Cussan* ». Dans l'attente de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), la communauté de communes Pays Ségali Communauté conduit la procédure relative au PLU de Boussac, dans le cadre d'une stratégie de développement économique définie au niveau intercommunal.

Ce choix de développement n'est pas justifié sur des motifs environnementaux, ni fondé sur une analyse des capacités de densification et d'évolution des zones existantes à l'échelle intercommunale. Le projet s'inscrit, sans en justifier le besoin, dans une programmation d'espace que la MRAe estimait déjà très élevée au niveau du SCOT, en 2019. Ce point avait fait l'objet d'une réserve de la commission d'enquête. Depuis cette date, la région Occitanie a fixé des objectifs locaux de réduction de la consommation d'espace, qui doivent impérativement être pris en compte au niveau local, d'autant qu'une consommation d'espace importante est déjà mesurée sur le territoire. En l'état le dossier n'explique pas de quelle manière son projet de développement, non fondé sur une analyse des capacités de densification et des besoins, s'inscrit dans cette perspective. La déclinaison de la démarche « *éviter, réduire, compenser* » doit aussi être poursuivie notamment pour préserver les milieux naturels et intégrer la problématique des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre.

L'ensemble des recommandations est détaillé dans les pages suivantes.

AVIS DÉTAILLÉ

1 Contexte juridique du projet de plan au regard de l'évaluation environnementale

Le projet de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de Boussac a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Le dossier transmis fait par conséquent l'objet d'un avis de la MRAe de la région Occitanie. Le présent avis devra être joint au dossier d'enquête publique et sera publié sur le portail de l'autorité environnementale[3].

En application de l'article 9 de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 « *plans et programmes* », la collectivité compétente pour approuver le document doit, lors de son adoption, mettre à la disposition de l'autorité environnementale et du public les informations suivantes :

- le plan approuvé ;
- une déclaration résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans le plan et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis exprimés et les résultats des consultations effectuées ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan, compte tenu des autres solutions raisonnables qui avaient été envisagées ;
- les mesures arrêtées concernant le suivi de la mise en œuvre du plan.

2 Présentation territoire et du projet

La commune de Boussac, commune rurale de 611 habitants en 2023 (source INSEE) est située dans la partie centre-ouest du département de l'Aveyron, à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de la ville de Rodez. Décrite comme une commune attractive pour les ménages et les entreprises, elle bénéficie de la proximité de l'axe Rodez-Albi via l'échangeur sur la RN88 (sur la commune voisine de Baraqueville).

La commune de Boussac fait partie des 23 communes de Pays Ségali Communauté, qui a prescrit, en 2024, l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). La communauté de communes conduit la présente procédure de mise en compatibilité du PLU de Boussac, sans attendre l'approbation du PLUi. Elle souhaite anticiper le développement économique du territoire, tout en s'inscrivant dans une stratégie, présentée comme décidée à l'échelle communautaire : affirmer le pôle économique du secteur de la « *Baraque de Cussan* », à proximité immédiate de la RD911 sur la commune de Boussac. Cette route départementale relie Baraqueville à Villefranche-de-Rouergue et constitue un axe important pour le territoire, que la communauté de communes souhaite mettre en valeur de façon complémentaire aux zones d'activités situées le long de la RN88.

[3] www.mrae.developpement-durable.gouv.fr

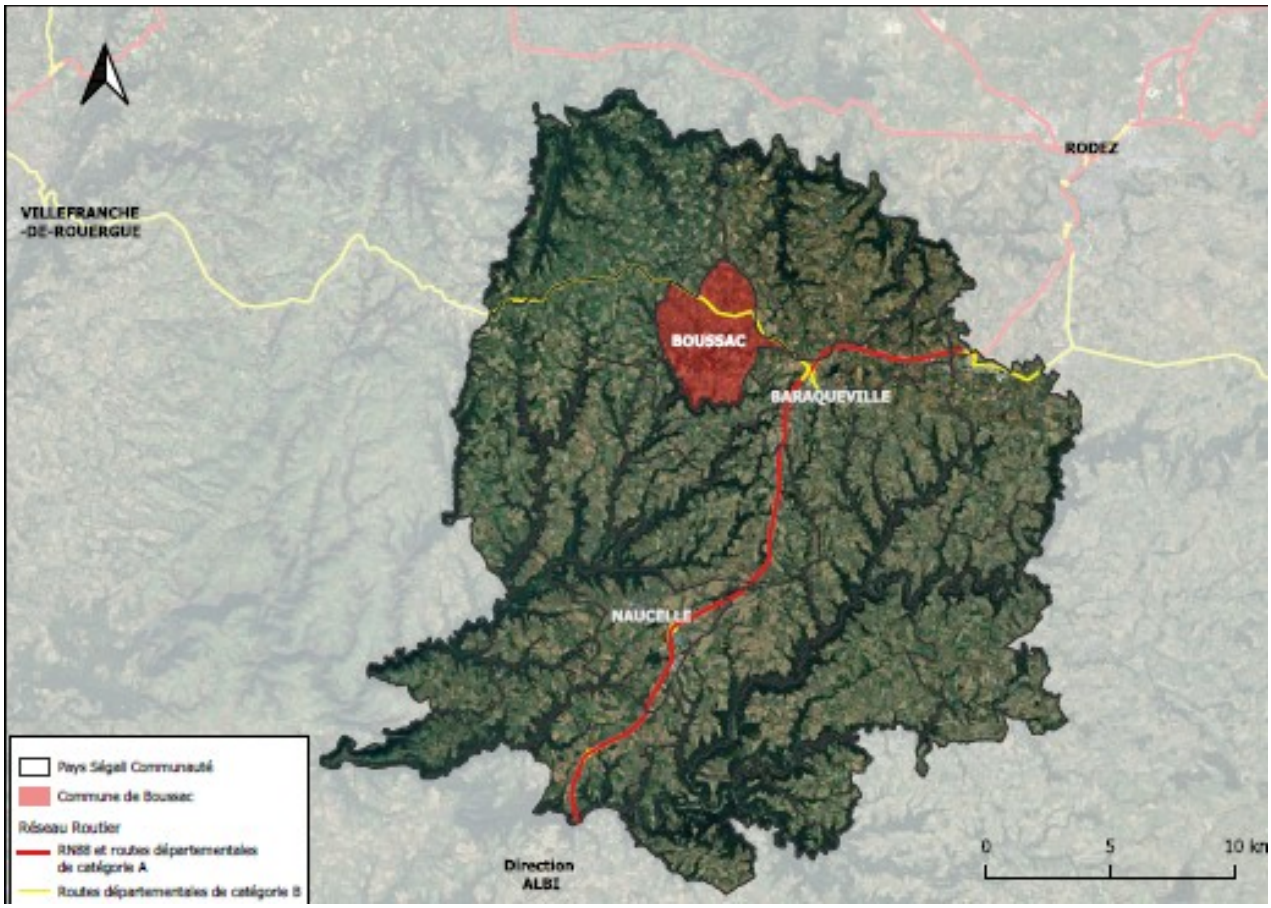


Figure 1 (en haut): carte situant la commune de Boussac à l'échelle intercommunale

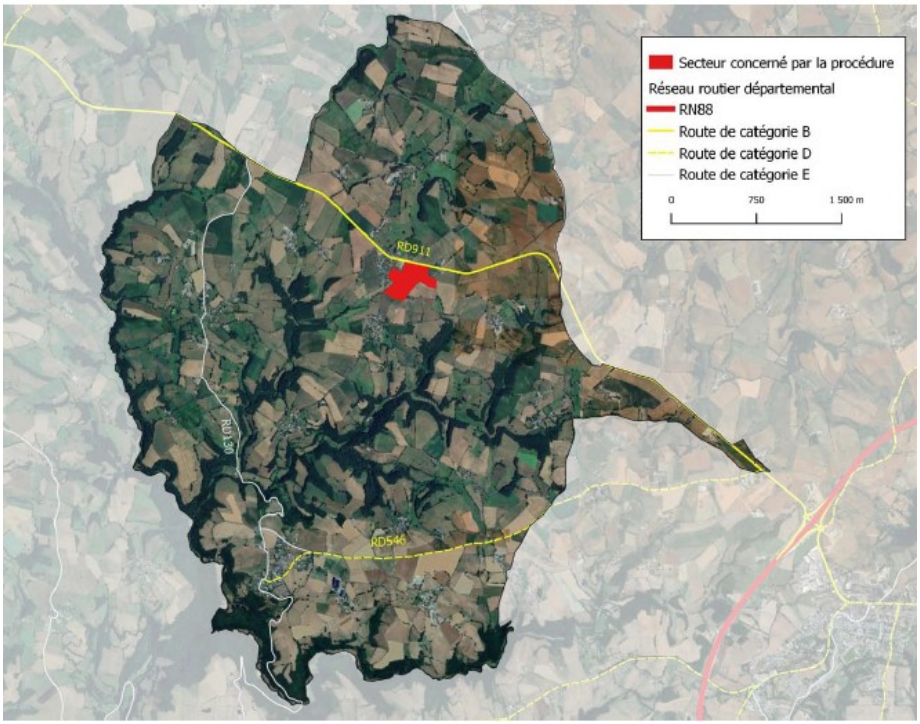


Figure 2 : carte du secteur concerné par la procédure d'évolution du PLU à l'échelle de la commune

Le projet de mise en compatibilité du PLU approuvé en 2008 vise à faire évoluer le zonage en ouvrant à l'urbanisation le secteur à urbaniser économique fermé (AUX2), en ajustant les secteurs U et A, et en réduisant le secteur à urbaniser à vocation résidentielle (AU1) au bénéfice d'une zone agricole protégée (Ap). La zone à urbaniser à vocation d'habitat (AU2) du lieu-dit « La Besse », ainsi qu'une partie de la zone AU2 de « *La Plaine* », non évoquées, sont reclassées en zone agricole. Des emplacements réservés sont supprimés ou modifiés.

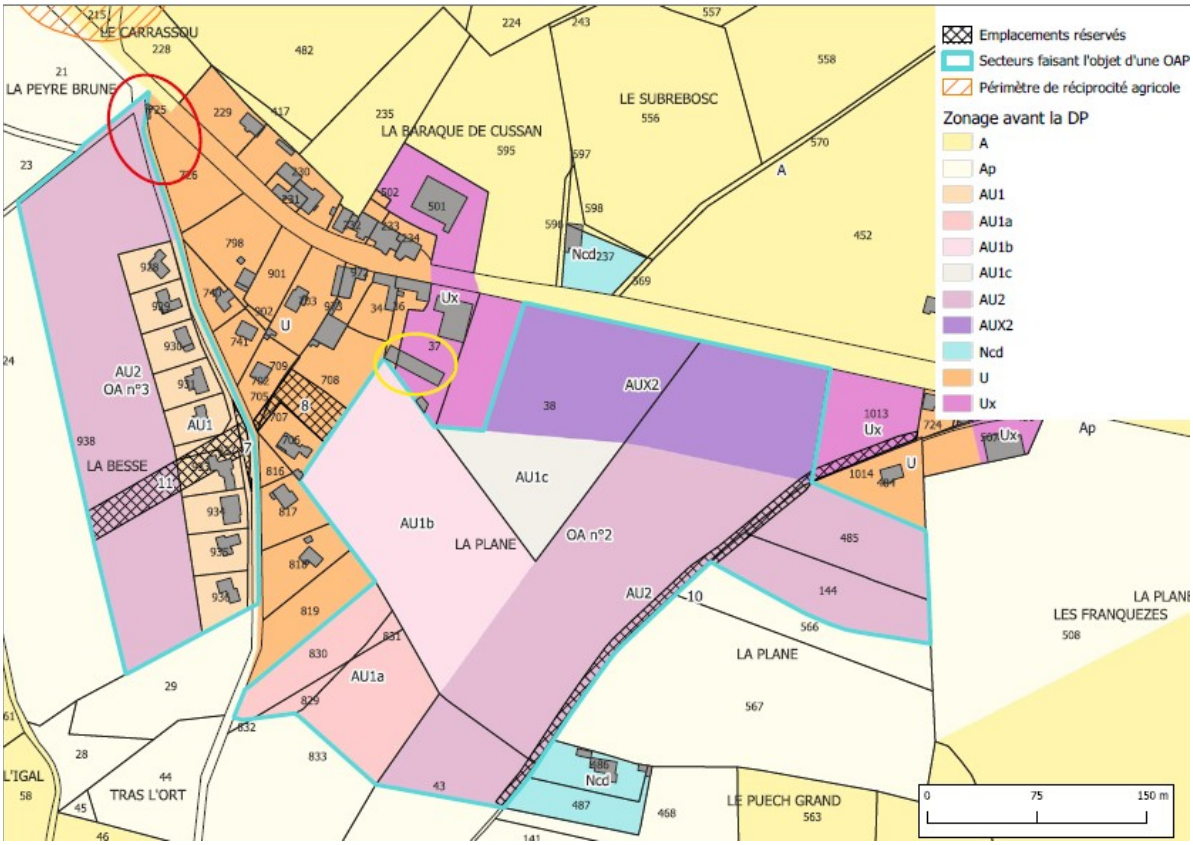


Figure 3 : document graphique avant évolution du PLU- rapport de présentation

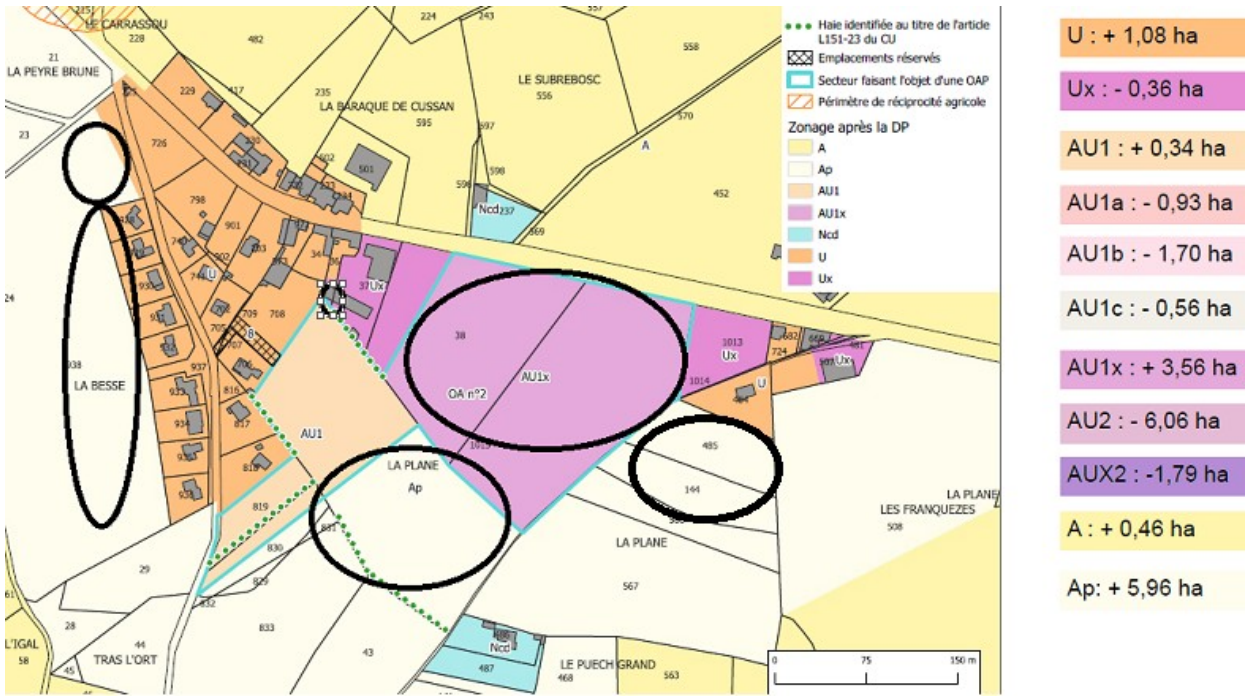


Figure 4 : document graphique après évolution du PLU
rapport de présentation – secteurs principaux d'évolution entourés par la MRAe

3 Principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe

Pour la MRAe, les principaux enjeux pour ce projet de mise en compatibilité du PLU concernent :

- la maîtrise de la consommation de l'espace ;
- la préservation des milieux naturels et paysagers.

4 Contenu du rapport de présentation et qualité de la démarche d'évaluation environnementale

Le projet d'évolution du PLU n'est pas justifié au regard des solutions de substitution raisonnables, prenant en compte l'environnement, comme exigé à l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme. Le choix du développement d'habitat et d'activités dans un secteur uniquement desservi par les transports individuels motorisés est le seul scénario étudié. Il n'est pas comparé à des solutions alternatives à l'échelle intercommunale.

La séquence « *éviter, réduire, compenser* » reste à analyser et à décliner au regard des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, qui ne font l'objet d'aucun bilan. Elle est à finaliser sur la préservation des milieux naturels, sur la base d'un état initial satisfaisant au regard des enjeux pressentis (cf infra).

La MRAe recommande d'intégrer dans l'évaluation environnementale l'étude de scénarios de substitution raisonnables au projet retenu, et de le justifier sur cette base au regard de l'environnement. Elle recommande d'analyser les incidences du projet sur la thématique des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre. Elle recommande de décliner la séquence « *éviter, réduire, compenser* » sur cette thématique et de la poursuivre sur la thématique des enjeux de biodiversité.

L'analyse de l'articulation avec les plans et programmes de niveau supérieur devrait démontrer comment la consommation d'espaces naturels et agricoles planifiée par l'évolution du PLU s'inscrit dans les objectifs supra-territoriaux.

La commune est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Centre-Ouest Aveyron, approuvé le 6 février 2020, après un avis rendu par la MRAe le 15 octobre 2019[4]. L'avis relevait la forte augmentation de la programmation de la consommation d'espace à vocation économique, en comparaison de celle passée (335 ha programmés au total, dont 35 ha pour la communauté de communes du Pays Ségali) ; ce point a donné lieu à une réserve de la commission d'enquête demandant une diminution substantielle[5]. Le rapport de présentation indique que le SCoT « *définit un objectif de consommation de l'espace à vocation économique de 35 ha, pour la période 2020-2037* » à l'échelle de l'intercommunalité, identique à celui prévu initialement. La MRAe rappelle que cet objectif constitue dans tous les cas un maximum au regard d'un besoin à démontrer, après avoir analysé les

[4] https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/avis_mrae_2019ao144.pdf

[5] 335 ha à vocation économique entre 2020 et 2035, soit 22 ha/an, en comparaison des 9 ha annuels consommés sur la période de référence passée. Le SCOT approuvé a maintenu la prévision foncière, en allongeant l'échéance prévisionnelle jusqu'en 2037 (19,7 ha/an).

solutions alternatives, notamment les possibilités de densification de l'existant à l'échelle intercommunale, ce qui ne transparaît pas dans le présent dossier.

Le schéma régional d'aménagement de développement et d'égalité des territoires (SRADDET) Occitanie a territorialisé l'objectif national de réduction de la consommation d'espace issu de la « *Loi Climat et Résilience* » : pour le territoire du SCoT Centre-Ouest Aveyron, le SRADDET fixe un objectif de réduction de la consommation foncière de 53,9 % entre 2021 et 2031 par rapport à la décennie précédente, suivi de baisses consécutives du rythme de l'artificialisation nette aboutissant à « *zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à l'horizon 2050* ». Au niveau du PLU, la collectivité n'explique pas en quoi son scénario s'inscrit dans une telle perspective, alors même que la prévision de hausse au niveau du SCoT avait fait l'objet d'une réserve de la commission d'enquête en 2019.

Un PLUi est en cours d'élaboration au niveau intercommunal. Entre 2021 et 2023, 81,4 ha ont déjà été consommés à l'échelle du Pays Segali. Sans autre élément de contexte, l'évolution du PLU est susceptible de grever les possibilités pour le futur PLUi de s'inscrire dans la trajectoire de baisse attendue.

La MRAe recommande de décliner, dans son projet de révision, les objectifs supra-territoriaux relatifs à la diminution attendue de la consommation d'espace, ce qui peut conduire à revoir le projet.

5 Prise en compte de l'environnement

5.1 Maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La MRAe rappelle que la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), l'artificialisation des sols et l'étalement urbain constituent l'un des principaux facteurs d'érosion de la biodiversité et comportent également des impacts négatifs en matière de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre. La limiter au maximum des besoins constitue la première mesure d'évitement des incidences sur les enjeux environnementaux.

Le rapport de présentation n'indique pas clairement la consommation passée à l'échelle communale et intercommunale (consommation effective, indépendamment du classement), ni la consommation planifiée dans le cadre de la mise en compatibilité. Le récapitulatif des surfaces (reproduit dans la figure 4 du présent avis) ne permet pas d'identifier la superficie de consommation d'espace planifiée, y compris sur des terrains déjà ouverts à l'urbanisation mais restés à l'état naturel. Le rapport environnemental analyse un secteur d'un peu plus de 8,5 ha, classé en zone à urbaniser ouverte et fermée dans le PLU actuel, non aménagé ni bâti.

Le projet de consommation d'espace nécessaire à l'extension ne ressort pas non plus d'une justification étayée du besoin. Le rapport de présentation relève le très faible taux de vacance (2,3 %) dans les zones d'activités (ZA) à l'échelle intercommunale : 4 parcelles vacances, sur 184 recensées. Pour réaliser cet inventaire, le rapport indique s'être fondé sur un questionnaire envoyé aux propriétaires fonciers, qui a reçu 12,4 % de réponses ; cette méthode est insuffisante pour conclure, comme la collectivité, que « *les zones d'activités du territoire arrivent donc, globalement, à saturation* ».

Nom de la ZAE	Commune	Taux de vacance	Surface libre (en m²)	Commentaire
ZA de Calmont	Calmont	0%	-	-
Parc d'activités de Montvert 1	Calmont	0%	-	-
Parc d'activités de Montvert 3	Calmont	0%	-	-
ZA des Molinières	Calmont	0%	-	-
ZA de Lavernhe	Manhac	8%	4 400	-
ZA du Puech 1	Baraqueville	0%	-	-
ZA du Puech 2	Baraqueville	0%	-	-
ZA de Ramasso	Baraqueville	0%	-	-
ZA de Marengo	Baraqueville	0%	-	-
ZA de Merlin	Naucelle	0%	-	-
ZA de l'Issart 1	Naucelle	0%	-	-
ZA de l'Issart 2	Naucelle	16,67%	8 507	Lot 6 Lot 12
ZA de Plaisance	Cassagnes-Bégonhès	5,88%	1 485	-
TOTAL		2,3%	14 392	4 parcelles / lots

Figure 3 : bilan des ZA, septembre 2024 – rapport de présentation

Le site de la communauté de communes évoque, dans sa page dédié à l'accueil des entreprises[6], de nombreux terrains mais aussi des locaux vacants : sur la ZA de Calmont par exemple, pourtant notée ci-dessus avec une vacance de « O % » et une absence de surface libre, mais aussi sur le parc d'activités de Montvert (Calmont et Luc-la-Primaube), « *parc d'activités récent* » de 19,7 ha avec du « *foncier disponible à la vente* », sur la ZA du Puech 1 qui dispose de « *locaux vacants disponibles pour une reprise d'activité* » et du Puech 2 récemment autorisée avec plus de 5 ha commercialisables, ou encore sur la ZA de l'Issart, qui, à Naucelle, vient de faire l'objet d'une extension permettant de commercialiser 4,1 ha.

Les vues aériennes issues du Géoportail de l'urbanisme montrent aussi des terrains non occupés dans les zones « Ux » de ces communes, correspondant aux zones d'activités. Si la réalité de leur inoccupation est à vérifier (par exemple, un permis délivré entre temps), ces vues contredisent aussi l'affirmation d'absence de toute disponibilité foncière.

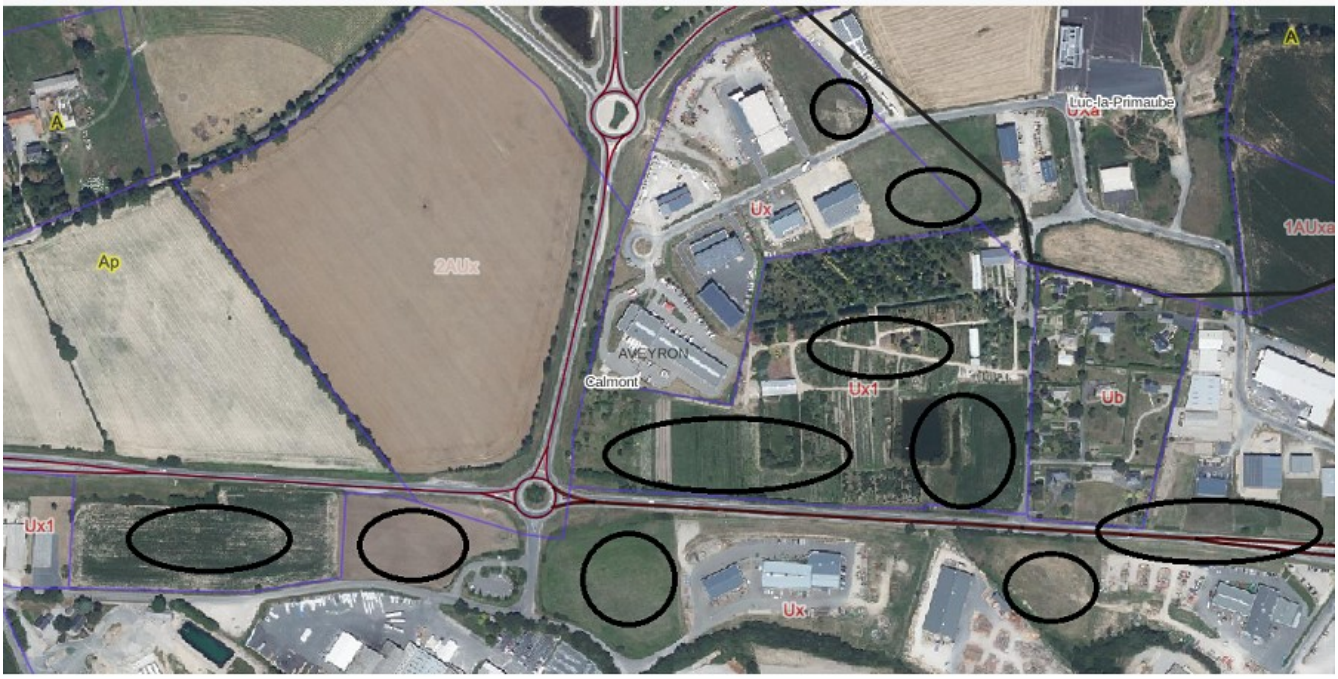


Figure 4 : extrait cartographique superposant vue aérienne et zonage sur la commune de Calmont, sur lesquels la MRAe a entouré des terrains a priori non bâtis– Géoportail de l'urbanisme

[6] https://www.payssegali.fr/ Rubrique Vie économique / entreprendre en Pays Ségali

En plus de l'analyse du foncier disponible, à mener, il manque une analyse des possibilités de requalification, d'évolution ou de reprise de locaux vacants comme évoqué sur le site de la collectivité, ou encore de mutualisation de certains équipements (stationnement par exemple), dans le but de réduire au maximum le besoin foncier.

En l'état, la consommation foncière générée par le projet d'évolution du PLU n'est pas justifiée.

La MRAe recommande de fonder le besoin foncier nécessaire aux activités économiques sur une analyse détaillée des zones d'activités existantes à l'échelle intercommunale, tenant compte des capacités de densification de ces zones.

5.2 Préservation des milieux naturels

Une pré-étude des données cartographiques bibliographiques disponibles, complétée par une visite de terrain en juin 2025, permet au rapport environnemental de conclure à un niveau d'enjeu global faible, en raison de la distance vis-à-vis des zones naturelles remarquables alentours, des milieux cartographiés et de l'utilisation actuelle des terrains (agriculture, dans la continuité de secteurs résidentiel et économique) prévus pour accueillir le développement.

La MRAe estime que l'état initial naturaliste est proportionné aux enjeux identifiés et au projet de développement.



Figure 5 : vue aérienne du secteur d'étude, montrant la ligne de crête au centre – rapport de présentation

Les milieux à plus forts enjeux sont localisés en bordure du site d'étude, « *dans et à proximité du périmètre rapproché, au sud-est* » : une haie bocagère et une zone humide dégradée (présence d'orties).



Figure 6 : photographie de la haie bocagère à fort enjeu (à gauche) et de la zone humide dégradée à enjeu moyen (à droite) – rapport de présentation

Le rapport environnemental estime que le projet de développement n'aura « *aucun impact* » sur ces éléments naturels situés hors du site d'études ; cependant ils ne bénéficient, suite à cette identification, d'aucune préservation dans le règlement graphique et écrit. L'OAP ne reprend pas les mesures préconisées pour éviter le ruissellement des eaux de la zone d'activités, et son schéma d'aménagement prévoit un accès qui semble, faute de tout report de ces éléments ponctuels sur les pièces opposables, concerner leur secteur d'implantation. L'aire d'alimentation de la zone humide,

non analysée, est susceptible d'être impactée par les travaux d'accès au lotissement. La démarche ERC reste donc à décliner, pour garantir une bonne préservation des milieux naturels.

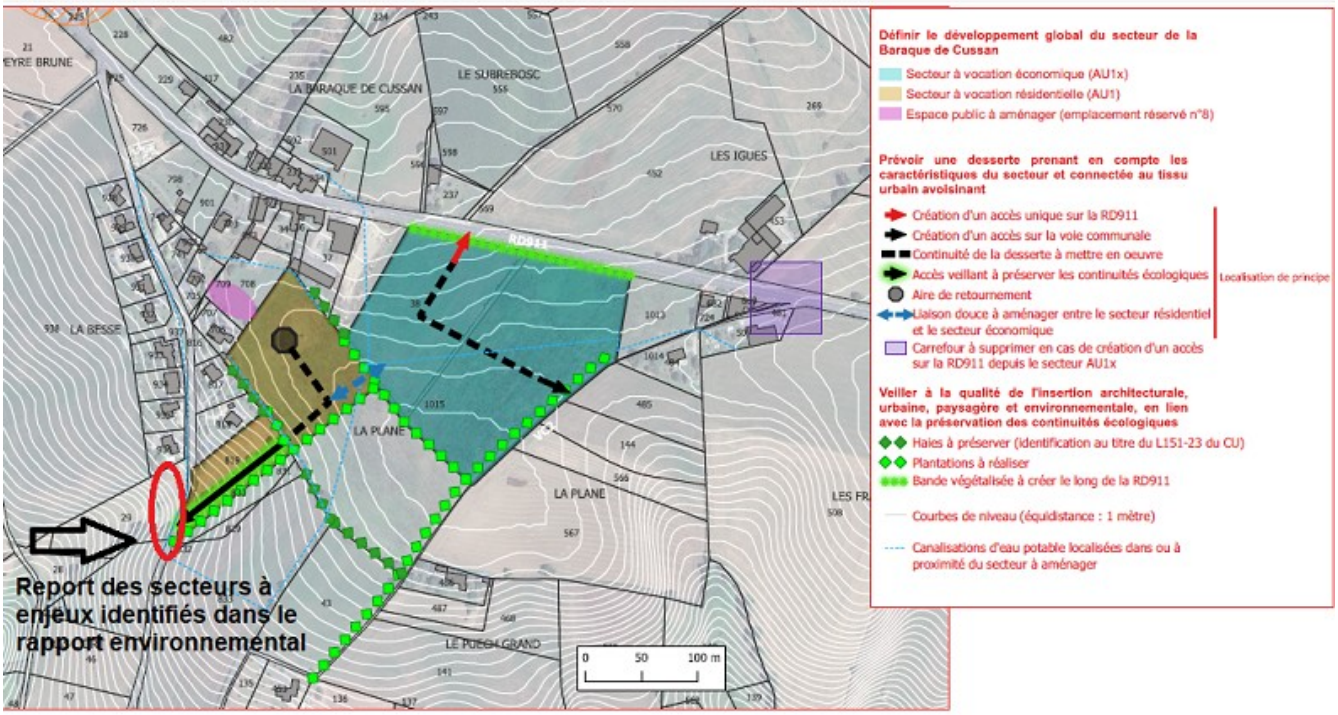


Figure 7 : extrait de l'OAP sur lequel la MRAe a entouré en rouge les éléments naturels à enjeux identifiés dans le rapport environnemental

Le rapport environnemental relève la présence de plantes messicoles, ce qui n'interdit pas le développement du secteur car ces espaces n'ont « *pas été identifiés comme remarquables dans le SCoT* ». Cet enjeu relève néanmoins d'un plan national d'actions (PNA) ; même s'il ne peut « *pas faire l'objet d'une prescription relative à l'aménagement du secteur* », il peut être décliné dans l'OAP, ou dans une charte annexée au règlement, visant à encadrer la gestion des espaces communs et des espaces non bâtis, pour favoriser les plantes messicoles et locales, recommander un fauchage tardif etc.

La MRAe recommande de renforcer dans l'ensemble des pièces opposables du PLU la préservation des éléments de nature à enjeux identifiés, comme préconisé dans le rapport environnemental, et de s'assurer que l'opération ne risque pas de compromettre l'alimentation de la zone humide. Elle recommande d'analyser les moyens de prendre en compte les besoins des plantes messicoles dans les pièces opposables.

PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Madame la Présidente de la communauté de communes Pays Ségali
100 place René Cassin
12160 BARAQUEVILLE

Rodez, le 16 janvier 2026

Service Aménagement du Territoire
Urbanisme et logement
Secrétariat de la CDPENAF
Affaire suivie par :
Valérie DEMANGE
Tél : 05 65 75 49 15
Mél : ddt-cdpenaf@aveyron.gouv.fr

OBJET : PLU de Boussac : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

REF : votre courrier reçu en date du 5 décembre 2025

Par courrier visé en référence, vous avez sollicité l'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) sur le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac. Celui-ci a pour but d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et par conséquent de redéfinir le développement global du secteur. Cet objectif se traduit par :
- des modifications du règlement graphique,
- des modifications du règlement écrit,
- une modification de l'OAP du secteur.

En réponse, je vous informe que lors de la session du 15 janvier dernier, la commission a émis **un avis favorable** sur cette déclaration de projet.

Le secrétariat de la commission est à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Pour la directrice départementale
des territoires,
Présidente de la CDPENAF
Le Chef de service

Alexandre Bergé

Direction Départementale des Territoires
9 rue de Bruxelles – Bourran – BP 3370
12 033 RODEZ CEDEX 9
Tél. : 05 65 73 50 00
Mél. : ddt@aveyron.gouv.fr

CHAMBRE D'AGRICULTURE
AVEYRON

REÇU LE
19 JAN. 2026
Communauté de communes pays Ségali

Madame Karine CLEMENT

Présidente de la Communauté de Communes Pays Ségali

100, Place René Cassin
12 160 BARAQUEVILLE

Rodez, le 8 janvier 2026

Pôle Territoires, Politiques publiques & Formation
Urbanisme

☎ 05 65 73 78 18

Dossier suivi par
Annette CIGAL

N/Réf : LSA.CL.AC.LB

Objet : Déclaration de projet du PLU de la commune de **Boussac**

Madame la Présidente,

Conformément à l'article L.112-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime, vous nous avez notifié, le 4 décembre 2025, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de **Boussac.**

Cette procédure a pour objectif :

- D'affirmer la vocation économique sur le secteur de la Baraque de Cussan accueillant déjà plusieurs entreprises.
- De répondre à une demande locale et artisanale en complément de la zone d'activité des Molinières (Calmont)

Ce secteur est actuellement classé en zone AUX2, AU1 et AU2 au PLU. Les parcelles concernées sont des propriétés publiques ou sont en cours d'acquisition par la communauté de communes. Bien que valorisées par l'agriculture, ces parcelles ne sont plus déclarées à la PAC depuis au moins 2019 et ne font l'objet d'aucun bail ou convention avec un exploitant agricole. Avant la présente déclaration, de projet, la surface constructible de ce secteur était de 8,48 ha contre 5,68 ha après ladite procédure (– 2,85 ha).

Considérant, que cette évolution a peu d'incidence sur l'activité agricole, nous donnons un avis favorable à cette procédure.

En vous souhaitant bonne réception,
Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

Laurent SAINT-AFFRE

Siège social
Carrefour de l'Agriculture
12026 Rodez cedex 9
Tel : 05 65 73 79 00
Fax : 05 65 73 78 00

Antennes régionales

Nord Aveyron (CDANA)
Espalion

Rodez Nord (CDARN)
Onet le Château

Ségala (CDAS)
Baraqueville

Sud Aveyron (CDASA)
Vabres l'Abbaye

Villefranchois (CDAV)
Villefranche de Rouergue

Vallée de l'Aveyron - Lévézou (CDAVAL)
Laissac

Pôle de formation
Elevage et machinisme
Villefranche de Rouergue

République Française
Établissement public
Loi du 31/01/1924
Siret 181 200 023 00016
APE : 9411Z
www.aveyron.chambagri.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Mme Emmanuelle VERGNOL
Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : Josiane RAYMOND
Mail : j.raymond@inao.gouv.fr

N/Réf. : 25 – EV/JR/NF – 763

Madame La Présidente
Pays Ségali Communauté
156 avenue du Centre
12160 BARAQUEVILLE

Aurillac, le 23 décembre 2025

Objet : Déclaration du projet de mise en compatibilité du PLU de Boussac

Madame La Présidente,

Nous avons bien reçu le dossier concernant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de BOUSSAC.

La commune de Boussac est située dans les aires géographiques des Appellations d'Origine Protégées (AOP) "Bleu des Causses", "Roquefort".

Elle appartient également aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) "Agneau de l'Aveyron", "Canard à foie gras du Sud-Ouest", "Jambon de Bayonne", "Veau d'Aveyron et du Ségala", "Porc du Sud-Ouest", "Comté Tolosan", "Aveyron".

Après étude du dossier, l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Madame La Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice et par délégation,
La Déléguée Territoriale,

Emmanuelle VERGNOL

Copie : DDT12

INAO - Délégation Territoriale Auvergne Limousin - Site d'Aurillac
Village d'Entreprises - 14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
Tél : 04 71 63 85 42

RE: Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU Boussac - Consultation au titre de l'article L112-3 du CRPM

ML

Marine LESTRADE <marine.lestrade@cnpf.fr>
À
Cc

Vous avez répondu à ce message le 19/01/2026 09:16.

Bonjour,
Nous n'émettrons pas d'avis sur le projet.
Cordialement

Marine LESTRADE
Responsable Aveyron - Lot
CRPF Occitanie

Maison de l'intercommunalité du Grand Figeac
441, route d'Aurillac
46120 Lacapelle-Marival
Tél. : 05 65 38 25 19
Port. : 06 48 24 84 18
www.occitanie.cnpf.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

CNPF



VOS RÉF. Consultation du 09/12/2025
NOS RÉF. 2025_85_PA_PLU_Boussac
INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-TOU-SCET-URBANISME
TÉLÉPHONE : 05.62.14.91.00
E-MAIL : rte-cdi-tou-urbanisme@rte-france.com

DDT AVEYRON
9, rue de Bruxelles
BP 3370
12033 Rodez Cedex 9

A l'attention de Mme Garric
valerie.garric@aveyron.gouv.fr

OBJET : PA – MEC N°1 du PLU de la commune de **Boussac**

Toulouse, le 16/12/2025

Monsieur le Préfet de l'Aveyron,

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

Après étude du dossier de mise en compatibilité du **PLU de la commune de Boussac** ayant pour objectif d'affirmer un **pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan**, il s'avère que les ouvrages RTE ne sont pas présents sur son emprise.

Néanmoins, la lecture du document d'urbanisme dans son ensemble nous mène à formuler plusieurs observations qui vous permettront de prendre en considération les règles concernant le droit des sols sur le passage des servitudes I4 pour adaptation du PLU de la commune de Boussac.

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 225 000 et 63 000 Volts :

Ligne aérienne 225kV N0 1 AYRES - GODIN

Ligne aérienne 63kV N0 1 BARAQUEVILLE-PRADINAS

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, il convient d'insérer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Le tracé du générateur et l'emprise de l'assiette de notre servitude codifiée I4 sont disponibles en téléchargement sur le Géoportail de l'urbanisme directement accessible via ce lien :

https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

Il est donc possible de télécharger ces données et de les apposer au plan de servitude en annexe du PLU.

Après étude du dossier transmis, nous n'avons pas eu accès au plan des servitudes normalement annexé au dossier de PLU. Dans ce contexte nous ne pouvons émettre un avis sur la conformité de cette pièce du document d'urbanisme qui doit reprendre fidèlement le tracé des ouvrages portés au Géoportail de l'Urbanisme, eux-mêmes conformes au listing ci-dessus.

1.2 La liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire de Boussac :

RTE
Groupe Maintenance Réseaux Massif Central Ouest
5 Rue Lavoisier
15000 AURILLAC

De même pour la liste des servitudes, nous n'y avons pas eu accès. Dans ce contexte nous ne pouvons émettre un avis sur la conformité de cette pièce du document d'urbanisme qui doit reprendre fidèlement les ouvrages et les coordonnées du GMR listés ci-dessus.

2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **AU1, AU2, A et N** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des *« équipements d'intérêt collectif et services publics »* (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination *« locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées »* (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

A) Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que *« les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »*

S'agissant des règles de hauteur des constructions

Nos ouvrages haute tension ou très haute tension présents sur ces zones pouvant largement dépasser les hauteurs spécifiées dans le règlement, nous vous demandons de préciser que :

« La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »

S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que *« les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».*

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération très distinguée.

Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE



Stéphane CALLEWAERT

Annexes : Télécharger_visualiser_données_SUP-I4_GPU_TOULOUSE

Copie : Mairie de Boussac mairie@boussac-aveyron.fr

Service Départemental
d' Incendie et de Secours

Aveyron

ETAT-MAJOR

Groupement Opérations
Service Planification Opérationnelle

N/Réf. : SR/FF - PRS n°2025/115

Affaire suivie par : Capitaine Sébastien ROUQUETTE

Rodez, le 11 DEC. 2025

Le Directeur Départemental,

à

Direction Départementale des Territoires de l'Aveyron

9 rue de Bruxelles - Bourran

12033 Rodez Cedex 9

V/Réf. : Votre courriel du 9 décembre 2025

Objet : Avis de service élaboration du PLU de Boussac

Vous m'informez que le conseil communal a décidé d'élaborer son plan local d'urbanisme.

Aussi, en complément des risques identifiés dans le DDRM sur ce territoire, veuillez trouver, ci-après, les principales remarques de mes services concernant la défense incendie et l'accessibilité.

I - DÉFENSE DE LA FORÊT CONTRE L'INCENDIE :

La commune n'est pas soumise aux Obligations Légales de Débroussaillement en référence au Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (approuvé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2017). Cependant, une réflexion sur les bonnes pratiques dans ce domaine est encouragée, d'autant plus que le zonage OLD est susceptible d'évoluer à terme.

D'une manière générale, dans le cadre du PLU, il est intéressant de faire référence au guide départemental de définition et de normalisation des équipements de défense de la forêt contre l'incendie (arrêté préfectoral n°2011202-0016 du 21 juillet 2011). En effet, ce document a vocation à servir de base lors des études de plans de massifs ou de projets d'équipements forestiers.

II - DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE :

Le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (approuvé par arrêté préfectoral du 30 décembre 2016), valide la grille de couverture suivante pour le risque courant :

- Risque courant **faible** : 30 m^3 ou 30 m^3/h pendant 1 heure à une distance maximale de 400 m.
- Risque courant **ordinaire** : 60 m^3 ou 60 m^3/h pendant 1 heure à une distance maximale de 200 m.
- Risque courant **important** : 120 m^3 ou 60 m^3/h pendant 2 heures à une distance maximale de 200 m.

A défaut de Poteaux Incendie normalisés (60 m^3/h), l'aménagement de points d'eau naturels ou la création de réserves artificielles peuvent être pris en compte dans le dispositif de DECI.

Après analyse des éléments en notre possession, il apparaît que certains points d'eau existants sur la commune ne présentent pas les caractéristiques suffisantes pour couvrir les besoins en eau nécessaires. De plus, on constate des déficits en matière de défense extérieure contre l'incendie dans certaines zones habitées.

Cette prise en compte des risques s'inscrit totalement dans les prérogatives de police administrative du maire notamment rappelées par l'article L2225-1 du Code Général des Collectivités Territoriales *« La défense extérieure contre l'incendie a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin. Elle est placée sous l'autorité du maire conformément à l'article L. 2213-32. ».*

Il apparaît intéressant d'aborder ces problématiques en développant un schéma communal, voir intercommunal de DECI. Cette approche globale permet d'optimiser la couverture du risque et de prioriser les besoins en Points d'Eau Incendie.

III - ACCESSIBILITE :

Les voies de circulation desservant les bâtiments (établissements recevant du public, établissements industriels et habitations) doivent permettre l'accès et la mise en œuvre des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

À ce titre, celles-ci doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m minimum,
- hauteur libre disponible : 3,50 m minimum,
- pente maximale : 15 %,
- virages avec rayon intérieur de 11 m minimum et surlargeur de la voie (S=15/R),
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilo-newtons (avec un maximum de 90 kilo-newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum).

IV - PROJETS PARTICULIERS :

Pour des réalisations importantes et particulières telles que l'urbanisation de nouvelles zones ou l'implantation d'industries, une étude précise doit être menée.

Par conséquent, la collectivité concernée devra prendre l'attache de mes services afin d'apporter une réponse adaptée en terme de défense extérieure contre l'incendie et d'accessibilité.

Le directeur départemental,

Pour le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
Le chef du groupement opération

Lieutenant-Colonel Stéphane ALLEGUEDE

CCI AVEYRON

LE PRESIDENT

Rodez, le 18 décembre 2025

Madame Karine CLEMENT
Présidente
Communauté de Communes
Pays Ségali Communauté
156, avenue du Centre
12160 BARAQUEVILLE

REÇU LE
23 DEC. 2025
Communauté de communes
pays Ségali

Madame la Présidente, Karine,

Dans le cadre du dossier de mise en compatibilité du PLU de Boussac, vous avez consulté la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron.

Nos services ont examiné le dossier qui a été élaboré et je tenais à vous apporter une petite précision.

Dans le rapport de présentation, page 13, les graphiques mentionnent le poids de l'industrie sur Boussac qui représente 55% des entreprises immatriculées au RCS alors qu'il n'est que de 37% au niveau de la communauté de communes. Ce chiffre - important - est lié à la production d'énergie et notamment à la présence de toitures photovoltaïques au sein des exploitations agricoles. Un constat valable partout en Aveyron mais plus marqué sur Boussac en raison de l'importance de l'activité agricole par rapport aux autres activités.

Il me semble important d'apporter cette précision méthodologique qui facilite la lecture des données chiffrées.

Par-delà ce point, ce dossier de mise en compatibilité n'appelle pas de remarques particulières.

J'exprime donc un avis tout à fait favorable à ce projet.

Je reste à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous jugeriez nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations les meilleures.

Dominique COSTES.

Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron
Cité de l'Entreprise et de la Formation
5, rue de Bruxelles | BP 3349 | 12033 Rodez Cedex 9
T. 05 65 77 77 00 | @CCIAveyron

www.aveyron.cci.fr

AVEYRON
LE DÉPARTEMENT

Madame Karine CLEMENT
Présidente de Pays Ségali Communauté
100, Place René Cassin
12160 BARAQUEVILLE

DMIT - Urbanisme – Stéphane GAVALDA
05.65.59.35.26 - stephane.gavalda@aveyron.fr

Flavin, le 30 JAN. 2026

OBJET : Commune de Boussac - Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU - Secteur « La Baraque de Cussan »
Avis et commande de dossier approuvé

Madame la Présidente,

Par courriel en date du 2 décembre 2025 et conformément aux articles L.132-7, L.132-9 et L.153-40 du Code de l'Urbanisme, vos services nous ont adressé pour observations éventuelles le dossier (version dématérialisée via un lien de téléchargement) de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac, afin d'affirmer un pôle économique du territoire sur le secteur de « La Baraque de Cussan ».

Considérant les éléments transmis, ce dossier appelle les observations suivantes de notre part :

-un seul accès au droit de la RD 911 sera autorisé afin d'assurer la desserte de la zone AU1x. L'avant-projet du carrefour devra être préalablement soumis à la validation des services du Département. Les frais d'aménagement de ce carrefour et ceux induits seront à la charge financière du porteur de projet.

-pour ce secteur dit de « La Baraque de Cussan », regroupant des zones U et AU, aucun nouvel accès (à l'exception de celui visé supra) ne sera autorisé au droit de la RD 911.

-conformément au dossier et notamment à l'OAP du secteur, le carrefour entre la voie communale de Courbenac et la RD 911 devra être neutralisé, afin de supprimer tout point d'accès sur la route Départementale. Ainsi, le lieudit de « La Plane » comprenant notamment les parcelles E-1013/682/681/669, B-507/484, etc. devra être desservi depuis la future voie de la zone à aménager. Il conviendrait d'afficher clairement ce principe de desserte dans l'OAP et notamment son schéma.

-au regard des caractéristiques du secteur (implantations voisines, projet d'aménagement...), le retrait minimal d'implantation de 20 mètres vis-à-vis de la RD 911 est acceptable par le Département, même s'il est légèrement inférieur aux 25 mètres préconisés pour ce type de voie.

-afin de sécuriser le futur carrefour de la zone AU1x, il conviendra de mettre en œuvre, au droit de la parcelle A452, un emplacement réservé pour permettre la création d'une voie d'évitement.

.../...

-au regard de ce projet d'aménagement, il conviendrait de saisir les services de la Région afin d'étudier un repositionnement des arrêts de bus présents sur le secteur, et ainsi améliorer leur mise en sécurité.

Par ailleurs, il serait utile aux services du Département, de disposer des documents approuvés dès que votre conseil communautaire en aura délibéré.

Aussi, je vous remercie donc de bien vouloir nous faire parvenir un exemplaire numérique (clé USB ou lien de téléchargement) du dossier approuvé. Dans l'éventualité de frais, la facture sera envoyée à l'adresse suivante :

Département de l'Aveyron – Pôle Développement des Territoires
Direction des Mobilités et de l'Ingénierie Territoriale - Service Mobilités
966 Route de Rodez - CS 10024
12450 FLAVIN

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma considération distinguée.

P/le Président du Département
Le Directeur Général Adjoint
Chargé du Pôle Développement des Territoires

30 JAN. 2026

Anthony ROUXEL

Copie :
Services du Département :
DMIT et ASM Centre

Rodez, le 4 février 2026

Madame Karine CLEMENT
Présidente
Pays Ségali Communauté
156 avenue du Centre
12160 BARAQUEVILLE

N Réf : JELM/SR/JA 26-005
Objet : Avis sur le dossier de déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU de Boussac
PJ : Note du SCoT Centre Ouest Aveyron

Madame la Présidente,

Par courrier reçu le 8 décembre 2025, la Communauté de communes de Pays Ségali a sollicité le PETR pour avis sur le dossier de **déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU de Boussac concernant la redéfinition du zonage sur le secteur de la Baraque de Cussan.**

Au vu des éléments portés au dossier, je vous informe que le Bureau du PETR en date du 27 janvier 2026 a donné un avis favorable sur le projet assorti d'une observation et de remarques.

Je vous prie de trouver en pièce-jointe l'intégralité de l'avis.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le Président,
Jean-Eudes LE MEIGNEN

Centre Ouest Aveyron
Terre d'équilibre

Avis SCoT
Déclaration de Projet avec mise en compatibilité du PLU de Boussac

Rédéfinition du zonage sur le secteur de la Baraque de Cussan

Contexte

En date du 8 décembre 2025, Pays Ségali Communauté a saisi le PETR pour avis sur la déclaration de projet avec mise en compatibilité du PLU de Boussac.

Cette procédure a pour objet **d'affirmer le pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global du secteur,** notamment en matière de développement résidentiel.

La présente procédure a fait l'objet d'un avis favorable en CDPENAF. La consultation de l'autorité environnementale est en cours jusqu'au début du mois de mars 2026.

L'avis du Bureau pourra être transmis à la collectivité afin d'être analysé afin qu'il fasse l'objet d'une éventuelle discussion lors de l'examen conjoint qui se tiendra la 9 février prochain.

Présentation générale

Le projet prévoit une restructuration du développement du secteur initialement envisagé dans le PLU. Le **secteur à vocation d'habitat est recentré à proximité du tissu urbain** résidentiel existant sur 1,5 ha et le **secteur à vocation économique est étendu (3,5 ha au total)** au sud de la zone pressentie.

L'objectif étant d'envisager l'aménagement des deux secteurs à court et moyen terme. Les secteurs sont régis par le règlement et par une OAP commune.

➔ Avec une restructuration plus cohérente et organisée du projet pour ce secteur, cette évolution est globalement positive par rapport à l'état initial du PLU, notamment en termes de limitation de l'étalement urbain.

Volet Développement économique

Justification du besoin dans le dossier :

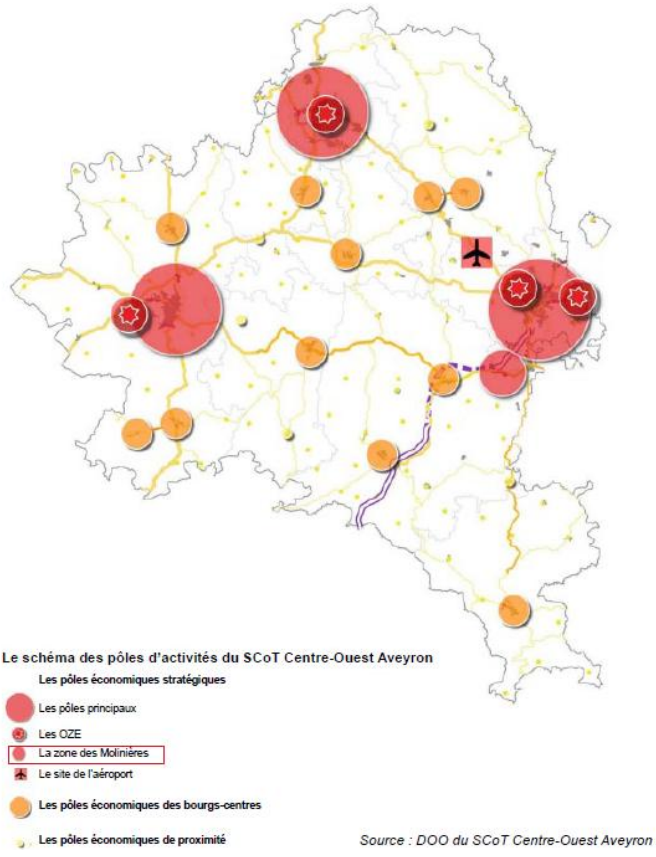
- ➔ Un inventaire des ZAE qui conduit à indiquer que « Les zones d'activités du territoire arrivent donc, globalement, à **saturation**. »
- ➔ Une stratégie intercommunale en cours d'élaboration qui prévoit de « Disposer d'une offre foncière permettant d'accueillir des entreprises davantage « locales » sur certains espaces stratégiques du territoire ».
- ➔ Enregistrement de demandes : « Il est notamment possible de citer : entreprise BOUZID métallier à Rignac et habitant de la Baraque de Cussan ; entreprise ASN automatisme (atelier en location à Rieupeyroux et habitant de Baraque de Cussan) ou encore l'entreprise DELMAS importation/vente matériel maraichage, récemment installée sur la Baraque de Cussan, laquelle souhaite acquérir 2000m² supplémentaires en continuité de ses installations existantes afin de pouvoir se développer.

➔ Sur le choix du site : Il comprend déjà **plusieurs activités économiques**. Il bénéficie d'une **bonne desserte** : à proximité de la RD911 et à environ 5km de l'échangeur n°26 de la RN88. Il présente une superficie intéressante pour l'accueil de plusieurs entreprises d'envergure locale, artisanale, etc. Il présente globalement une topographie relativement plate.

➔ Le projet peut être regardé comme un pôle économique de proximité du schéma de SCoT au regard du projet envisagé avec des besoins d'entreprises locales. Le SCoT recommande de privilégier les extensions des zones d'activités existantes pour ce type de besoin. Bien qu'il n'y ait pas de zones d'activité aménagées sur le secteur, il faut noter que le projet s'adosse à des entreprises déjà en place et en développement.

Compte tenu de sa grande proximité avec la RN88 ce secteur pourra porter dans le futur PLUi un projet d'ambition plus stratégique et complémentaire avec les autres secteurs

➔ Il est à noter favorablement d'avoir intégré l'interdiction de commerce alimentaire sur ce secteur dans le règlement, cependant il pourrait être intéressant d'expliquer pourquoi cette interdiction ce limite au commerce alimentaire.



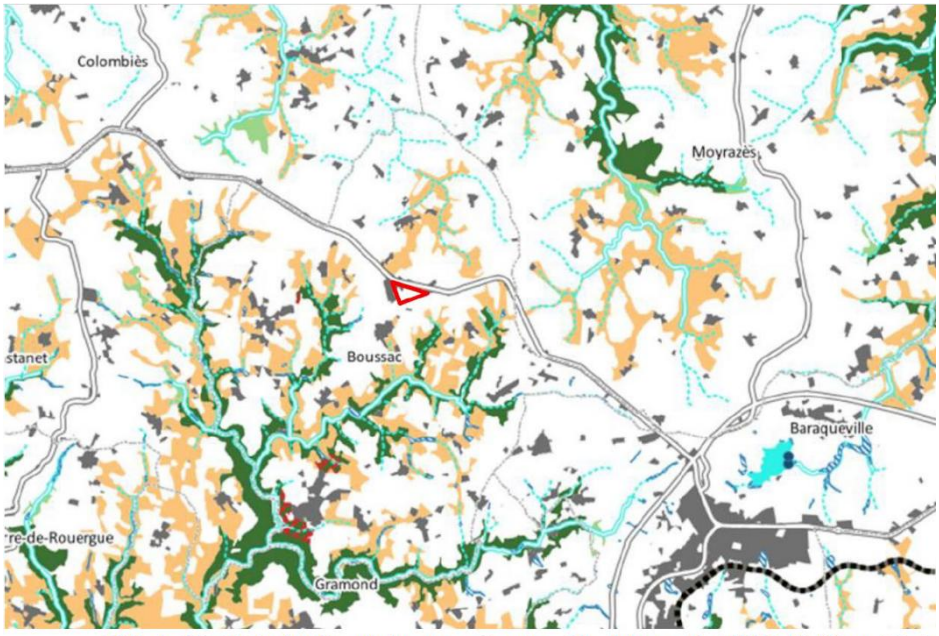
Source : DOO du SCoT Centre-Ouest Aveyron

Trame Verte et Bleue

Le secteur de développement n'entre pas en conflit avec un enjeu identifié dans la TVB du SCoT.

➔ Des éléments environnementaux sont repérés comme à protéger dans le règlement (haies…)

➔ Une haie traverse et ne fait pas l'objet de préservation. Il serait intéressant qu'elle soit maintenue et valorisée comme un support paysager d'aménagement.



TVB du SCoT Centre-Ouest-Aveyron, Source : Site Internet du PETR dédié au SCoT

Composition Urbaine et Paysage

Plusieurs points positifs de prise en compte du paysage et de choix d'aménagements sont entre autres à relever :

- ➔ L'intégration de dispositions paysagères dans le règlement, notamment sur les couleurs des toitures et des façades
- ➔ Le respect de la ligne de crête identifiée sur le site comme limite à l'urbanisation dans le cadre de ce projet
- ➔ Des dispositions ambitieuses et nouvelles dans l'OAP telles que :
- Le pré-verdissement du site comme première étape d'aménagement
- L'intégration de schéma de principe de localisation des espaces de stockage…

D'autres points néanmoins appellent des remarques :

- ➔ L'aménagement du secteur résidentiel semble faire l'objet d'une attention moindre.

Au regard du coût des voiries générées par les accès prévus dans l'OAP, de la densité des logements envisagés (max 800m^2 par lots probables) et des vues lointaines que pourrait offrir le site, il est vivement conseillé de porter une attention particulière à l'aménagement du secteur résidentiel. (Choix des accès *permettant de limiter les frais de voirie, d'optimiser le secteur et faire une meilleure couture urbaine, lien entre lotissement et l'espace public envisagé, typologie des logements, implantation des bâtis…)*

- ➔ Point de vigilance sur la transition entre espace d'activité et secteur résidentiel, des solutions dans les choix d'aménagement en plus de la transition végétale prévue sont probablement à envisager.
- ➔ La liaison douce à aménager entre le secteur résidentiel existant et en projet qui fait l'objet d'une partie de l'emplacement réservé pourrait être traduite dans le schéma de l'OAP

Consommation d'ENAF

Enveloppe Economique

La collectivité a entrepris d'esquisser la « stratégie de développement du territoire », notamment au regard des objectifs de limitation de la consommation foncière définie dans le SCoT. Cette dernière est présentée dans les dossiers des procédures en cours :

Ainsi, le bilan global en termes de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers est de 37,29 ha : cette surface regroupe la consommation enregistrée depuis 2020 (7,10ha) et la consommation potentielle projetée (30,19 ha).
Elle est compatible avec la surface prévue par le SCoT (35 ha), dans la mesure où elle présente une différence mesurée de 2,29 ha, soit 6,54%. Cette « différence » doit également être nuancée dans la mesure où une partie des 9,92 ha prévus à long terme pourra être réalisée après 2037.

Commune	Secteur concerné	Surface brute potentielle identifiée (en ha)				Propriétaire
		Court terme	*Moyen terme*	*Long terme*	**Total**	
Boussac	La Baraque de Cussan	*3,54*			**3,54**	Acquisition en cours par la CC
Calmont	Pôle économique des Molinières	*9,77*			**9,77**	Communauté de communes
Cassagnes-Bégonhès	ZA Plaisance		*1,54*		**1,54**	Acquisition en cours par la CC
Colombiès	Secteur Ux - Bourg	*0,22*			**0,22**	Commune
Manhac	Puech 3			*6,31*	**6,31**	Propriétaire privé
Naucelle	ZA Merlin	*1,10*			**1,10**	Propriétaire privé (JPM)
	ZA Les Issarts	*4,10*		*0,90*	**5**	Propriétaire privé (acquisition possible mais pas de démarche entreprise en ce sens à jour)
Quins	La Mothe			*2,71*	**2,71**	Commune
	TOTAL	*18,73*	*1,54*	*9,92*	**30,19**	

NB : sur la commune de Manhac, le bilan prospectif ci-dessus tient compte de l'évolution de zonage générée par la modification de droit commun n°2 du PLU en cours et menée en parallèle de la présente procédure.

Enveloppe du SCoT	Projets Estimés
35 ha à horizon 2037 **Enveloppe restante** Selon le PLUi : **27,9 ha *(35 ha – 7,1 ha)*** Selon le Portail : 12,4 ha *(35 ha – 22,6 ha)* *Portail de l'artificialisation : consommation 2020-2023 inclu: 22,6 ha*	Tous projets confondus, horizon au-delà de 2037 **30,2 ha** *(surface brute estimée, à affiner au regard des espaces réellement générateurs de consommation ENAF)*

➔ Un premier travail d'analyse de la consommation passée et potentiellement à venir a été mené à l'échelle communautaire permettant de situer l'ensemble des projets au regard des objectifs du SCoT, notamment en matière de sobriété foncière déjà présenté dans la procédure en cours de modification du PLU de Calmont. Il est à noter positivement que les données ont été mises à jour au regard de la procédure de modification n°1 du PLU de Calmont présentée précédemment et que cette évolution reste en cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace présentée initialement. *(Observation PETR sur la Modification du PLU de Calmont : « La communauté de communes devra veiller à ce que les éventuelles futures procédures et projets en lien avec les espaces d'activités économiques qui pourraient être engagés avant l'arrêt du projet de PLUi soient en cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace présentée dans la présente procédure. »*

Ce travail, bien que provisoire, est effectivement nécessaire et permet d'apporter un premier éclairage sur la compatibilité du projet intercommunal avec le SCoT.
Si ces projets sont maintenus et se développent tels que présentés, cela implique qu'il n'y aura pas de possibilité d'étendre ou de créer des zones d'activités supplémentaires dans le PLUi en cours d'élaboration pour être compatible avec le SCoT en vigueur.

➔ Pour assurer une visibilité globale de compatibilité, le travail sera à compléter dans les procédures à venir :

- Avec une stratégie davantage argumentée et compatible avec le schéma des pôles d'activités économiques du SCoT. En effet, ici ne sont présentées que des surfaces de projets et non une stratégie intercommunale globale.
- Avec une explication plus détaillée de la méthodologie du calcul de la consommation d'ENAF passée.

Enveloppe Habitat

➔ Compte tenu que le secteur de développement de l'habitat est significativement réduit, le projet limite son impact en matière de consommation d'espace et d'artificialisation.

➔ Cependant, aucun bilan relatif à la consommation liée à l'habitat n'est présenté dans le rapport. Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une nouvelle ouverture à l'urbanisation à proprement parler, le PETR attire l'attention de la collectivité sur la temporisation des ouvertures et aménagements engagés au regard d'une stratégie globale également pour l'habitat en lien avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace qui devront être engagés dans le PLUi.

Avis du Bureau du PETR Centre Ouest Aveyron

Au regard des éléments présentés ci-dessus, le Bureau du PETR émet un avis favorable sur la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac avec l'observation et remarques les suivantes :

Observation :

- La communauté de communes devra continuer à veiller à ce que les éventuelles futures procédures et projets en lien avec les espaces d'activités économiques qui pourraient être engagés avant l'arrêt du projet de PLUi soient en cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace présentée dans la présente procédure.

Remarques :

En préparation du PLUi de Pays Ségali, il est recommandé :

- De prioriser et temporaliser les ouvertures à l'urbanisation à vocation résidentielle ;
- D'être attentif à la qualité des futurs secteurs d'habitation pour qu'ils soient optimisés et attractifs sur le long terme : coût d'entretien, densité appropriée, insertion paysagère, lien avec le tissu existant.
- La définition plus aboutie de la stratégie intercommunale économique pourrait permettre de préciser le rôle de cet espace économique qui pourrait être stratégique pour le territoire au regard de son positionnement proche de la RN88 sans pour autant y développer de foncier supplémentaire

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

À Rodez :
31 Avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tel: 05 65 73 65 76

PREFECTURE DE L'AVEYRON

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

Pays Ségali Communauté

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BOUSSAC

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



ELABORATION P.L.U.

Approuvé le :

07 novembre 2008

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
CLEMENT Karine

Procès-verbal de l'examen conjoint

1.3.2

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Boussac
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité
Procès-Verbal de l'examen conjoint

Participants

François CARRIERE, Maire de Boussac
Julie GARES, Service développement territorial et urbanisme, Pays Ségali Communauté
Valérie GARRIC – Chargée de mission planification de l'urbanisme – DDT 12
Alexandre BERGÉ – Chef de service – Service aménagement du territoire, urbanisme et logement
Annette CIGAL – Responsable urbanisme – Chambre d'Agriculture
Juliette AUDOUARD, PETR Centre-Ouest Aveyron
Stéphane GAVALDA – Chargé d'urbanisme – Département
Marie SCHAFFENER – Chargée d'études en urbanisme – Oc'Téha

Excusés

Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron
Marine LESTRADE – CNPF
Soizic JEAN-BASPTISTE – Chargée de mission planification et aménagement du territoire - Région
Sabine RICARD – CCI

Retranscription des échanges

Madame SCHAFFENER introduit la réunion et explique que celle-ci a pour objectif l'examen conjoint de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac.

Présentation des évolutions et rappel des étapes

Madame SCHAFFENER rappelle l'objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, son intérêt général et les évolutions du PLU associées proposées. Elle synthétise les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) reçus à ce jour, ainsi que les réponses envisagées par la collectivité. Elle conclut en présentant les prochaines étapes de la procédure, à savoir une enquête publique qui pourrait être organisée au mois de juin 2026 et une approbation en septembre / octobre 2026.

Remarques des Personnes Publiques Associées (PPA) et des élus

Madame SCHAFFENER présente les avis des PPA et les réponses de la collectivité. En prévision de l'enquête publique, le dossier sera complété des avis des services et du présent procès-verbal.

Synthèse des avis reçus dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et des réponses apportées par la collectivité :

- **Avis de l'autorité environnementale** : non reçu à ce jour, la MRAe a jusqu'au 02 mars 2026 pour émettre un avis sur le dossier.

- **Avis favorable de la part de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers** (CDPENAF)

- **Avis favorable de la Chambre d'agriculture**

- **Pas d'avis de la part du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF)**

- **Absence de remarques de la part de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)**

- **Avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie, accompagné d'une observation générale**. Le rapport de présentation met, en effet, en avant le poids de l'industrie sur la commune (55% entreprises immatriculées au RCS contre 37% à l'échelle de PSC). Ce chiffre important est lié à la production d'énergie, notamment à la présence de toitures photovoltaïques au sein des exploitations agricoles. Ce constat est valable partout en Aveyron mais plus marqué à Boussac en raison de l'importance de l'activité agricole par rapport aux autres activités. **La Communauté de communes indique que le rapport de présentation de présentation sera complété de façon à nuancer les chiffres affichés.**

- **Plusieurs observations formulées par le Département :**

    - Il rappelle qu'un seul accès au droit de la RD911 sera autorisé pour assurer la desserte du secteur AU1x. L'avant-projet du carrefour devra être validé par la Département. Par ailleurs, aucun nouvel accès (sauf celui mentionné précédemment) ne sera autorisé pour desservir la Baraque de Cussan. La création de cet accès devra s'accompagner de la neutralisation du carrefour existant entre la voie communale de Courbenac et la RD911 (à l'Est du site). Enfin, la desserte du lieu-dit « La Plane » devra être réorientée vers la future voie desservant le secteur AU1x.

Réponse de la collectivité : L'OAP modifiée intègre ces principes dans la mesure où elle précise qu' « *Un seul accès sera autorisé sur la RD911 au Nord pour desservir le secteur à vocation économique AU1x. Un accès sera également créé sur la voie communale Est pour desservir le secteur AU1x. L'aménagement de cette voirie s'accompagnera de la suppression du carrefour existant entre ladite voie communale et la RD911 : autrement dit cet accès sera supprimé afin d'assurer la sécurité de tous les usagers de la route (ne pas multiplier les accès sur la route départementale) » La collectivité restera, néanmoins, vigilante à la mise en application de ces principes lors de l'aménagement du secteur. »*
La neutralisation du carrefour rendra nécessaire la desserte du secteur de la Plane depuis le secteur AU1x (hors construction ayant garage existant côté RD).

- Il souligne qu'au regard des caractéristiques du site, le retrait de 20 m vis-à-vis de la RD911 est acceptable, bien qu'inférieur au retrait de 25m préconisé pour ce type de voie.
  Réponse de la collectivité : La collectivité prend note de cette observation, laquelle ne nécessite pas de réponse particulière de sa part.

- Il suggère de mettre en place un emplacement réservé sur la parcelle A452 pour permettre la création d'une voie d'évitement
  Réponse de la collectivité : **Un emplacement réservé sera mis en place sur une partie de la parcelle A452 afin de permettre la création d'une voie d'évitement**. L'emprise de celui-ci a été tracée en tenant compte du principe d'aménagement transmis par le Département à la suite de la présente réunion d'examen conjoint ; ce principe d'aménagement ne tient pas compte d'une reprise des arrêts de bus (compétence Région) – cf. point suivant.



Numéro : 12

Objet : Sécurisation de la desserte du secteur AU1x

Superficie : 215 m²

Bénéficiaire : Pays Ségali Communauté

- Il invite à saisir les services de la Région afin d'étudier un repositionnement des arrêts de bus présents sur le secteur et, ainsi, améliorer leur mise en sécurité.
  Réponse de la collectivité : La collectivité prend note de cette observation et indique que la Région sera interrogée sur ce point dans le cadre de l'aménagement du secteur.

Stéphane GAVALDA (Département) revient rapidement sur l'avis émis par le Département et explique que celui-ci est le fruit du travail mené, en amont, avec la collectivité. Cette phase de travail préalable a permis d'intégrer, avant même le lancement de la phase de notification / consultation, les recommandations et prescriptions formulées par le Département, notamment en termes de prise en compte de la proximité du site avec la RD911. Il souligne, enfin, favorablement la démarche entreprise par la commune en termes de communication auprès des personnes qui seront impactées par la future neutralisation du carrefour avec la RD911 (secteur des Planes).

- **Avis favorable avec une observation et plusieurs remarques de la part du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Centre-Ouest Aveyron** :

Le PETR note favorablement le fait que le dossier ait intégré l'interdiction de commerce alimentaire sur ce secteur dans le règlement. Il précise, cependant, qu'il pourrait être intéressant d'expliquer pourquoi cette interdiction se limite au commerce alimentaire.
Réponse de la collectivité : Le rapport de présentation précise déjà qu' « il s'agit, en l'espèce, de ne pas porter atteinte à la vitalité commerciale des centres-bourgs en interdisant, ici, les commerces alimentaires. En revanche, les entreprises accueillies sont susceptibles d'avoir une activité commerciale annexe (vente de matériel, etc.) ce que la Communauté de communes ne souhaite pas interdire ici. »
Juliette AUDOUARD (PETR) souligne l'effort d'affichage mais précise, néanmoins, que la rédaction actuelle n'empêche pas l'implantation de commerces de type « vente de vêtements » par exemple.
Julie GARES (Pays Ségali Communauté) précise que la collectivité est tout à fait conscience de ce point mais qu'elle ne souhaite pas bloquer les entreprises pour lesquelles une activité commerciale annexe est nécessaire (ex : garage vendant quelques pièces mécaniques). Elle en profite pour inviter les personnes présentes à leur transmettre, si elles en ont, des exemples de bonnes pratiques et / ou rédaction permettant de davantage borner les pièces réglementaires du territoire.
Juliette AUDOUARD indique que le PETR a conscience de ces limites et consent qu'un effort doit globalement être fait en termes de recherche d'outils adaptés à cette problématique. Elle rappelle aussi que, les parcelles concernées étant en cours d'acquisition par Pays Ségali Communauté, la maîtrise foncière du secteur permettra d'éviter les dérives sur le site.

Dans son avis, le PETR souligne également qu'une haie traverse le secteur AU1x et ne fait pas l'objet de préservation. Il indique donc qu'il serait intéressant qu'elle soit maintenue et valorisée comme un support paysager d'aménagement.

Réponse de la collectivité : La collectivité a choisi de ne pas identifier cette haie au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme afin de conserver une certaine souplesse d'aménagement, nécessaire à l'optimisation du foncier. Il convient néanmoins de rappeler que :

- *L'analyse environnementale du site n'a pas identifié d'enjeu particulier au niveau de la haie en question.*
- *Par ailleurs, l'aménagement du site (Orientation d'Aménagement et de Programmation) prévoit un renforcement global du réseau bocager présent à proximité et au sein du secteur du secteur. Celle-ci insiste également sur la nécessité de prévoir un préverdissement de la zone d'activité.*
- *Enfin, les haies existantes en périphérie sont également identifiées au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme et font l'objet de prescriptions associées dans le règlement écrit.*

L'ensemble de ces éléments participeront donc à la préservation (voire au renforcement) des continuités écologiques, mais également à la bonne intégration paysagère des futures constructions et installations.

Juliette AUDOUARD conclut sur ce point en indiquant que, s'il est regrettable que cette haie ne fasse pas l'objet de mesures de protection spécifique, il est entendable que des problématiques en termes d'aménagement doivent également être prises en compte.

Observation du PETR (extrait avis) : « *La communauté de communes devra continuer à veiller à ce que les éventuelles futures procédures et projets en lien avec les espaces d'activités économiques qui pourraient être engagés avant l'arrêt du projet de PLUi soient en cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace présentée dans la présente procédure.* »

Réponse de la collectivité : Il s'agit d'une première étape dans la réflexion menée à l'échelle communautaire. L'objectif est de montrer que les procédures engagées (Calmont et Boussac) s'inscrivent dans une réflexion menée à une échelle plus large. Cette réflexion sera poursuivie et affinée dans le cadre de l'élaboration du PLUi de façon, notamment, à préciser la stratégie intercommunale en termes de choix des sites, phasage du développement, etc. L'élaboration du PLUi permettra, aussi, d'affiner la méthodologie globale en termes de consommation d'espace. A ce stade, le diagnostic du PLUi est en cours de finalisation ; une fois celui-ci finalisé et les enjeux fins du territoire validés, les élus affineront leur projet de développement économique. Celui-ci sera traduit dans le PLUi et tiendra compte des évolutions de documents d'urbanisme engagées jusque-là.

Remarque du PETR (extrait avis) : « *Prioriser et temporaliser les ouvertures à l'urbanisation à vocation résidentielle »*

Réponse de la collectivité : La collectivité tient à rappeler que le secteur de la Baraque de Cussan est un secteur stratégique à l'échelle communale en termes de développement futur. Cette caractéristique avait été mise en évidence dans le PADD du PLU actuel. La nécessité de limiter la consommation d'espaces a, néanmoins, été intégrée à la réflexion dans la mesure où le zonage après évolution prévoit une réduction des espaces libres à vocation résidentielle situés en extension (-5,12 ha, soit -53,1% des espaces libres en extension de la Baraque de Cussan).

Remarque du PETR (extrait avis) : *« Être attentif à la qualité des futurs secteurs d'habitation pour qu'ils soient optimisés et attractifs sur le long terme : coût d'entretien, densité appropriée, insertion paysagère, lien avec le tissu existant. »*

Réponse de la collectivité : Le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été réalisé après visite de terrain avec l'architecte-paysagiste conseil de l'Etat. L'OAP tient, autant que possible, compte des recommandations formulées par ce dernier.

Juliette AUDOUARD demande si la commune de Boussac est propriétaire des parcelles et, si ce n'est pas le cas, si elle compte se positionner pour les acquérir.

François CARRIERE, Maire de Boussac, indique que la commune n'est pas propriétaire des parcelles classées en AU1 mais qu'elle compte se positionner pour les acquérir.

Juliette AUDOUARD indique qu'il sera indispensable de réfléchir à un aménagement global du secteur AU1 afin de parvenir à positionner l'ensemble des 12 logements prévus par l'OAP. Comme le souligne le PETR dans son avis, au regard de la topographie du site et de la densité envisagée, une attention importante devra être accordée à l'aménagement du secteur afin de limiter les incidences paysagères.

Elle demande également pourquoi aucun accès n'est matérialisé au niveau de l'emplacement réservé n°8 pour connecter le tissu urbain existant avec le secteur AU1.

Monsieur le Maire revient sur les points suivants :

- En termes de densité : l'idée est de réaliser 2 à 3 logements sur la parcelle 819 et le reste des logements sur le reste du secteur AU1 avec, probablement, un peu de locatif à proximité du tissu urbain existant.

  Au regard des remarques formulées par le PETR dans son avis et au cours de la réunion, et après réflexion, la collectivité indique que le nombre de lots sera revenu pour n'imposer que 10 logements minimum au sein du secteur AU1 de la Baraque de Cussan. Il s'agira, ainsi, de davantage prendre en compte la topographie du site. Cette modification ira également dans le sens des recommandations qui avaient été formulées par l'architecte-paysagiste conseil de l'Etat (il avait positionné 10 lots au sein du secteur AU1). La taille moyenne des lots sera alors d'environ 1170m² : elle restera donc compatible avec la densité préconisée par le SCoT pour une commune telle que Boussac (1000m² par lot).

- En termes d'accès via l'emplacement réservé n°8 : le périmètre de ce dernier a été réduit de façon à permettre la réalisation d'un lot par division parcellaire sur la parcelle E 708. Son objet est l'amélioration de la desserte (viaire et piétonne) et la création d'un aménagement paysager. Ainsi, en l'espèce, il s'agit de conserver un accès viaire pour le logement potentiel sur la parcelle E 708, tout en assurant une connexion viaire paysager. Il ne s'agit pas, en revanche, d'encadrer de voirie la maison existante sur la parcelle E 706. L'OAP précise déjà que : « *une liaison douce devra être aménagée afin d'assurer la connexion entre le secteur de développement résidentiel et le reste du tissu urbain de la Baraque de Cussan (via l'emplacement réservé n°8) mais également avec le secteur économique (localisation de principe sur le schéma : celle-ci pourra être déplacée au regard des contraintes techniques rencontrées sur le site).* » **La collectivité précise que cette liaison piétonne (entre l'emplacement réservé n°8 et le secteur AU1) sera ajoutée sur le schéma de l'OAP (localisation de principe) afin d'insister sur ce point.**

Remarque du PETR (extrait avis) : « *La définition plus aboutie de la stratégie intercommunale économique pourrait permettre de préciser le rôle de cet espace économique qui pourrait être stratégique pour le territoire au regard de son positionnement proche de la RN88 sans pour autant y développer de foncier supplémentaire. »*
Réponse de la collectivité : cf. réponse apportée à l'observation du PETR.
Juliette AUDOUARD explique que le secteur de la Baraque de Cussan est un site stratégique pour le territoire communautaire en raison de sa proximité avec la RD911 et, plus globalement, la RN88. La valorisation du foncier disponible à cet endroit est donc indispensable, notamment dans un contexte de limitation de l'enveloppe foncière disponible à cet effet (cf. SCoT mais également loi Climat et Résilience).

Juliette AUDOUARD (PETR) rappelle cependant que, de façon générale, l'avis du PETR sur le projet est favorable car les évolutions de zonage projetées vont dans le sens d'une réduction du potentiel constructible, en adéquation avec les besoins du territoire.

- **Remarques de l'Etat** : Alexandre BERGÉ (DDT) indique que l'Etat n'a pas, pour l'instant, émis d'avis sur le dossier et explique qu'il n'a pas encore été décidé si un avis officiel serait émis ou si le procès-verbal de la présente réunion ferait office d'avis. Il précise, néanmoins, que les services ont été consultés et leur ont fait les retours suivants :

- **<u>Service Biodiversité, Eau et Forêts</u> :**

1/ Enjeux environnementaux du site (analyse basée sur l'évaluation environnementale jointe au projet) **:**

Le site est couvert par 2 Plans nationaux d'actions (PNA) : chiroptères et Vautours moine.

Deux éléments méritent toutefois une attention particulière car ils peuvent avoir une importance dans la préservation de la biodiversité en général et des chiroptères en particulier (PNA) :

- Une haie bocagère bien structurée, située en limite du site,
- Une petite mare et une zone humide associée, en contrebas du secteur.

Ces milieux sont situés hors du périmètre direct du projet, mais peuvent être sensibles à des modifications des écoulements des eaux.

A noter que la présence ponctuelle d'une plante invasive (Renouée du Japon) sur le secteur déconnecté de 200 m² au Nord, nécessite une gestion adaptée Des précautions spécifiques seront prises pour éviter la propagation de cette plante invasive.

Préconisations : Les mesures prévues par l'évaluation environnementale pour éviter et limiter les impacts devront être suivies :

- Les aménagements intégreront des solutions de gestion des eaux pluviales (noues paysagères, infiltration) afin d'éviter toute pollution des milieux naturels en aval et orienter les écoulements autant que possible à l'opposé de la zone humide,
- Les haies existantes seront conservées et renforcées,
- De nouvelles haies et espaces végétalisés pourront être créés avec des essences locales,
- Une gestion adaptée des espaces verts et des bords de voirie sera mise en œuvre, notamment par un fauchage tardif favorable à la biodiversité ordinaire. Si elles sont suivies, ces mesures permettront de préserver les milieux sensibles voire de renforcer l'intérêt environnemental du secteur.

<u>Réponse de la collectivité</u> :

- Concernant le secteur concerné par la Renouée du Japon : il s'agit du secteur aménagé pour sécuriser le carrefour avec la RD911 à l'Ouest de la Baraque de Cussan. Entre la phase d'inventaire et le lancement des consultations, les travaux ont été réalisés. Toutefois, la commune a été sensibilisée à ce sujet et des éléments en ce sens ont été inscrits dans le rapport de présentation.
- Concernant les mesures prévues par l'évaluation environnementale : comme cela est expliqué 4.1.4.1 du rapport de présentation, les préconisations formulées ont autant que possible été prises en compte (préservation des haies et renforcement du réseau bocager, verdissement de la zone d'activité, plantations en limite avec la zone agricole, maintien de la zone d'activité sur la partie Nord sans dépasser la ligne de crêtes, etc.)

2/ Enjeux "eau" :

Le projet de PLU ne précise pas le mode d'assainissement applicable aux zones ouvertes à l'urbanisation, et ne permet pas d'identifier clairement si celles-ci relèvent de l'assainissement collectif ou non collectif. En l'absence de ces éléments, il n'est pas possible d'apprécier l'adéquation entre le développement de l'urbanisation projeté et les capacités des dispositifs d'assainissement existants ou à mettre en œuvre, ni d'évaluer la compatibilité du projet avec les dispositions des schémas de gestion des eaux.

Il est notamment probable que certaines zones ouvertes à l'urbanisation relèvent de l'assainissement non collectif, sans que cette hypothèse ne soit explicitement analysée ni encadrée par des prescriptions adaptées. Or, le SAGE du Viaur fixe des objectifs et dispositions visant à limiter l'impact des dispositifs d'assainissement non collectif sur les eaux superficielles et souterraines, en particulier dans les secteurs sensibles du bassin versant.

Néanmoins, le projet de PLU comporte des préconisations de gestion des eaux pluviales, notamment en matière de limitation de l'imperméabilisation des sols, d'infiltration à la parcelle ou de maîtrise des rejets vers les milieux naturels ou les réseaux existants.

En conséquence, nous invitons la collectivité à compléter le projet de PLU afin :

- **De préciser le mode d'assainissement applicable aux zones ouvertes à l'urbanisation ;**
- **D'analyser, le cas échéant, la faisabilité et les conditions de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ;**

Ces compléments sont nécessaires pour sécuriser la compatibilité du projet de PLU avec les documents de planification de la politique de l'eau et les objectifs de protection des milieux aquatiques du bassin du Viaur.

Lors de leur aménagement, les zones AU1x et AU1, dont la superficie est supérieure à 1 hectare, seront soumises à la loi sur l'eau au titre de la gestion des eaux pluviales (rubrique 2.1.5.0). Cette réglementation vise à anticiper les impacts des projets d'aménagement, notamment en prévenant les risques de ruissellement, et à garantir une gestion responsable et durable de la ressource en eau.

En conclusion, sous réserve de ces compléments et du respect des préconisations environnementales formulées, le projet apparaît globalement compatible avec les enjeux environnementaux et de gestion de la ressource en eau du territoire.

Réponse de la collectivité : Le secteur AU1 et le secteur AU1x sont situés en zone d'assainissement collectif. A ce jour, la Baraque de Cussan est raccordée à la station d'épuration de Courbenac : le réseau « eaux usées » s'étend jusqu'au garage Nadal, à l'Ouest du futur secteur AU1x. D'une capacité de 70 EH, cette STEP est, à ce jour, utilisée à 48% de sa capacité. La commune a, par ailleurs, pour projet d'étendre le réseau « eaux usées » de la Baraque de Cussan afin de desservir les secteurs de développement futur, notamment le secteur résidentiel. Cette extension du réseau s'accompagnera d'un doublement de la capacité de la STEP (avec traitement par roseaux) afin de répondre aux besoins générés par le développement du secteur. Ces travaux devraient avoir lieu à court / moyen terme (probablement à l'horizon 2028). Il convient également de noter que la commune est propriétaire du foncier nécessaire au doublement de ladite STEP. **Ces informations seront intégrées au rapport de présentation avant l'approbation de la procédure.**

En attendant, le règlement écrit du secteur AU1 et du secteur AU1x précise que : « *Lorsque le réseau d'assainissement existe, toute construction ou installation nouvelle doit être obligatoirement raccordée par des canalisations souterraines au réseau collectif d'assainissement, en respectant ses caractéristiques.*
En l'absence du réseau d'assainissement, les constructions ou installations doivent être assainies suivant un dispositif autonome adapté à la nature du sol et être conforme aux dispositions législatives et réglementaires. Ainsi, les eaux usées seront dirigées sur des dispositifs de traitement établis conformément aux modalités prévues dans le schéma d'assainissement et de manière à pouvoir être dirigées sur le réseau collectif lorsqu'il sera réalisé.
L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, fossés, ou égouts d'eaux pluviales est interdite. » Ainsi, en l'absence de réseau d'assainissement collectif, le règlement autorise la mise en place de dispositifs individuels à conditions que ces derniers puissent être raccordés au réseau collectif lorsqu'il aura été mis en place.
Par ailleurs, conformément aux dispositions du règlement SAGE Viaur, le règlement écrit du PLU interdit l'évacuation des eaux usées dans le milieu naturel.
Il convient également de rappeler que le secteur AU1 était déjà entièrement classé en zone constructible dans le PLU avant modification du zonage. La déclaration de projet sera donc sans incidences supplémentaires en termes de gestion des eaux usées. Le secteur AU1x, quant à lui, était classé en AUX2, AU1c et AU2 avant la mise en œuvre de la présente procédure : son acquisition par la Communauté de communes permettra une maîtrise foncière du site et donc une réflexion d'ensemble en termes de gestion des eaux usées pour le secteur.

- **<u>Agence Régionale de la Santé (ARS)</u> :**

Aucun captage d'eau potable, ni de puits ni de forage domestique n'est porté à connaissance de l'ARS sur ce secteur. Cas échéant, la commune est invitée à transmettre une copie des déclarations établies par les particuliers. **Par ailleurs, le risque radon clairement identifié dans le rapport de présentation page 71, nécessite d'intégrer au règlement du PLU les prescriptions constructives développées en page 96 du rapport.** **AVIS FAVORABLE dans le respect de cette dernière condition.**

<u>Réponse de la collectivité</u> : Les recommandations indiquées dans le rapport de présentation sont mentionnées à titre indicatif pour sensibiliser les porteurs de projets et sont extraites du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM). Cette liste n'est pas, cependant, exhaustive et ne saurait constituer une liste « in fine » de dispositions à suivre pour assurer une moindre exposition au risque « radon ». **<u>Toutefois, avant d'améliorer la visibilité de ces recommandations, la Communauté de communes indique que les dispositions générales seront complétées par un paragraphe dédié au « Risque radon »</u>** : « *Par risque radon, il est signifié le risque sur la santé lié à l'inhalation du radon. Ce gaz radioactif, présent naturelle-*

ment dans l'environnement, est incolore, inodore et émet des particules alpha. Il représente plus du tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants alpha et bêta. Toutes les communes du département sont concernées par le risque radon. Cependant, seules les communes soumises à un risque moyen à élevé sont considérées comme soumises au risque majeur radon. C'est le cas de la commune de Boussac qui est soumise à ce niveau de risque. Plusieurs mesures peuvent, néanmoins, être prises pour réduire l'aléa ou la vulnérabilité des enjeux (cf. annexe informative n°5.3 du règlement écrit : Risque Radon – DDRM de l'Aveyron, 2024). » L'annexe mentionnée est jointe au présent procès-verbal pour complète information.

- **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) :** *cf. pièce 1.3.1 du dossier*

Réponse de la collectivité : Après consultation des données « SDIS » (données actualisées le 09/02/2026), il apparaît que le secteur de la Baraque de Cussan dispose d'un point d'eau incendie disponible. Il s'agit d'un bassin localisé au Sud-Ouest de la Baraque de Cussan et assurant la défense incendie du secteur. La collectivité précise, toutefois, que la question de la défense incendie, à une échelle plus globale, sera prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi. **Elle indique, néanmoins, que le rapport de présentation sera complété de façon à faire référence au Guide départemental de définition et de normalisation des équipements de défense de la forêt contre l'incendie (arrêté préfectoral n°2011202-0016 du 21 juillet 2011).**

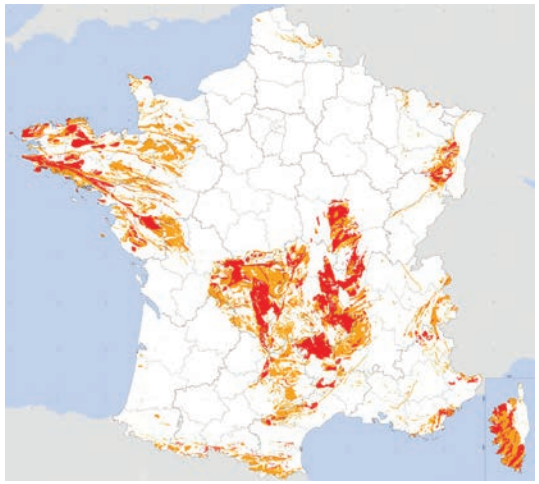
- **RTE :** *cf. pièce 1.3.1 du dossier*

Réponse de la collectivité : Le secteur de la Baraque de Cussan, objet de la procédure, n'est pas concerné par la servitude I4 mentionnée par RTE dans son avis. De plus, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n'a pas pour objet de modifier les éléments relatifs aux servitudes d'utilité publique (carte et liste des SUP notamment). Elle n'a pas, non plus, pour objet de modifier le règlement écrit dans sa globalité pour tenir compte des servitudes présentes sur le territoire communal. Aussi, la collectivité ne peut pas procéder aux modifications souhaitées dans ce cadre. Elle indique, néanmoins, avoir pris notes de ces remarques et veillera à les mettre en œuvre dans le cadre de l'élaboration du PLUi en cours.

Conclusions

- Oc'Téha transmettra le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint aux personnes présentes pour validation, afin que celui-ci puisse être joint au dossier d'enquête publique.
- Organisation de l'enquête publique envisagée pour le mois de juin 2026.
- Approbation envisagée pour septembre / octobre 2026.

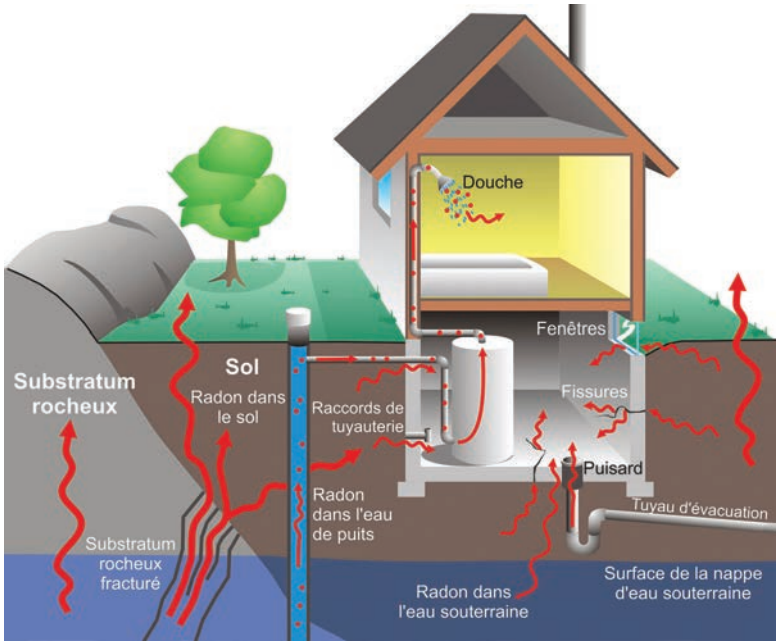
Le risque radon



Carte du potentiel radon des formations géologiques
2010 (modifié d'après IRSN)

Faible Moyen Fort

On entend par risque radon, le risque sur la santé lié à **l'inhalation du radon.** Ce gaz radioactif, **présent naturellement dans l'environnement,** est incolore, inodore et émet des particules alpha. Il représente plus du tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants alpha et bêta. Il est présent partout à la surface de la planète à des concentrations variables selon les régions.
Le radon résulte de la désintégration de l'uranium et du radium naturellement présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la terre et particulièrement **dans les roches granitiques et volcaniques.** Le radon se disperse dans l'eau et l'atmosphère, ce qui en extérieur n'est pas nocif pour la santé. Mais cela devient dangereux lorsqu'il s'accumule dans des espaces clos, notamment dans les bâtiments mal ventilés, des caves, ou des cavités.
Selon la pression atmosphérique, le radon s'échappe plus ou moins du sol. En hiver, les intempéries accompagnées par des basses pressions atmosphériques sont plus nombreuses et de ce fait le radon est relargué plus rapidement dans l'air. C'est donc à ce moment de l'année que les rejets de radon sont les plus importants. Par ailleurs, c'est aussi à cette saison que les logements sont les plus confinés pour limiter l'infiltration du froid et que les habitants restent le plus à l'intérieur de leur domicile ; **l'exposition est donc la plus importante en hiver.**



Les voies d'infiltration du radon dans une habitation

Pour en savoir plus : vous pouvez consulter le site internet www.sante.gouv.fr

C'est principalement par le sol que le radon transite et se répand. L'importance de l'entrée du radon dans un bâtiment dépend :
- **de la concentration de radon** dans le terrain sous-jacent, de la perméabilité et des fissures internes de celui-ci,
- **des caractéristiques techniques et constructives propres au bâtiment.**

L'entrée du radon peut également se faire par convection, ou provenir de l'air extérieur, des matériaux de construction employés ou de l'eau. Enfin, le mode de vie des habitants influe aussi sur leur exposition au radon.

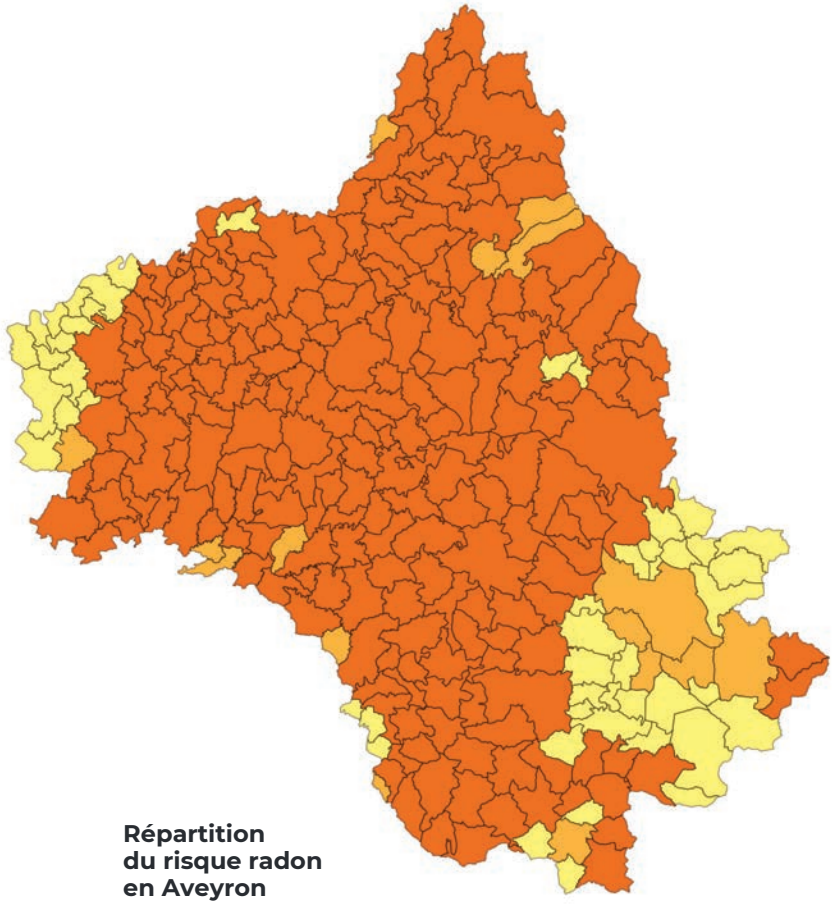
Les résultats d'études épidémiologiques menées ces dernières années montrent une élévation du risque de cancer du poumon avec l'exposition cumulée au radon et à ses descendants radioactifs.
Les derniers résultats obtenus indiquent que ce risque lié au radon existe à la fois chez les fumeurs et les non-fumeurs. Cependant, le risque de cancer du poumon est accentué en cas d'exposition au radon mêlée à la consommation de tabac. L'exposition au radon dans certaines habitations peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux observés dans les mines d'uranium en France.
Selon les estimations de l'Institut de Veille Sanitaire (InVS), entre 1 200 et 3 000 décès par cancer du poumon seraient attribuables chaque année à l'exposition domestique au radon. Cependant des études menées en milieu professionnel montrent que plus on intervient tôt pour diminuer la concentration de radon dans un habitat, et plus le risque imputable à cette exposition passée diminue.
Cela montre toute l'importance de mieux connaître et gérer ce risque et de prendre des mesures afin de diminuer son taux annuel d'inhalation de radon.

Les conséquences sur les biens et les personnes

Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.
Le radon est cancérigène pour l'homme et une exposition régulière durant de nombreuses années à des concentrations excessives accroît le risque de développer un cancer du poumon.
En effet, une fois inhalé, le radon se désintègre et émet des particules (alpha) engendrant des descendants solides eux-mêmes radioactifs qui peuvent à terme provoquer le développement d'un cancer.

Quel risque en Aveyron ?

Des mesures ont été effectuées sur tout le territoire classant le département de **l'Aveyron en zone prioritaire.**
Ce classement en zone prioritaire impose d'effectuer des mesures de l'activité volumique en radon (mesure de dépistage) et des actions correctives (articles D1333-32 & R1333-33 à 36 du Code de la santé publique). Toutes les communes du département sont concernées par le risque radon. Cependant, seules les communes soumises à un risque moyen à élevé sont considérées comme soumises au risque majeur radon.
De plus l'Aveyron possède sur son territoire d'anciennes mines d'uranimum à ciel ouvert, dont celles de Bertholène. Elles sont abandonnées depuis 1995 mais produisent de grandes quantitées de radon. La mine de Bertholène fait l'objet d'un suivi par la DREAL.

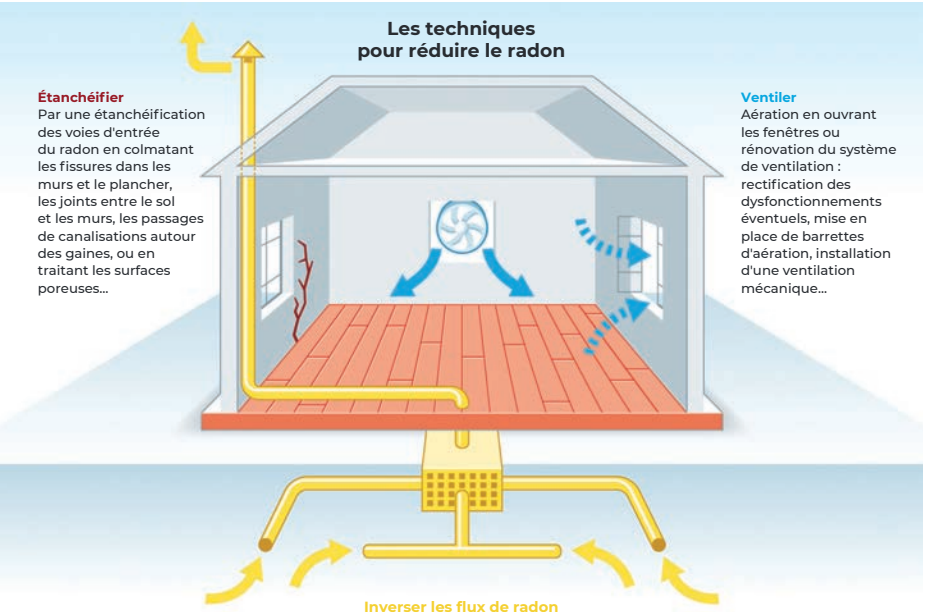


Les mesures préventives

Le département de l'Aveyron étant prioritaire, une campagne de mesure a eu lieu dans les établissements recevant du public. Les bâtiments concernés sont :

- **les établissements d'enseignement,** y compris les bâtiments d'internat,
- **les établissements sanitaires et sociaux** disposant d'une capacité d'hébergement,
- **les établissements thermaux,**
- **les établissements pénitentiaires.**

Ces mesures sont à réaliser tous les 10 ans sauf si le bâtiment fait l'objet de travaux modifiant l'étanchéité de celui-ci ou de sa ventilation. Elles sont à la charge de l'exploitant ou propriétaire qui doit faire appel à l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nuclaire (IRSN) ou à un organisme agréé par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN).



Réglementation

L'arrêté du 26/02/2019 entré en vigueur le 01/04/2019 fixe deux niveaux d'action au-dessus desquels il est nécessaire d'entreprendre des travaux en vue de réduire les concentrations en radon :

- **en dessous de 300 Bq/m³ :** la situation ne justifie pas d'action spécifique,
- **entre 300 et 1 000 Bq/m³ :** il est obligatoire d'entreprendre dans les 2 ans qui suivent des actions correctrices simples afin de diminuer la concentration en radon en dessous de 300 Bq/m³,
- **au-dessus de 1 000 Bq/m³ :** le propriétaire doit réaliser sans délai des actions simples pour réduire l'exposition. Il doit également immédiatement faire réaliser un diagnostic du bâtiment, et si nécessaire des mesures correctrices supplémentaires (travaux).

Réduction du risque

Parmi les mesures prises ou à prendre pour réduire l'aléa radon ou la vulnérabilité des enjeux, on peut citer :

- **empêcher le radon venu du sol de pénétrer dans le bâtiment** (bonne étanchéité à l'air entre la structure et son sous-sol) : étanchéité autour des canalisations, des portes, des trappes, couverture des sols en terre battue, aspiration du radon par un puits extérieur.
- **traiter le soubassement** (vide sanitaire, cave, dallage sur terre plein) par aération naturelle, ventilation mécanique ou mise en dépression du sol, l'air du soubassement étant extrait mécaniquement vers l'extérieur où le radon se dilue rapidement.
- **diluer la concentration en radon** dans le volume habité en augmentant le renouvellement de l'air (simple aération quotidienne, VMC, etc.).

Ces différentes techniques sont généralement combinées. L'efficacité de ces techniques doit toujours être vérifiée après leur mise en place, en mesurant de nouveau la concentration en radon. La pérennité des solutions retenues devra également être vérifiée régulièrement (tous les 10 ans pour les ERP).



LES CONSIGNES DE SÉCURITÉ
LES BONS RÉFLEXES EN CAS D'EXPOSITION AU RADON

Avant

/ S'informer en mairie des risques encourus et des consignes de sauvegarde.
/ S'assurer de l'étanchéité à l'air mais aussi à l'eau entre le bâtiment et le sous-sol et les murs.
/ Veiller à obturer les passages autour des gaines et au niveau des fissures du plancher et du plafond.

Pendant

/ S'assurer que le bâtiment possède un système d'aération qui fonctionne et qui assure un renouvellement d'air suffisant.
/ Traiter le soubassement du bâtiment (vide sanitaire, cave, dallage sur terre plein) en le ventilant (mécaniquement ou manuellement).

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

À Rodez :
31 Avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tel: 05 65 73 65 76

PREFECTURE DE L'AVEYRON

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

Pays Ségali Communauté

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BOUSSAC

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



ELABORATION P.L.U.

Approuvé le :

07 novembre 2008

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
CLEMENT Karine

Mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale

1.3.3

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre de l'article R104-13 du Code de l'urbanisme dans la mesure où la surface concernée par la procédure est supérieure à 1‰ du territoire communal.

Ainsi, par courrier en date du 02 décembre 2025, Pays Ségali Communauté a saisi l'autorité environnementale pour avis sur le présent dossier. L'avis émis par l'autorité environnementale est consultable dans la pièce 1.3.1 du dossier. Conformément à l'article R123-8 du Code de l'environnement, le présent document a vocation à constituer une réponse écrite de la collectivité audit avis (mémoire en réponse) et à être mis à disposition du public dans le dossier d'enquête.

Partie 4 de l'avis de l'autorité environnementale : « Contenu du rapport de présentation et qualité de la démarche d'évaluation environnementale »

Extrait de l'avis de l'Autorité environnementale :

> Le projet d'évolution du PLU n'est pas justifié au regard des solutions de substitution raisonnables, prenant en compte l'environnement, comme exigé à l'article R. 151-3 du code de l'urbanisme. Le choix du développement d'habitat et d'activités dans un secteur uniquement desservi par les transports individuels motorisés est le seul scénario étudié. Il n'est pas comparé à des solutions alternatives à l'échelle intercommunale.
>
> La séquence « *éviter, réduire, compenser* » reste à analyser et à décliner au regard des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, qui ne font l'objet d'aucun bilan. Elle est à finaliser sur la préservation des milieux naturels, sur la base d'un état initial satisfaisant au regard des enjeux pressentis (cf infra).
>
> **La MRAe recommande d'intégrer dans l'évaluation environnementale l'étude de scénarios de substitution raisonnables au projet retenu, et de le justifier sur cette base au regard de l'environnement. Elle recommande d'analyser les incidences du projet sur la thématique des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre. Elle recommande de décliner la séquence « *éviter, réduire, compenser* » sur cette thématique et de la poursuivre sur la thématique des enjeux de biodiversité.**

Réponse de la collectivité :

- *Concernant l'étude de scénarios de substitution raisonnables*

Il convient de rappeler que le secteur faisant l'objet de la présente procédure est déjà identifié comme un espace stratégique en matière de développement économique dans le PLU de Boussac. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) précise, en effet, que le PLU doit prévoir un « *développement de l'urbanisation planifié autour de la zone urbanisée de la Baraque de Cussan permettant, notamment, l'accueil d'activités économiques compatibles avec le voisinage des lieux habités* ». Aussi, le PLU de Boussac avait mis en place un secteur AUX2 au niveau de la Baraque de Cussan ainsi qu'un secteur UX regroupant deux activités économiques sont déjà installées. La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU se contente d'ouvrir à l'urbanisation ce secteur économique déjà pré-identifié, en ajustant son périmètre de façon à tenir compte des conclusions de l'analyse réalisée en termes de faisabilité technique d'un aménagement sur ce site.

Comme cela a été expliqué dans le dossier, cette ouverture ne constitue pas, pour autant, un coup parti sans réflexion plus générale à l'échelle de la Communauté de communes. Si la stratégie de développement économique de Pays Ségali sera affinée dans le cadre de l'élaboration du PLUi, un principe se dégage déjà des réflexions engagées à savoir :

- Accueillir des activités exogènes et de grande envergure sur des secteurs dédiés, essentiellement à proximité de la RN88.
- Disposer d'une offre foncière permettant d'accueillir des entreprises davantage « locales » sur certains espaces stratégiques du territoire. C'est notamment le cas du futur secteur AU1x du PLU de Boussac, localisé à proximité immédiate de la RD911, tout en restant proche des centralités du territoire (ex : Baraqueville).

Ce principe transparaît aussi dans les objectifs définis dans la délibération de prescription du PLUi de Pays Ségali Communauté. L'objectif 5.2 indique, en effet, que la Communauté de communes souhaite « *permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales dans les zones dédiées sur le territoire, en ciblant des typologies selon le secteur géographique*. »

Le choix du site est également expliqué dans le paragraphe 2.2 du rapport de présentation :

- Il comprend déjà plusieurs activités économiques (SARL Nadal concessionnaire KUBOTA machines agricole, société GAYRARD réparation multimarques automobiles, entreprise TAVARES Maçonnerie, entreprise DELMAS importation/vente matériel maraichage).
- Il bénéficie d'une bonne desserte : à proximité de la RD911 et à environ 5km de l'échangeur n°26 de la RN88.
- Il est situé sur l'axe (RD911) reliant Baraqueville à Villefranche-de-Rouergue).
- Il présente une superficie intéressante pour l'accueil de plusieurs entreprises d'envergure locale, artisanale, etc.
- Il présente globalement une topographie relativement plate ce qui présente un double avantage : des facilités en termes d'aménagement et une moindre incidence dans le grand paysage. Une « ligne de crête » est néanmoins identifiée au Sud de la RD911 : celle-ci doit être prise en compte dans l'aménagement du site pour plusieurs raisons (intégration paysagère des constructions, transition entre espace résidentiel et espace économique, environnement, etc.)
- Il est peu concerné par les risques (cf. paragraphe 4.4 du rapport de présentation).
- Elle présente peu, voire pas, d'enjeux en termes de préservation du patrimoine : pas de monuments historiques, etc. à proximité.

Il convient également de souligner que le secteur est desservi par les transports en commun (ligne de bus Lio n°221 reliant Rodez à Villefranche-de-Rouergue (du lundi au vendredi). **Le rapport de présentation sera complété en ce sens avant l'approbation de la présente procédure.**

Par ailleurs, le secteur de la Baraque de Cussan constitue le seul secteur répondant à ces critères à proximité immédiate de la RD911.
La Communauté de communes rappelle que le site de la Baraque de Cussan sera inscrit dans l'armature économique du territoire, laquelle est en cours de définition dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

- *Concernant l'analyse des incidences du projet sur la thématique des consommations énergétiques et des gaz à effet de serre :*

La collectivité tient, avant toutes choses, à rappeler que l'intercommunalité correspond à un territoire relativement rural au sein duquel les déplacements motorisés sont indispensables. Si certaines communes disposent d'un réseau de transports en commun plus développé que d'autres (ex : gares SNCF à Baraqueville et Naucelle, et quelques lignes de bus), le maillage global reste peu développé et l'amplitude horaire de l'offre réduite. Il ne permet pas l'utilisation de ces modes de transport pour les déplacements du quotidien (domicile-travail notamment).
Ce constat est valable à toutes les échelles : les habitants des communes les plus modestes doivent se rendre dans les bourgs-centres pour accéder à un certain niveau de commerces et services, ou pour travailler. De même, au sein de ces bourgs-centres, les déplacements vers l'extérieur du territoire sont indispensables pour l'accès à certains services (médecins spécialisés par exemple), commerces (offre intéressante mais limitée sur le territoire), etc.

Il convient également de rappeler que la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac a pour objectif de revoir globalement le développement du secteur (développement économique, développement résidentiel, organisation de la desserte, etc.). Il ne s'agit donc pas de définir un espace nouveau en termes de développement du territoire, mais plutôt de revoir le développement initial envisagé sur le secteur.

Le choix de la Baraque de Cussan aura des conséquences réduites en termes de déplacements. Le secteur accueille déjà plusieurs activités, ainsi que de nombreuses constructions à vocation résidentielle. Comme cela a été évoqué précédemment, il s'agit uniquement de conforter un site existant, générant déjà des déplacements, et non de créer un nouveau secteur qui occasionnerait une création ex-nihilo de déplacements jusqu'alors inexistants. De plus, le secteur de la Baraque de Cussan est desservi par la ligne Lio n°221 reliant Rodez à Villefranche-de-Rouergue : arrêt de bus situé sur la RD911, à proximité immédiate du secteur AU1x. Enfin, l'aménagement d'une aire de covoiturage est possible au niveau du carrefour Grandsagnes / RD911 suite aux travaux récemment réalisés pour sécuriser ce carrefour.

Par ailleurs, le développement programmé sur le secteur reste réduit :

- Conformément à ce que prévoit l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) modifiée, un minimum de 10 logements sera réalisé sur le secteur AU1. A titre de comparaison, avant modification du zonage et de l'OAP du site, le PLU prévoit la création d'un minimum de 22 logements sur le secteur (sans compter le potentiel offert par les secteurs AU2). La présente procédure aura une incidence positive en termes de déplacements liés à la vocation résidentielle (moins de logements créés, donc moins de déplacements motorisés associés),
- La superficie du secteur de développement économique est relativement réduite. De cette façon, le nombre d'entreprises accueillies sera, lui aussi, réduit, limitant *de facto* les déplacements associés.

Il convient également de souligner que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation mise en place prévoit un certain nombre de dispositions allant dans le sens de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle précise, en effet, qu'une « *liaison douce devra être*

aménagée afin d'assurer la connexion entre le secteur de développement résidentiel et le reste du tissu urbain de la Baraque de Cussan (via l'emplacement réservé n°8) mais également avec le secteur économique (localisation de principe sur le schéma : celle-ci pourra être déplacée au regard des contraintes techniques rencontrées sur le site). » Ces « connexions douces » favoriseront, autant que possible, l'utilisation de modes de transport alternatifs à la voiture individuelle.
Par ailleurs, comme cela a été expliqué dans le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, en réponse à l'avis du Département sur le projet, la collectivité prendra attache avec la Région dans le cadre de l'aménagement du secteur afin d'étudier avec elle un repositionnement de l'arrêt de bus sur le secteur et, ainsi, améliorer sa mise en sécurité (cf. pièce 1.3.2 du dossier).

Ces éléments justificatifs seront versés au rapport de présentation avant l'approbation de la procédure.

- *Concernant la poursuite de la séquence « éviter réduire compenser » sur la thématique des enjeux de biodiversité : se référer à la réponse apportée par la collectivité à la partie 5.2 de l'avis de l'autorité environnementale*.

Extrait de l'avis de l'Autorité environnementale :

L'analyse de l'articulation avec les plans et programmes de niveau supérieur devrait démontrer comment la consommation d'espaces naturels et agricoles planifiée par l'évolution du PLU s'inscrit dans les objectifs supra-territoriaux.

La commune est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Centre-Ouest Aveyron, approuvé le 6 février 2020, après un avis rendu par la MRAe le 15 octobre 2019[4]. L'avis relevait la forte augmentation de la programmation de la consommation d'espace à vocation économique, en comparaison de celle passée (335 ha programmés au total, dont 35 ha pour la communauté de communes du Pays Ségali) ; ce point a donné lieu à une réserve de la commission d'enquête demandant une diminution substantielle[5]. Le rapport de présentation indique que le SCoT « *définit un objectif de consommation de l'espace à vocation économique de 35 ha, pour la période 2020-2037* » à l'échelle de l'intercommunalité, identique à celui prévu initialement. La MRAe rappelle que cet objectif constitue dans tous les cas un maximum au regard d'un besoin à démontrer, après avoir analysé les solutions alternatives, notamment les possibilités de densification de l'existant à l'échelle intercommunale, ce qui ne transparaît pas dans le présent dossier.

Le schéma régional d'aménagement de développement et d'égalité des territoires (SRADDET) Occitanie a territorialisé l'objectif national de réduction de la consommation d'espace issu de la « *Loi Climat et Résilience* » : pour le territoire du SCoT Centre-Ouest Aveyron, le SRADDET fixe un objectif de réduction de la consommation foncière de 53,9 % entre 2021 et 2031 par rapport à la décennie précédente, suivi de baisses consécutives du rythme de l'artificialisation nette aboutissant à « *zéro artificialisation nette à l'échelle régionale à l'horizon 2050* ». Au niveau du PLU, la collectivité n'explique pas en quoi son scénario s'inscrit dans une telle perspective, alors même que la prévision de hausse au niveau du SCoT avait fait l'objet d'une réserve de la commission d'enquête en 2019.

Un PLUi est en cours d'élaboration au niveau intercommunal. Entre 2021 et 2023, 81,4 ha ont déjà été consommés à l'échelle du Pays Segali. Sans autre élément de contexte, l'évolution du PLU est susceptible de grever les possibilités pour le futur PLUi de s'inscrire dans la trajectoire de baisse attendue.

La MRAe recommande de décliner, dans son projet de révision, les objectifs supra-territoriaux relatifs à la diminution attendue de la consommation d'espace, ce qui peut conduire à revoir le projet.

Réponse de la collectivité :

La collectivité tient à rappeler que le bilan des capacités de densification et de mutation du tissu urbain s'impose uniquement dans le cas d'une élaboration ou d'une révision générale de PLUi ; afin d'expliquer les choix définis dans le PADD ; ce qui n'est pas le cas ici : il s'agit uniquement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU. Un travail fin est en cours en ce sens dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Le résultat de cette analyse sera utilisé pour établir le projet global du territoire et déterminer quantitativement le potentiel à prévoir en extension de l'enveloppe urbaine.

- *Concernant le volet économique :*

Il convient néanmoins de souligner que, conformément à l'article L318-8-2 du Code de l'urbanisme, un bilan des zones d'activités économiques a été réalisé à l'échelle de Pays Ségali Communauté. Approuvé par le Conseil communautaire le 17 septembre 2024, celui-ci fait état de 4 lots encore libres au sein de toutes les ZAE du territoire (soit 14 392 m²) et d'aucun local vacant.
Autrement dit, au regard de cet inventaire, les capacités de densification des zones d'activités du territoire ne sont pas suffisantes pour répondre aux besoins de la Communauté de communes, ce qui explique que celle-ci ait mené une réflexion en termes de développement futur de son territoire et que certains secteurs, tels que celui de la Baraque de Cussan, aient été identifiés comme supports de développement à court / moyen terme.

Le dossier de déclaration de projet s'attache à démontrer la compatibilité du projet de déclaration de projet avec le SCoT Centre-Ouest Aveyron (cf. paragraphe 3.1 – Bilan en termes de consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) et paragraphe 3.3). La collectivité précise, néanmoins, que la modification simplifiée n°1 du SCoT a été prescrite par le Comité syndical du PETR Centre-Ouest Aveyron le 03 mars 2026. Celle-ci a pour objectif de mettre en compatibilité le SCoT avec les objectifs en matière de réduction de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers et d'artificialisation des sols définis dans le SRADDET Occitanie adopté le 12 juin 2025 et approuvé par arrêté préfectoral le 11 juillet 2025. La Communauté de communes indique que les évolutions générées par cette modification seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Quoi qu'il en soit, les projets déjà réalisés suite à des procédures d'évolution de documents d'urbanisme du territoire (quelle que soit leur vocation) seront pris en compte dans l'enveloppe globale de Pays Ségali Communauté en termes de consommation d'ENAF.

- *Concernant le développement global du secteur :*

Le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit une forte réduction du développement global du secteur de la Baraque de Cussan. En termes d'assiette brute des zones par vocation, la procédure génère les évolutions suivantes :

- Vocation résidentielle (U + AU1 + AU1a + UU1b + AU1c + AU2) : - 7,83 ha
- Vocation économique (Ux + AU1x + AU2X) : + 1,41 ha
- Vocation agricole (A + Ap) : + 6,42 ha

On observe donc un réel effort en termes de modération de l'étalement urbain avec un développement resserré, autant que possible, autour de l'urbanisation existante.
Le bilan des espaces libres, en termes de consommation d'ENAF, va également dans ce sens dans la mesure où 11,20 ha étaient libres de construction avant la déclaration de projet (dont

10,92 ha en extension) alors que seuls 5,40 ha sont libres de construction après la déclaration de projet (-51,8%) dont 5,12 ha (-53,1%).

Ce bilan souligne la démarche de sobriété foncière engagée et qui devra être poursuivie dans le cadre de l'élaboration du PLUi de Pays Ségali Communauté.

- *Concernant la consommation ENAF globale :*

Les chiffres mis en évidence par la MRAe dans son avis (81,40 ha consommés entre 2021 et 2023) sont issus du Portail de l'artificialisation (Mon diagnostic artificialisation). La méthodologie utilisée par cette base de données présente d'importants biais, notamment en termes de comptabilisation des surfaces consommées par la « route ». Ainsi, des surfaces consommées par la mise en 2x2 voies de la RN88 ont pu être comptabilisées pour Pays Ségali Communauté (PSC) alors même qu'elles relèvent d'enjeux supra-territoriaux et ne sauraient être imputées à la Communauté de communes. Aussi, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, une analyse fine de la consommation ENAF a été réalisée à partir des données disponibles sur SITADEL, complétées par celles des permis de construire. A ce jour, les résultats de cette analyse sont les suivants :

Vocation	SCoT Centre-Ouest Aveyron	Loi CLIRE		Consommation foncière post 2020			
	2020-2037 (17 ans)	**2011-2020** (Source : Portail de l'artificialisation)	**2011-2020** (Source : Registres des communes et SITADEL)	**2020** (Source : Portail de l'artificialisation)	**2020** (Source : Registres des communes et SITADEL)	**2021-2023** (Source : Portail de l'artificialisation)	**2021-2025** (Source : Registres des communes et SITADEL)
Résidentielle	100 ha	127,49 ha	82,43 ha	44,14 ha	5,61 ha	39,08 ha	32,20 ha
Economique	35 ha	28,96 ha	51,18 ha	9,84 ha	2,57 ha	12,89 ha	11,96 ha
Equipement	-	-	7,68 ha	-	-	-	-
Touristique	-	-	0,9 ha	-	-	-	0,38 ha
Mixte	-	1,01 ha	2,16 ha	-	-	-	-
Autres (route, ferré, inconnu)	-	43,3 ha	-	31,97 ha	-	29,48 ha	-
Total	**135 ha**	**157,46 (hors « autres »** 200,76 ha (total global)	**144,35 ha**	**85,95 ha**	**8,18 ha**	**51,97 ha (hors « autres »** 81,45 ha (total global)	**44,54 ha**

Soit 7,9 ha/an

Soit 52,72 ha selon SITADEL depuis le 1er janvier 2020, soit 8,8 ha/an

NB : il s'agit d'un bilan établi en février 2026 susceptible d'être ajusté mais donnant déjà une idée de l'enveloppe réelle consommée sur le territoire.

D'après cette analyse, 44,54 ha ont été consommés sur la période 2021-2025 (et non 81,45ha sur les seules années 2021, 2022 et 2023). Par ailleurs, toujours d'après cette même analyse, sur la période de référence (2011-2020), 144,35 ha ont été consommés (14,43 ha/an). Aussi, d'après l'objectif affiché par le SRADDET (-53,9%), la consommation maximale entre 2021 et 2031 serait de 66,55 ha pour Pays Ségali Communauté, soit environ 6,65 ha/an, contre 8,91 ha/an observés depuis 2021. Un effort de réduction de la consommation d'ENAF a donc déjà été engagé sur le territoire communautaire (consommation annuelle moyenne : -38,3%). Cet effort devra être poursuivi et accentué dans le cadre du PLUi afin de s'inscrire davantage dans la trajectoire imposée par le SRADDET. La présente procédure œuvre dans ce sens dans la mesure où, comme cela a été expliqué précédemment, elle revoit largement le développement global envisagé sur la Baraque de Cussan (réduction très importante de l'enveloppe globale). Il convient également de noter que le SCoT sera chargé de décliner localement l'objectif affiché par le SRADDET. **Ces éléments justificatifs seront versés au rapport**

de présentation avant l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac

Partie 5.1 de l'avis de l'autorité environnementale : « Maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers »

Extrait de l'avis de l'Autorité environnementale :

> La MRAe rappelle que la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), l'artificialisation des sols et l'étalement urbain constituent l'un des principaux facteurs d'érosion de la biodiversité et comportent également des impacts négatifs en matière de consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre. La limiter au maximum des besoins constitue la première mesure d'évitement des incidences sur les enjeux environnementaux.
>
> Le rapport de présentation n'indique pas clairement la consommation passée à l'échelle communale et intercommunale (consommation effective, indépendamment du classement), ni la consommation planifiée dans le cadre de la mise en compatibilité. Le récapitulatif des surfaces (reproduit dans la figure 4 du présent avis) ne permet pas d'identifier la superficie de consommation d'espace planifiée, y compris sur des terrains déjà ouverts à l'urbanisation mais restés à l'état naturel. Le rapport environnemental analyse un secteur d'un peu plus de 8,5 ha, classé en zone à urbaniser ouverte et fermée dans le PLU actuel, non aménagé ni bâti.
>
> Le projet de consommation d'espace nécessaire à l'extension ne ressort pas non plus d'une justification étayée du besoin. Le rapport de présentation relève le très faible taux de vacance (2,3 %) dans les zones d'activités (ZA) à l'échelle intercommunale : 4 parcelles vacances, sur 184 recensées. Pour réaliser cet inventaire, le rapport indique s'être fondé sur un questionnaire envoyé aux propriétaires fonciers, qui a reçu 12,4 % de réponses ; cette méthode est insuffisante pour conclure, comme la collectivité, que « *les zones d'activités du territoire arrivent donc, globalement, à saturation* ».

Réponse de la collectivité :

Comme cela a été indiqué précédemment, l'analyse des données fournies par SITADEL et les permis de construire fait état d'une consommation passée (2011 – 2020) de 144,35 ha à l'échelle communautaire. D'après cette même analyse, 44,54 ha ont été consommés sur Pays Ségali entre 2021 et 2025.
Or, le projet de déclaration de projet prévoit une consommation potentielle de 5,12 ha (en extension) à l'échelle de la Baraque de Cussan, soit -53,1% par rapport à la surface libre incluse en extension de l'enveloppe urbaine sur la Baraque de Cussan avant la présente déclaration de projet. La consommation programmée s'inscrit donc bien dans une logique de sobriété foncière.
Toutefois, il ne semble pas opportun de comparer cette consommation planifiée avec la seule consommation passée de la commune de Boussac dans la mesure où les zones d'activités (secteur AU1x / 3,56 ha sur 5,12 ha) correspond à un espace de compétence communautaire dont la consommation projetée ne peut être imputée à la seule commune de Boussac.
Le rapport de présentation sera complété en ce sens avant l'approbation de la présente procédure.

A notre sens, le tableau de la figure 4 évoqué par l'autorité environnementale dans son avis correspond plutôt à celui de la figure 3. Ce tableau constitue la synthèse du bilan global des zones d'activités du territoire communautaire. Contrairement à ce que suggère la MRAe dans

son avis, il n'a pas été établi à partir d'un simple questionnaire transmis aux propriétaires. Il est le résultat du croisement de plusieurs données : questionnaires, connaissances des élus et des techniciens et analyses de terrain. L'envoi d'un questionnaire constitue une obligation dans le cadre de la réalisation de cet inventaire (cf. article L318-8-2 du Code de l'urbanisme) d'une part et un moyen de vérifier les informations dont la Communauté de communes dispose d'autre part. Le faible taux de réponse à ces questionnaires traduit justement une grande fiabilité des éléments communiqués aux entreprises (pas ou peu de corrections à apporter) et donc la justesse du bilan établi.

Les 8,5 ha mentionnés par la MRAe dans l'extrait ci-dessus correspondent uniquement à la surface globale analysée par Benjamin Vivet dans le cadre de l'analyse environnementale du site. Il ne s'agit aucunement de la superficie de la consommation planifiée potentielle (cf. supra).

Extrait de l'avis de l'Autorité environnementale :

Le site de la communauté de communes évoque, dans sa page dédié à l'accueil des entreprises[6], de nombreux terrains mais aussi des locaux vacants : sur la ZA de Calmont par exemple, pourtant notée ci-dessus avec une vacance de « O % » et une absence de surface libre, mais aussi sur le parc d'activités de Montvert (Calmont et Luc-la-Primaube), « *parc d'activités récent* » de 19,7 ha avec du « *foncier disponible à la vente* », sur la ZA du Puech 1 qui dispose de « *locaux vacants disponibles pour une reprise d'activité* » et du Puech 2 récemment autorisée avec plus de 5 ha commercialisables, ou encore sur la ZA de l'Issart, qui, à Naucelle, vient de faire l'objet d'une extension permettant de commercialiser 4,1 ha.

Les vues aériennes issues du Géoportail de l'urbanisme montrent aussi des terrains non occupés dans les zones « Ux » de ces communes, correspondant aux zones d'activités. Si la réalité de leur inoccupation est à vérifier (par exemple, un permis délivré entre temps), ces vues contredisent aussi l'affirmation d'absence de toute disponibilité foncière.

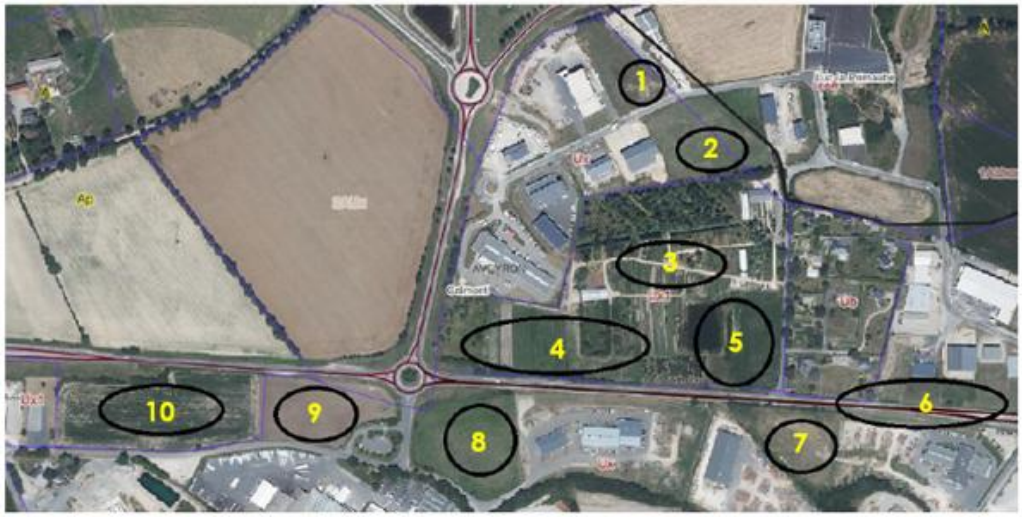


Figure 4 : extrait cartographique superposant vue aérienne et zonage sur la commune de Calmont, sur lesquels la MRAe a entouré des terrains a priori non bâtis– Géoportail de l'urbanisme

En plus de l'analyse du foncier disponible, à mener, il manque une analyse des possibilités de requalification, d'évolution ou de reprise de locaux vacants comme évoqué sur le site de la collectivité, ou encore de mutualisation de certains équipements (stationnement par exemple), dans le but de réduire au maximum le besoin foncier.

En l'état, la consommation foncière générée par le projet d'évolution du PLU n'est pas justifiée.

La MRAe recommande de fonder le besoin foncier nécessaire aux activités économiques sur une analyse détaillée des zones d'activités existantes à l'échelle intercommunale, tenant compte des capacités de densification de ces zones.

Réponse de la collectivité :

Les données indiquées sur le site internet, et utilisées comme références par l'autorité environnementale, sont erronées car le site internet n'est pas régulièrement alimenté et mis à jour, faute de ressources humaines. En conséquence, la Communauté de communes indique que les informations disponibles sur son site internet ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme une donnée fiable. Elle insiste sur le fait que la donnée de référence est celle dont la mesure est imposée par la loi, autrement dit celle de l'inventaire. A titre d'exemple, la ZA de l'Issart ne vient pas de faire l'objet d'une extension puisque celle-ci date de 2016… ceci est également vrai pour le parc de Montvert qui est encore plus ancien.
Il convient également de souligner que la donnée de cet inventaire sera mise à jour dans le cadre de l'élaboration du PLUi de façon à disposer d'une donnée récente et plus fine du potentiel de densification. Cette nouvelle analyse est en cours mais il est déjà possible de souligner qu'elle met en évidence :

- 2,40 ha libres et non réservés / vendus au sein des ZAE du territoire peuvent encore être mobilisés pour accueillir de nouvelles activités ou permettre le développement d'activités existantes, soit un taux de vacance de 4,91% en février 2026. Ce taux reste faible.
- 1 local vacant est également recensé sur la ZA de Lavernhe.

Ce bilan actualisé confirme bien la saturation des zones d'activités du territoire.

Concernant la vue aérienne prise en exemple par l'autorité environnementale, la Communauté de communes tient à apporter des éléments d'explication pour chacun des espaces mis en évidence par la MRAe :

1- Lot vendu le 1er mars 2024 : son aménagement est en cours (cf. vue aérienne récente disponible sur GoogleMaps, voir ci-dessous)

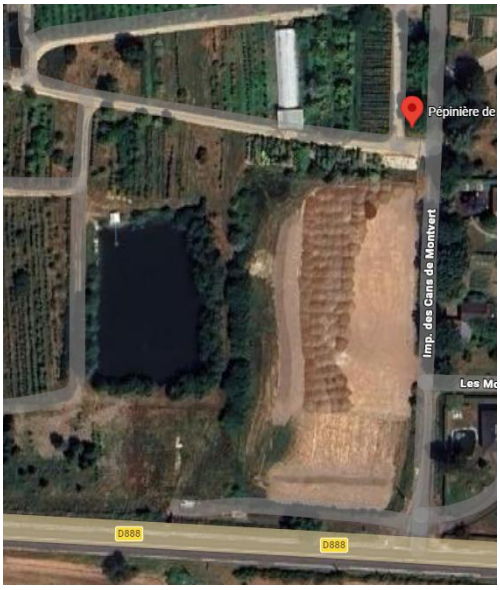
2- Permis de construire accordé et construction réalisée (visible sur vue aérienne récente disponible sur GoogleMaps – cf. ci-dessous). La collectivité tient également à souligner que le cercle tracé par l'autorité environnementale dans son avis englobe aussi, en partie, un terrain situé sur l'intercommunalité voisine (Rodez Agglomération). Cet espace est, lui aussi, déjà réservé.



3- Pépinière : il s'agit d'un espace occupé par une activité existante (Pépinière Montvert)

4- Pépinière : il s'agit d'un espace occupé par une activité existante (Pépinière Montvert)

5- Permis d'aménager délivré sur cet espace : il est en cours d'aménagement par un promoteur pour un bâti à vocation économique. Ceci est également visible sur la vue aérienne récente disponible sur GoogleMaps mais également depuis StreetView (cf. ci-dessous)





6- Cet espace est fortement grevé par le recul imposé vis-à-vis de la RD888 (25 mètres). Ce foncier appartient aux entreprises implantées en fond de parcelles de façon à tenir compte du recul évoqué précédemment.

7- Cet espace est également fortement grevé par le recul imposé vis-à-vis de la RD888. Il s'agit d'un espace correspondant à de la division parcellaire et appartenant à un propriétaire privé. Il convient également de souligner que l'aménagement de cet espace présente des difficultés en termes d'accès : aucun accès sécurisé n'est possible actuellement. Il est donc difficilement mobilisable pour un accueil d'activités.

8- Permis de construire accordé sur cet espace : le bâtiment correspondant est pratiquement finalisé. Les travaux réalisés sont également visibles sur GoogleMaps et StreetView.





9- Cet espace est largement couvert par le périmètre du Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt) associé au stockage de gaz exploité par le Société Sobegal. Celui-ci limite considérablement les constructions et installations réalisables en son sein.

Aussi, il ne constitue pas un potentiel de densification pour des activités économiques. L'extension de l'aire de covoiturage communale à cet endroit est en cours d'étude.

10- Cet espace est largement couvert par le périmètre du Plan de Prévention des Risques technologiques (PPRt) associé au stockage de gaz exploité par le Société Sobegal. Celui-ci limite considérablement les constructions et installations réalisables en son sein. Aussi, il ne constitue pas un potentiel de densification pour des activités économiques.

Aussi, cette vue aérienne n'est pas contradictoire avec le bilan mis en évidence pour cette zone.

Partie 5.2 de l'avis de l'autorité environnementale : « Préservation des milieux naturels »

Extrait de l'avis de l'Autorité environnementale :

Le rapport environnemental estime que le projet de développement n'aura « *aucun impact* » sur ces éléments naturels situés hors du site d'études ; cependant ils ne bénéficient, suite à cette identification, d'aucune préservation dans le règlement graphique et écrit. L'OAP ne reprend pas les mesures préconisées pour éviter le ruissellement des eaux de la zone d'activités, et son schéma d'aménagement prévoit un accès qui semble, faute de tout report de ces éléments ponctuels sur les pièces opposables, concerner leur secteur d'implantation. L'aire d'alimentation de la zone humide, non analysée, est susceptible d'être impactée par les travaux d'accès au lotissement. La démarche ERC reste donc à décliner, pour garantir une bonne préservation des milieux naturels.

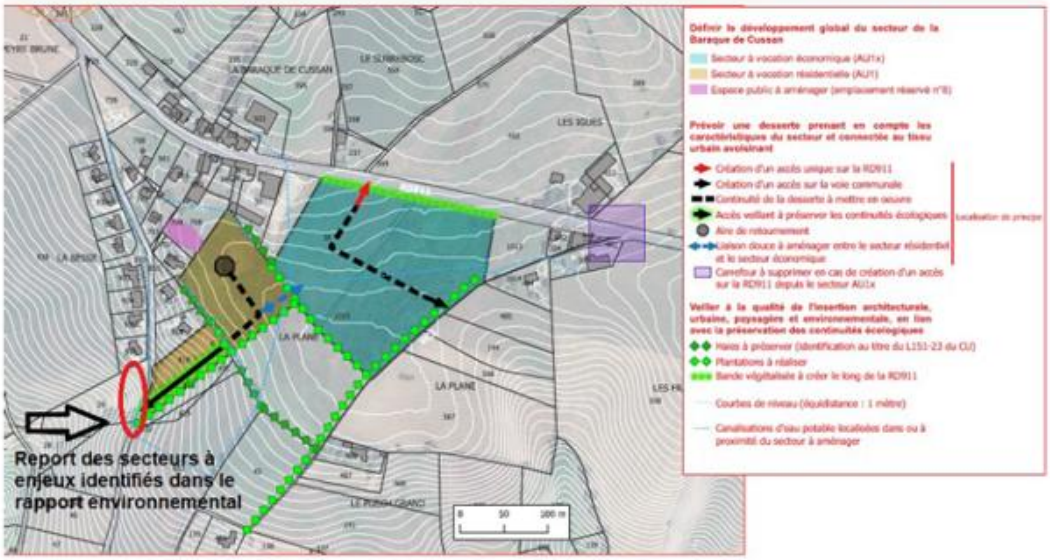


Figure 7 : extrait de l'OAP sur lequel la MRAe a entouré en rouge les éléments naturels à enjeux identifiés dans le rapport environnemental

Le rapport environnemental relève la présence de plantes messicoles, ce qui n'interdit pas le développement du secteur car ces espaces n'ont « *pas été identifiés comme remarquables dans le SCoT* ». Cet enjeu relève néanmoins d'un plan national d'actions (PNA) ; même s'il ne peut « *pas faire l'objet d'une prescription relative à l'aménagement du secteur* », il peut être décliné dans l'OAP, ou dans une charte annexée au règlement, visant à encadrer la gestion des espaces communs et des espaces non bâtis, pour favoriser les plantes messicoles et locales, recommander un fauchage tardif etc.

La MRAe recommande de renforcer dans l'ensemble des pièces opposables du PLU la préservation des éléments de nature à enjeux identifiés, comme préconisé dans le rapport environnemental, et de s'assurer que l'opération ne risque pas de compromettre l'alimentation de la zone humide. Elle recommande d'analyser les moyens de prendre en compte les besoins des plantes messicoles dans les pièces opposables.

Réponse de la collectivité :

- *Concernant la mare / zone humide et la haie composée de trois strates*

Les éléments présentant les enjeux environnementaux potentiels les plus importantes sont localisés au Sud-Ouest du site de projet, de l'autre côté de la route de l'Issanchou. Ils correspondent à une haie à 3 strates et à une mare / zone humide potentielle.
Le zonage retenu permet d'assurer leur préservation dans la mesure où ils sont maintenus en secteur Ap. Par ailleurs, le périmètre du secteur AU1x veille à ne pas dépasser la ligne de crête identifiée sur le secteur. De cette façon, l'accueil d'activités sera contenu au Nord de ladite ligne de crête ce qui, au regard de la topographie du site, permettra d'éviter tout risque de pollution accidentelle de la mare repérée.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP), quant à elle, insiste déjà sur la nécessité de prévoir une gestion qualitative des eaux pluviales. En ce sens, pour le secteur AU1x, elle précise qu'il s'agira « *autant que possible, de privilégier des solutions fondées sur la nature (infiltration, systèmes végétalisés, etc.), en réalisant des systèmes faciles à entretenir et pouvant avoir une double fonctionnalité (ex : jardin de pluie, parking, etc.)*.
Elle précise aussi qu'une attention particulière devra être accordée à l'aménagement de la voie d'accès du futur lotissement résidentiel. La création de cette voie d'accès devra « *veiller à préserver les continuités écologiques : il ne s'agit pas de sanctuariser la nature mais de permettre une libre circulation des espèces. Ainsi, la voie d'accès pourra, par exemple, être complétée par une noue paysagère de rétention des eaux de ruissellement, une voie de circulation douce non perméabilisée, des passages busés sous voirie surdimensionnés pour favoriser la circulation de la petite et moyenne faune, etc.* » Autrement dit, il s'agit, notamment, de ne pas entraver le drainage des eaux de pluie et, donc, de ne pas empêcher leur acheminement en direction de la zone humide le cas échéant.

Il convient également de souligner que la présente déclaration de projet prévoit une importante réduction de la zone à urbaniser à vocation résidentielle (ouverte et fermée) limitant ainsi les incidences potentielles sur l'aire d'alimentation de ladite zone humide.

Par ailleurs, la zone humide est alimentée par des eaux souterraines et non par des eaux de ruissellement.

Toutefois, afin de renforcer encore cette préservation, la Communauté de communes indique que la haie et la mare repérées dans le cadre de l'analyse de terrain seront identifiées au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme avant l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac.
Le règlement écrit du secteur Ap comprend déjà des prescriptions visant à assurer la protection des éléments identifiés au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme et correspondant à des haies. Il sera, en revanche, complété de façon à intégrer des dispositions spécifiques aux zones humides. La mention suivante sera, ainsi, ajoutée avant l'approbation de la présente procédure : « *Concernant les zones humides identifiées sur les documents d'urbanisme, au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme : ne pourront être autorisés que des aménagements ayant pour objectif la découverte pédagogique, touristique ou scientifique. Les remblaiements et les déblaiements sont interdits. Les zones humides doivent être préservées : l'urbanisation sur leur emprise est par principe interdite.* »

Il convient également de souligner que la présente déclaration de projet prévoit une importante réduction de la zone à urbaniser à vocation résidentielle (ouverte et fermée) limitant ainsi les incidences potentielles sur l'aire d'alimentation de ladite zone humide.

- *Concernant les plantes messicoles*

La collectivité n'a pas souhaité intégrer des recommandations spécifiques en termes de fauchage pour les exploitants agricoles voisins (en dehors de la zone constructible) afin de ne pas contraindre leur activité plus que celle des autres exploitants du territoire. Elle rappelle, néanmoins, que l'OAP prévoit un traitement qualitatif des limites agricoles avec la réalisation de plantes composées d'essences locales ce qui favorisera la création d'un espace de transition entre milieu urbain et milieu agricole et donc, autant que possible, la préservation des plantes messicoles voisines.
Elle indique, néanmoins, que l'OAP sera complétée avec les mentions suivantes avant l'approbation de la procédure : « *En cas de maintien de bandes fleuries au sein des zones aménagées, il est recommandé de privilégier l'utilisation d'espèces messicoles. De même, en cas de végétalisation des abords des aménagements collectifs, il est recommandé de privilégier l'utilisation d'un mélange composé d'espèces messicoles d'une part et d'espèces pérennes d'autres part afin de maintenir un couvert végétal pendant la période hivernale.* »

octeha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT

contact@octeha.fr
www.octeha.fr

À Rodez :
31 Avenue de la Gineste
12000 RODEZ
Tel: 05 65 73 65 76

PREFECTURE DE L'AVEYRON

Pays Ségali COMMUNAUTÉ

Pays Ségali Communauté

Boussac

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME
COMMUNE DE BOUSSAC

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU



ELABORATION P.L.U.

Approuvé le :

07 novembre 2008

Modifications - Révisions

Modification simplifiée n°1 approuvée le 05 février 2010

Modification de droit commun n°1 approuvée le 04 juin 2010

Modification de droit commun n°2 approuvée le 05 février 2016

Modification simplifiée n°2 approuvée le 31 octobre 2017

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 approuvée le 24 septembre 2026

VISA

Date :

La Présidente,
CLEMENT Karine

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

1.4

PAYS SÉGALI COMMUNAUTÉ

DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIVE À LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOUSSAC PAR DÉCLARATION DE PROJET

Date de début d'enquête : 18 mai 2026 - Date de fin d'enquête : 19 juin 2026
Dossier tribunal administratif de Toulouse n° E26000026 / 31
Arrêté de la présidente n° 20260402 du 2 avril 2026
Commissaire Enquêteur : Jean-Louis Bastide

RAPPORT – CONCLUSIONS

DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

PARTIE 1/2 - RAPPORT D'ENQUÊTE

Sommaire

1 - Généralités....3
1.1 - Présentation du projet....3
1.2 - Le cadre juridique de l'enquête publique....5
1.2.1 - Textes applicables....5
1.2.2 - Étapes de procédure....5
1.3 - Les pièces du dossier d'enquête....6
2 - Organisation de l'enquête publique....6
2.1 - La mise à l'enquête....6
2.1.1 - La décision de mise à l'enquête....6
2.1.2 - La désignation du commissaire enquêteur....7
2.1.3 - Modalités d'information du public et mesures de publicité....7
2.1.4 - Réunion préalable avec le porteur de projet....8
2.2 - Les modalités pratiques de l'enquête publique....8
2.2.1 - Siège de l'enquête publique....8
2.2.2 - Durée de l'enquête publique....8
2.2.3 - Modalités de consultation des pièces du dossier d'enquête publique....8
2.2.4 - Modalités de participation du public....9
2.2.5 - Les permanences du commissaire enquêteur....9
3 - Déroulement de l'enquête publique....10
3.1 - Déroulement de l'enquête....10
3.1.1 - Permanences réalisées....10
3.1.2 - Réunions publiques éventuelles....10
3.1.3 - Clôture de l'enquête....10
3.1.4 - Climat de l'enquête....11
3.2 - Bilan comptable des observations formulées....12
3.3 - Analyse des avis et observations....12
3.3.1 - Synthèse des avis émis par les PPA....12
3.3.2 - Synthèse des observations formulées par le public....14
3.3.3 - Réponses apportées par le porteur de projet aux avis et observations....15
3.3.4 - Appréciation du commissaire enquêteur....18
4 - Glossaire....20
5 - Sources documentaires....20
6 - Annexes....21

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 - PRÉSENTATION DU PROJET

La communauté de communes Pays Ségali Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) situé dans le département de l'Aveyron. Son siège administratif se trouve à Baraqueville. Elle regroupe aujourd'hui 23 communes rurales organisées autour des pôles de Baraqueville, Naucelle et Cassagnes-Bégonhès.

La communauté de communes est née le 1er janvier 2017 dans le cadre de la réforme territoriale issue de la loi NOTRe. Elle résulte de la fusion :

- de la communauté de communes du Pays Baraquevillois,
- de la communauté de communes du Naucellois,
- et d'une partie de la communauté de communes Viaur Céor Lagast (Calmont, Cassagnes-Bégonhès et Sainte-Juliette-sur-Viaur).

La population de la communauté de communes Pays Ségali Communauté en 2022 s'élève à 18 318 habitants(1) en progression régulière depuis plusieurs années.

La commune de Boussac qui en fait partie a une population de 605 habitants(1) en 2022 également en progression régulière depuis plusieurs années. Elle se situe géographiquement sur ou à proximité immédiate des axe routiers structurants comme la route nationale 88 à vocation autoroutière et la route départementale 911 vers Villefranche de Rouergue.

Le territoire est marqué par :

- une forte ruralité,
- un habitat dispersé,
- un tissu agricole important,
- des centralités locales structurantes (Baraqueville, Naucelle),
- une volonté de préserver les paysages et le patrimoine rural du Ségala.

Depuis sa création, la communauté de communes exerce la compétence « aménagement de l'espace » et porte les documents d'urbanisme à l'échelle intercommunale.

Actuellement, le territoire du Pays Ségali est couvert par plusieurs types de documents d'urbanisme. La situation est héritée des anciennes intercommunalités fusionnées en 2017.

On distingue :

Le secteur du Naucellois qui dispose déjà d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi du Naucellois), applicable sur les communes de Cabanès, Camjac, Castelmary, Centrès, Crespin, Meljac, Naucelle, Quins, Saint-Just-sur-Viaur, Tauriac-de-Naucelle. Ce PLUi constitue déjà un document unique à l'échelle de cet ancien bassin intercommunal.

Certaines communes qui disposent encore de leur propre Plan Local d'Urbanisme communal (PLU), notamment Baraqueville, Cassagnes-Bégonhès, Moyrazès, Boussac, Colombiès, Sainte-Juliette-sur-Viaur, Calmont, Manhac, Sauveterre-de-Rouergue.

Trois communes qui restent couvertes par une carte communale : Camboulazet, Castanet, Gramond.

Et enfin la commune de Pradinas qui ne possède pas de document d'urbanisme propre. Elle est donc soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU).

En perspective et par délibération du 14 novembre 2024, le conseil communautaire de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a officiellement prescrit l'élaboration d'un PLUi couvrant l'ensemble des 23 communes du territoire.

Ce futur document :

- remplacera progressivement les 14 documents d'urbanisme existants,
- harmonisera les règles d'aménagement,
- définira une stratégie territoriale commune,
- intégrera les objectifs de sobriété foncière et de transition écologique issus notamment de la loi Climat et Résilience.

L'entrée en vigueur en est envisagée autour de 2029.

Ce territoire jouit d'un dynamisme certain en raison notamment de son positionnement géographique (entre Rodez et sa zone d'attractivité, Albi et Villefranche de Rouergue), des facilités de desserte, de ses atouts propres (bourgs de services tels que Baraqueville et Naucelle) et d'un tissu économique diversifié et riche. Ce dynamisme se confirme également démographiquement avec une population relativement jeune et en augmentation.

Tout cela a conduit la collectivité à engager une réflexion sur les actions à mettre en œuvre pour confirmer ces dynamiques et répondre aux enjeux qui découlent de cette attractivité.

La communauté de communes Pays Ségali Communauté a établi un inventaire des zones économiques situées sur son territoire laissant apparaître, selon le dossier d'enquête, un taux de vacance des zones d'activités économiques de 2,3 % et fait un constat de « saturation »[(2)].

Aujourd'hui, la communauté de communes Pays Ségali Communauté a souhaité affirmer un pôle économique sur le secteur de la baraque de Cussan et redéfinir le développement de ce secteur ; cela se traduirait par des évolutions du règlement écrit et graphique du PLU qu'il est donc prévu de concrétiser à travers la mise en œuvre de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac prévue aux articles L153-54 et suivants du CU.

1.2 - LE CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1.2.1 - Textes applicables

La présente enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU communal de Boussac est prévue par les articles L 153-54 à L 153-59 du CU et les articles R 153-15 à R 153-17 du même code.

Elle est réalisée conformément aux articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-24 du CE.

1.2.2 - Étapes de procédure

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours pour produire son rapport et formuler ses conclusions sur le projet soumis à enquête (article L123-15 du CE).

Le rapport et les conclusions seront publiés et tenus à la disposition du public selon les modalités définies par l'article R123-11 du même code.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la communauté de communes Pays Ségali Communauté peut, conformément aux dispositions de l'article L153-57 du CU :

- décider la mise en compatibilité du PLU,
- soit l'ajourner.

1.3 - LES PIÈCES DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Le dossier d'enquête publique est constitué des pièces suivantes :

- Pièces administratives :
  - documents administratifs (7 pages)
  - bilan de la concertation (8 pages)
  - avis des PPA (32 pages)
  - procès-verbal de l'examen conjoint (16 pages)
  - mémoire en réponse à l'avis de la MRAe (15 pages)
- Rapport de présentation :
  - rapport de présentation (97 pages)
  - évaluation environnementale (31 pages)
- OAP (14 pages)
- Documents graphiques (3 pages)
- Règlement écrit :
  - règlement écrit (40 pages)
  - annexe réglementaire : préconisations pour les nouvelles plantations (82 pages)

2 - ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1 - LA MISE À L'ENQUÊTE

2.1.1 - La décision de mise à l'enquête

Par délibération en date du 12 juin 2025, le conseil communautaire de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a décidé de prescrire la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Boussac.

Par arrêté n° 20260402 du 2 avril 2026, Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a engagé et défini les modalités de l'enquête publique prévue par l'article L153-19 du CU (annexe 1).

2.1.2 - La désignation du commissaire enquêteur

Faisant suite à la demande de Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté, Madame la présidente du tribunal administratif de Toulouse m'a désigné le 17 mars 2026 (dossier n° E26000026/31) en qualité de commissaire enquêteur pour la présente enquête et Monsieur Jean-Marie Maurel en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

2.1.3 - Modalités d'information du public et mesures de publicité

L'arrêté du 2 avril 2026 prévoit :

- ✔ Qu'un avis sera publié au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les 8 jours en suivant le début dans :
  - Centre Presse,
  - La Dépêche.
- ✔ Qu'un avis sera publié par voie d'affiches au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée au siège de la communauté de communes (bureau de Baraqueville), en mairie de Boussac et sur le lieu concerné par la procédure (baraque de Cussan à Boussac).
- ✔ Que cet avis sera publié sur le site internet hébergeant l'enquête publique (https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac).

Les avis dans la presse ont bien été publiés dans les journaux précités aux dates suivantes :

Journal	Département	1ère parution	2nde parution
Centre Presse	12	27 avril 2026	21 mai 2026
La Dépêche	12	27 avril 2026	21 mai 2026

J'ai constaté préalablement à l'ouverture de l'enquête et durant la durée de celle-ci qu'un avis d'information, conforme à la réglementation, a bien été affiché de façon lisible au siège de la communauté de communes Pays Ségali et sur les panneaux d'affichage réglementaire et de la mairie de Boussac ainsi qu'en différents points de la commune (cf. annexe 2).

J'ai pu enfin constater que l'avis dématérialisé a bien été publié, avant le commencement de l'enquête puis sans discontinuité jusqu'à sa fin, sur le site internet dédié.

2.1.4 - Réunion préalable avec le porteur de projet

Une réunion préalable s'est tenue au siège de la communauté de communes Pays Ségali Communauté à Baraqueville, le 24 mars 2026 à laquelle participaient :

- Madame Karine Clément, présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté,
- Madame Julie Gares, responsable du développement territorial et de l'urbanisme,
- et Madame Marie Schaffener du bureau d'études Oc'teha en charge de l'instruction technique du dossier.

Elle a été l'occasion pour Madame la présidente et pour le bureau d'étude de me présenter les objectifs et le contexte du projet ainsi que de caler ensemble les modalités de l'enquête.

2.2 - LES MODALITÉS PRATIQUES DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.2.1 - Siège de l'enquête publique

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de la commune de Boussac.

2.2.2 - Durée de l'enquête publique

La durée de l'enquête est fixée à 33 jours consécutifs, du 18 mai 2026 à 14 heures au 19 juin 2026 à 12 heures.

2.2.3 - Modalités de consultation des pièces du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête était consultable :

✗ Sous format papier, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.

- ✗ Sous format dématérialisé sur un poste informatique réservé, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.
- ✗ Sous format dématérialisé sur le site internet suivant: https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.
- ✗ Toute personne pouvait également obtenir communication à ses frais du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté du 2 avril 2026.

J'ai pu constater d'une part que le dossier sous format papier était complet et tenu à la disposition du public conformément aux dispositions de l'arrêté du 2 avril 2026, d'autre part que le registre numérique était complet, accessible et était librement consultable durant toute la durée de l'enquête.

2.2.4 - Modalités de participation du public

Le public avait la possibilité de présenter ses observations, propositions ou appréciations selon les modalités suivantes :

- ✗ par écrit sur le registre d'enquête publique mis à sa disposition au siège de l'enquête,
- ✗ par courrier postal adressé au commissaire enquêteur, mairie de Boussac, 44 rue de la mairie, 12160 Boussac,
- ✗ par courrier électronique envoyé à l'adresse : mise-en-compatibilité-PLU-Boussac@mail.registre-numerique.fr,
- ✗ sur le registre numérique dédié à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.

2.2.5 - Les permanences du commissaire enquêteur

L'arrêté du 2 avril 2026 a prévu la tenue des 3 permanences suivantes pour permettre au public d'échanger avec le commissaire enquêteur et de présenter ses observations, propositions et/ou contre propositions :

- le lundi 18 mai 2026 de 14 heures à 17 heures à la mairie de Boussac,
- le samedi 6 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac,
- le vendredi 19 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac.

3 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

3.1 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1.1 - Permanences réalisées

J'ai bien pu tenir les 3 permanences prévues.

Celles-ci se sont passées dans des conditions matérielles permettant au public de consulter le dossier, de formuler ses observations éventuelles librement et en toute confidentialité. J'ai pu constater lors de ces permanences que le dossier d'enquête était complet, comportait toutes les pièces constitutives listées au titre 1.3 et était bien tenu à la disposition du public.

Le tableau ci-dessous totalise le nombre de personnes reçues durant les permanences effectuées.

	Permanences			Total
	18/05/2026	06/06/2026	19/06/2026	
Commune de Boussac	1	4	2	7

3.1.2 - Réunions publiques éventuelles

Aucune réunion publique n'a été organisée.

3.1.3 - Clôture de l'enquête

L'enquête publique a été clôturée le 19 juin 2026 à 12 heures.

Ainsi que nous en étions convenus avec Mesdames Karine Clément et Julie Gares, j'ai adressé le procès-verbal de synthèse des observations formulées par le public, par courriel, à Madame la présidente ainsi qu'au bureau d'études Oc'Téha, le 19 juin 2026. Le procès-verbal a bien été reçu par le bureau d'études le 22 juin 2026 (cf. annexe 3).

Le procès-verbal de synthèse des observations formulées par le public ainsi que les observations en réponse apportées par le responsable du projet aux différentes observations présentées par le public sont jointes au présent rapport d'enquête (cf. annexe 4).

Celles-ci m'ont été adressées par courriel en date du 3 juillet 2026 (cf. annexe 3).

3.1.4 - Climat de l'enquête

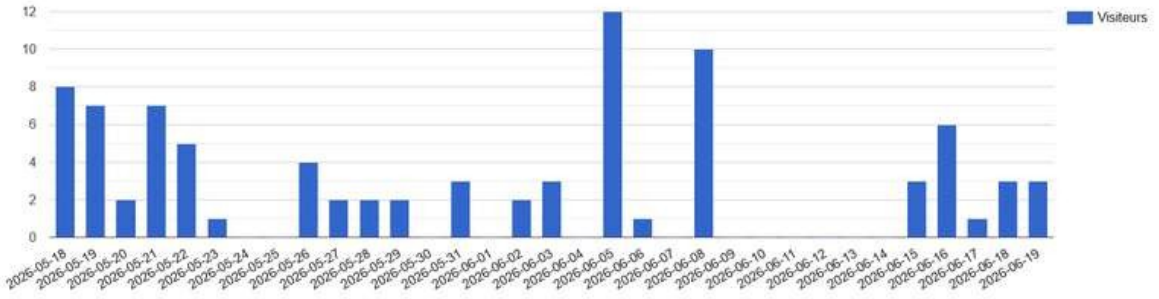
L'enquête s'est déroulée dans un bon climat général que j'ai pu ressentir que ce soit à travers les observations reçues par voie dématérialisée ou que ce soit durant les permanences réalisées.

Les conditions matérielles étaient réunies pour permettre au public d'avoir l'information, de participer et de s'exprimer librement.

Il convient de noter cependant que la présente enquête publique s'est tenue alors même que la communauté de communes Pays Ségali Communauté a engagé la procédure de concertation menée auprès du public pour l'élaboration du futur PLUi.

Il en est résulté dans l'esprit de certaines personnes qui se sont présentées, une confusion entre les deux procédures.

Ainsi, j'ai été amené à recevoir des personnes qui n'étaient ni concernées, ni intéressées par l'enquête concernant le projet de la baraque de Cussan et j'ai pu constater qu'il semblait en être de même des consultations du registre dématérialisé détaillées ci-dessous.



Si cette concomitance de procédures a pu entraîner une certaine confusion dans l'esprit du public, je ne considère pas qu'elle ait posé un véritable problème dans le cadre de la présente enquête dans la mesure où j'ai aiguillé les personnes concernées vers les supports de la concertation du PLUi leur permettant ainsi de s'exprimer si elles le souhaitaient.

3.2 - BILAN COMPTABLE DES OBSERVATIONS FORMULÉES

Le tableau ci-dessous recense le nombre d'observations et contributions formulées par le public durant l'enquête publique.

	Nombre d'observations				Total
	portées sur le registre papier[(1)]	Déposées sur le registre numérique	reçues par courrier postal	reçues par courrier électronique	
communauté de communes Pays Ségali Communauté	1	1	0	0	2

(1) Observations portées sur le registre + courriers annexés au registre

3.3 - ANALYSE DES AVIS ET OBSERVATIONS

3.3.1 - Synthèse des avis émis par les PPA

Le tableau ci-dessous synthétise les avis émis par les PPA sur le projet soumis à enquête publique :

PPA	Date de l'avis	Sens de l'avis
MRAe Occitanie	27/02/2026	Nécessité de poursuivre la déclinaison de la démarche « éviter, réduire, compenser » les enjeux pour la MRAe sont : * la maîtrise de la consommation d'espaces sans qu'aient été réellement étudiées les possibilités de substitution du projet, de densification et de zéro artificialisation nette sur l'échelle du territoire intercommunal ; elle recommande à la collectivité de « décliner » dans son projet de révision les « objectifs supra-territoriaux » relatifs à la diminution de la consommation d'espace, * la préservation des milieux naturels et paysagers à travers la préservation des éléments de nature à enjeux identifiés que ce soit la zone humide ou la présences de plantes messicoles. Avis réservé sur le projet proposé.
CDPENAF	15/01/2026	Avis favorable sur la déclaration de projet.

PPA	Date de l'avis	Sens de l'avis
Chambre d'agriculture de l'Aveyron	08/01/2026	Avis favorable au regard du peu d'incidence sur l'activité agricole.
Institut national de l'origine et de la qualité	23/12/2025	Pas de remarque à formuler car le projet n'a pas d'incidence directe sur les appellations d'origine protégée et IGP concernées.
Centre national de la propriété forestière	19/01/2026	N'émettra pas d'avis.
Réseau de transport d'électricité (RTE)	16/12/2025	Pas d'ouvrage RTE sur l'emprise du projet mais RTE demande de précisions administratives.
Service départemental d'incendie et de secours de l'Aveyron	11/12/2025	Demande de faire référence au guide départemental de définition et de normalisation des équipements de défense de la forêt contre l'incendie Attire l'attention sur la faiblesse de certains points d'eau existants et sur la nécessité de mettre en place une approche globale de la couverture du risque incendie. Rappelle les règles d'accessibilité des véhicules de secours. Demande que pour les projets particuliers (urbanisation de nouvelles zones ou implantation d'industries) une étude précise soit menée avec leurs services.
Chambre de commerce et d'industrie de l'Aveyron	18/12/2025	Avis favorable au projet.
Département de l'Aveyron	30/01/2026	N'autorise qu'un seul accès au droit de la RD 911 (desserte de la zone AU1X) dont l'avant-projet doit faire l'objet d'une validation préalable. Pas d'accès supplémentaire aux zones U et AU. Demande que le carrefour d'accès à Courbenac soit neutralisé et renvoyé sur la nouvelle voie à créer. Demande qu'un emplacement réservé soit créé au droit du nouvel accès sur la RD 911 pour permettre la création d'une voie d'évitement. Demande que les services de la région Occitanie soient saisis afin d'étudier le repositionnement des arrêts de bus présents sur le secteur et améliorer leur mise en sécurité.
Pôle d'équilibre territorial et rural centre ouest Aveyron	27/01/2026	Avis favorable assorti notamment : - d'une observation : * veiller à ce que les éventuelles futures procédures et projets en lien avec les espaces activités économiques qui pourraient être engagés avant l'arrêt du projet de PLUi soient en cohérence avec les objectifs de limitation d'espace, - de remarques : * recommandation de priorisation et de temporalisation des ouvertures à l'urbanisation à vocation résidentielle ; * recommandation d'être attentif à la qualité des futurs secteurs d'habitation ; * souhait d'une définition plus aboutie de la stratégie intercommunale économique pour préciser le rôle de cet espace économique qui pourrait être stratégique sans pour autant y développer de foncier supplémentaire.

3.3.2 - Synthèse des observations formulées par le public

► Observations émises au titre de la concertation préalable

Tel que cela ressort du dossier d'enquête publique, la concertation préalable a donné lieu à une information du public à travers une diffusion dans la presse locale, la mise à disposition d'un registre de concertation en mairie et au siège de la communauté de communes Pays Ségali Communauté (bureau de Baraqueville) et enfin la diffusion sur le site internet de la commune de Boussac.

Parallèlement, la collectivité avait engagé une procédure de concertation relative à l'élaboration du futur PLUi

Il semble, ainsi que le reconnaît la collectivité dans le bilan de la concertation, que cette situation a pu entraîner une certaine confusion auprès du public.

Il apparaît qu'à l'issue de la concertation 9 demandes concernant la commune de Boussac auraient été formulées parmi lesquelles 1 concernerait le secteur de la baraque de Cussan et selon le bilan dressé par la collectivité, cette observation « apporterait son soutien à l'objectif poursuivi par la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac (à savoir permettre un développement économique et résidentiel maîtrisé et stratégique sur le secteur de la baraque de Cussan) ».

► Observations émises par le public durant l'enquête

Le tableau ci-dessous détaille les différentes observations reçues selon le support de communication.

Modalité[(1)]	Auteur	Nature
R	Madame Colette Bouyssi	Souhaite que la parcelle n°E938 lui appartenant et située baraque de Cussan demeure constructible.
R	Monsieur Jean Pouget	S'interroge sur la perspective d'une zone d'activité économique située baraque de Cussan en raison : * de la méthode en contradiction avec les évolutions des approches juridiques de l'urbanisation (Lois Grenelle, loi ALUR, loi climat et résilience), * du positionnement du projet à l'écart des bourgs et en zone agricole, * du calendrier conduisant à créer une situation de fait pouvant aller à l'encontre des réflexions et orientations du PLUi

(1) R = observation portée sur le registre papier ou dématérialisé, CP = courrier postal, CE = courrier électronique.

Ces observations sont reprises dans leur intégralité dans le procès-verbal de synthèse des observations émises par le public joint au présent rapport (annexe 4).

3.3.3 - Réponses apportées par le porteur de projet aux avis et observations

La communauté de communes Pays Ségali Communauté a apporté un certain nombre de réponse et de commentaires aux avis émis par les PPA lors de l'examen conjoint du 9 février 2026 dont le procès-verbal fait partie du dossier d'enquête et dans le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale.

Celles-ci sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

PPA concernée	Réponse du porteur de projet
CCI de l'Aveyron	Le rapport de présentation sera modifié pour nuancer les chiffres liés au poids de l'industrie.
Département de l'Aveyron	L'OAP intègre la demande de limitation des accès et un emplacement réservé sera mis en place sur une partie de la parcelle n°A452 afin de permettre la création d'une voie d'évitement. La collectivité s'engage à interroger la région Occitanie sur la question du positionnement des arrêts de bus.
PETR Centre Ouest Aveyron	La collectivité répond à la remarque concernant la limitation des commerces alimentaires en expliquant qu'elle ne souhaite pas bloquer les entreprises dans une activité annexe de type commercial. Elle précise également que s'agissant de la haie traversière du secteur AU1x n'a pas été identifiée comme ayant un enjeu particulier et qu'elle souhaite conserver une souplesse dans l'aménagement de ce secteur. S'agissant de la cohérence avec les objectifs de limitation de la consommation d'espace, la collectivité précise qu'il s'agit d'une première étape dans la réflexion menée à l'échelle communautaire et que la procédure engagée s'inscrit dans une réflexion menée à une échelle plus large. Elle précise également que l'élaboration du PLUi permettre d'affiner la méthodologie globale en terme de consommation d'espace. Concernant l'observation sur la priorisation et la temporalisation des ouvertures à l'urbanisation à vocation résidentielle, la collectivité rappelle que ce secteur est « stratégique » à l'échelle communale au titre du PADD du PLU mais qu'il y a quand même une réduction des espaces

PPA concernée	Réponse du porteur de projet
	libres à vocation résidentielle. S'agissant de la qualité des futurs secteurs d'habitation, la collectivité précise que l'OAP tient compte le plus possible de l'avis de l'architecte-paysagiste conseil de l'État et que sur le secteur AU1 le nombre de logements sera limité à 10 permettant ainsi de mieux prendre en compte la topographie des lieux.
État : service biodiversité, eaux et forêts	A la nécessité de suivre les préconisations de l'évaluation environnementale, la collectivité répond que les préconisations ont été prises en compte autant que possible. La collectivité précise que le secteur de la baraque de Cussan est situé en zone d'assainissement collectif et que la station d'épuration va faire l'objet d'un doublement de sa capacité.
État : Agence régionale de la santé	La collectivité précise que les dispositions générales du rapport de présentation seront complétées par un paragraphe dédié au risque Radon.
Service départemental d'incendie et de secours de l'Aveyron	La collectivité précise qu'elle dispose d'un point d'eau incendie sur la baraque de Cussan et que la défense incendie à une échelle plus globale sera prise en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi.
RTE	La collectivité précise que ces remarques seront prises en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi car elles n'entrent pas dans le champ de la présente procédure.
MRAe	* Sur la question de l'étude de scénarios de substitution : La collectivité rappelle que ce secteur est individualisé au PLU comme un espace stratégique de développement économique ; le projet s'inscrit également dans la réflexion intercommunale hiérarchisant les secteurs de développement économique et notamment la baraque de Cussan à vocation « locale ». * Sur la question de l'incidence du projet sur les consommations énergétiques et des gaz à effet de serre : La collectivité précise que l'intercommunalité correspond à un territoire relativement rural au sein duquel les déplacements motorisés sont indispensables et que ce projet porte sur la révision du développement d'un secteur déjà individualisé. Elle rappelle également que l'OAP prévoit des dispositions allant dans le sens de la réduction des gaz à effet de serre comme la création d'une liaison douce au sein du secteur concerné. * Sur la question de la poursuite de la séquence « éviter, réduire, compenser » : La collectivité rappelle le caractère très limité de la présente mise en compatibilité et précise que l'analyse « fine » sera faite dans le cadre de l'élaboration du PLUi ; elle précise que

PPA concernée	Réponse du porteur de projet
	les capacités de densification des zones actuelles ne permettent pas de répondre aux besoins économiques, que la modification simplifiée du SCOT prescrite en mars 2026 pour le mettre en compatibilité avec les objectifs de réduction de consommation et d'artificialisation des sols définis par le SRADDET adopté en 2025 sera prise en compte dans l'enveloppe globale de la communauté de communes Pays Ségali Communauté en terme de consommation d'ENAF. La collectivité précise que la mise en compatibilité traduit une volonté de sobriété foncière dans la mesure où il y a une réduction des surfaces affectées à la vocation résidentielle (-7,83 ha) au profit de la vocation économique (+1,41 ha) et de la vocation agricole ((+6,42 ha). * Sur la question de la préservation des milieux naturels : La collectivité précise que l'aménagement futur de la zone préserve les éléments présentant les enjeux environnementaux principaux (zone humide et haie) à travers le positionnement des constructions, la prise en compte d'une gestion « qualitative » des eaux pluviales et que cette zone humide et la haie seront identifiées au titre de l'article L151-23 du CU et dans le règlement écrit du secteur Ap. Elle s'engage également à compléter l'OAP pour développer l'usage de plantes messicoles dans les bandes fleuries.

Concernant les observations formulées par le public durant l'enquête publique, la communauté de communes Pays Ségali Communauté a apporté les précisions suivantes :

Auteurs	Réponse du porteur de projet
Monsieur Higonenc, Monsieur Christian Henry, Monsieur Michel Gayrard.	Observations n'entrant pas dans le cadre de la présente enquête publique, à aborder dans le cadre de l'élaboration du PLUi.
Madame Annick Regourd et Monsieur Eric Regourd	La collectivité veillera à ce que ses besoins fonciers pour la réalisation de la voie de desserte du secteur à vocation résidentielle soient appréciés au plus juste ; la représentation graphique sur la parcelle E830, traduit la volonté de la collectivité de préserver les conditions de réalisation de cette voie dont les caractéristiques précises dépendront des études techniques.
Madame Colette Bouyssi	Le classement en zone Ap de la portion de parcelle E938 actuellement classée AU2 répond à l'objectif de modération de la consommation d'espaces ; les espaces maintenus en développement résidentiel ont été recentrés en continuité du tissu bâti existant.
Monsieur Jean Pouget	* Sur l'ancienneté du PLU, les évolutions du cadre réglementaire

Auteurs	Réponse du porteur de projet
	et l'articulation de la procédure avec l'élaboration du PLUi : Le PLU adopté en 2008 identifiait déjà ce secteur comme un espace destiné à accueillir du développement économique ; l'évolution apportée vise à s'inscrire dans la démarche de sobriété foncière en réduisant le potentiel constructible mais sans ignorer la position stratégique de ce secteur dans l'armature urbaine de la commune. La collectivité ne souhaite pas suspendre sa capacité à répondre aux besoins d'installation dans l'attente de l'approbation du PLUi dont la procédure s'inscrit dans un calendrier pluri-anuel. * Sur la justification du besoin économique : La collectivité rappelle le besoin local en matière de disponibilité foncière pour l'accueil d'entreprises et précise que le calendrier d'élaboration du PLUi entre en contradiction avec les besoins exprimés par un certain nombre d'entreprises. * Sur la localisation du projet : La baraque de Cussan est identifiée depuis longtemps en raison de sa desserte routière (route départementale n° 911, route nationale n° 88 ; elle bénéficie de disponibilité foncières sans contraintes techniques importantes. * Sur les questions de mobilité et de développement durable : La collectivité explique que la création d'une liaison douce entre les différents secteurs du projet constitue un élément visant à favoriser les déplacements au même titre que la desserte par bus favorisant l'intermodalité qui demeure limitée dans un contexte rural. * Sur l'intégration paysagère : La collectivité précise que l'intégration paysagère est pleinement identifiée dans le dossier et qu'un certain nombre de mesures ont été arrêtées dans le règlement écrit (limitation de hauteur en zone AU1X, palettes de couleurs) et dans l'OAP (maillage bocager, création d'une bande végétalisée le long de la route départementale, implantation des construction dans la pente).

3.3.4 - Appréciation du commissaire enquêteur

Le dossier soumis à enquête publique concerne une mise en compatibilité du PLU de Boussac par une déclaration de projet concernant le développement d'un secteur géographique très restreint à la « baraque de Cussan ».

Il s'agit de confirmer le rôle économique de ce secteur, identifié dans les documents d'urbanisme comme support de développement économique, en permettant l'accueil de nouvelles entreprises et de permettre un développement résidentiel limité.

Si les différents avis émis sur ce projet que ce soit par les PPA ou le public sont globalement favorables au projet moyennant certaines adaptations ou précisions techniques, j'ai noté que sont remontées des observations ou interrogations qu'il convient de prendre en compte, qui rejoignent mes interrogations et constatations à l'analyse du dossier et qui impactent l'avis que je suis amené à formuler.

J'ai essayé dans le tableau ci-dessous d'en préciser l'importance à mes yeux en les classant par thématiques.

Thématique	Teneur générale	Importance
Articulation du projet avec l'élaboration du PLUi	La question est d'estimer l'impact de la mise en œuvre de la présente procédure au regard de l'élaboration du PLUi qui a commencé.	Modérée
Intérêt général	En quoi ce projet est d'intérêt général et implique la mise en compatibilité du PLU.	Forte
Prise en compte de la réglementation en matière d'urbanisme	Comment le projet s'inscrit ou non dans les démarches de « zéro artificialisation nette » et d'« évitement, de réduction ou de compensation » de ses impacts environnementaux.	Forte
Sécurité routière	Le secteur concerné débouche directement sur une route départementale importante et tout développement doit être anticipé pour préserver la sécurité des usagers.	Forte

Mes conclusions et avis concernant une mise en comptabilité du PLU de Boussac par déclaration de projet, objet de la présente enquête font l'objet d'une partie 2, dissociée physiquement du présent rapport.

Le présent rapport est établi en 2 exemplaires originaux, l'un à destination de la communauté de communes Pays Ségali Communauté en sa qualité d'autorité organisatrice, l'autre à destination du tribunal administratif de Toulouse.

A Rodez, le 17 juillet 2026
Le commissaire enquêteur



Jean-Louis Bastide

4 - GLOSSAIRE

AOP = appellation d'origine contrôlée.
CDPENAF = commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.
CE = code de l'environnement.
CU = code de l'urbanisme.
DDT = direction départementale des territoires.
ENAF = espaces naturels agricoles et forestiers.
IGP = Indication Géographique Protégée.
MRAe = mission régionale d'autorité environnementale.
OAP = orientations d'aménagement et de programmation.
PAC = politique agricole commune.
PADD = projet d'aménagement et de développement durables.
PETR = pôle d'équilibre territorial et rural.
PLU = plan local d'urbanisme.
PLUi = plan local d'urbanisme intercommunal.
PPA = personnes publiques associées.
SCOT = schéma de cohérence territoriale.
SRADDET= schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

5 - SOURCES DOCUMENTAIRES

(1) Dossiers complet INSEE 2026 de la commune de Boussac et de la communauté de communes.

(2) Rapport de présentation du dossier d'enquête (page 16).

6 - ANNEXES

Annexe 1 : arrêté n° 20260402 du 2 avril 2026

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260402-Arr20260402-AR
Reçu le 03/04/2026

République Française – Département de l'Aveyron

Pays Ségali Communauté

ARRÊTÉ DE LA PRESIDENTE N°20260402

OBJET : Prescription de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac

La Présidente de PAYS SEGALI COMMUNAUTE,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-19 et L.153-20 ; L153-54 et suivants ; R153-15 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants ;

Vu le décret n°2011-2018 du 29 septembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu l'arrêté du 09 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance du 26 janvier 2017, relative à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°12-2026-11-02-004 du 2 novembre 2016 portant création de la Communauté de Communes Pays Ségali à compter du 1er janvier 2017, portant mention de la compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 07 novembre 2008 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 04 juin 2010 approuvant la modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260402-Arr20260402-AR
Reçu le 03/04/2026

Vu la délibération du Conseil municipal de Boussac en date du 05 février 2016 approuvant la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu la délibération du Conseil communautaire Pays Ségali en date du 31 octobre 2017 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu la délibération n°20250612-36 du 12 juin 2025 du Conseil communautaire Pays Ségali ayant prescrit la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu la délibération n°20251104-08 du 04 novembre 2025 du Conseil communautaire Pays Ségali ayant tiré le bilan de la concertation réalisée dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Boussac ;

Vu les pièces du dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac, soumis à l'enquête publique, dont les avis émis par les personnes publiques associées consultées (y compris l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et le mémoire y répondant) et le procès-verbal de l'examen conjoint organisé le 09 février 2026 ;

Vu la décision du 17 mars 2026, n°E26000026/31, du Tribunal administratif de Toulouse désignant Monsieur Jean-Louis BASTIDE, retraité de la fonction publique territoriale, en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Jean-Marie MAUREL, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Il sera procédé à une enquête publique pour le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Boussac, pour une durée de 33 jours consécutifs, du lundi 18 mai 2026 à 14h00 au vendredi 19 juin 2026 à 12h00.

Dès le lancement, les élus de la Communauté de communes ont précisé les objectifs poursuivis et l'objet de la procédure. Il s'agit d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global de ce secteur.

L'ensemble des informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, dont l'avis émis par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE), ainsi que le mémoire y répondant, est joint au dossier et peut donc être consulté dans les mêmes conditions.

ARTICLE 2 –
Ont été désigné par la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse : Monsieur Jean-Louis BASTIDE, retraité de la fonction publique territoriale, en qualité de commissaire enquêteur et Monsieur Jean-Marie MAUREL, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260402-Arr20260402-AR
Reçu le 03/04/2026

ARTICLE 3 –

Conformément à l'article R123-8 du Code de l'environnement, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac comprend, notamment, les pièces suivantes :

- Le rapport sur les incidences environnementales,
- Un résumé non technique précisant les coordonnées du responsable du projet, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet soumis à enquête a été retenu ; la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation,
- Les avis émis sur le projet de plan local d'urbanisme modifié, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale.

Il intègre également un bilan de la concertation et le procès-verbal de l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées.

Le siège de l'enquête publique est établi à la mairie de Boussac (44 rue de la Mairie, 12160 BOUSSAC – 05 65 69 02 63) :

- Lundi : 14h00 à 17h00
- Mardi, jeudi et vendredi : 08h00 à 12h30
- Samedi : 09h00 à 12h30.

Le registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ainsi que le dossier d'enquête publique au format papier seront déposés et consultables au siège de l'enquête publique (Mairie de Boussac), aux jours et horaires habituel d'ouverture, du lundi 18 mai 2026 à 14h00 au vendredi 19 juin 2026 à 12h00.

Le dossier d'enquête publique pourra également y être consulté sur un poste informatique réservé à cet effet, aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant toute la période de l'enquête.

Le dossier d'enquête publique est aussi consultable, pendant toute la durée de l'enquête publique, sur le site internet suivant : **https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions :

- Soit, sur le registre d'enquête disponible en mairie de Boussac ;
- Soit les adresser au commissaire enquêteur par écrit au siège de l'enquête publique : Mairie de Boussac – 44 rue de la Mairie, 12160 BOUSSAC ;
- Soit les adresser au commissaire enquêteur par courrier électronique, à l'adresse suivante : **mise-en-compatibilite-PLU-Boussac@mail.registre-numerique.fr**
- Soit sur le registre numérique, à l'adresse suivante : **https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**

Toutes les observations seront publiées et consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet : **https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260402-Arr20260402-AR
Reçu le 03/04/2026

ARTICLE 7 -
A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur.
Le commissaire enquêteur dresse, dans les 8 jours après la clôture de l'enquête, le procès-verbal de synthèse des observations du public qu'il remet au Président(e) de Pays Ségali Communauté. Celui-ci dispose de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 8 -
Le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre son rapport et ses conclusions motivées au Président(e) de Pays Ségali Communauté. Il adressera également une copie de son rapport et de ses conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse.
Simultanément, Pays Ségali Communauté fera parvenir une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la Préfète du département de l'Aveyron.

Si ce délai de 30 jours ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du commissaire enquêteur, par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées seront rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet suivant : **https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**
et sur support papier au siège de l'enquête publique (Mairie de Boussac), durant un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 9 -
Après l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié, sera approuvé par le conseil communautaire.

ARTICLE 10 -
Les informations relatives à l'enquête publique pourront être consultées sur le site internet suivant : **https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**

ARTICLE 11 -
Le Préfet(e), le Président(e) de Pays Ségali Communauté et le Commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Baraqueville, le 02 avril 2026.
La Présidente,
Karine CLEMENT



5

Accusé de réception en préfecture
012-200068831-20260402-Arr20260402-AR
Reçu le 03/04/2026

Pour être recevables, toutes les observations, propositions et contre-propositions, quel que soit le support utilisé, devront être déposées avant la clôture de l'enquête publique, le vendredi 19 juin 2026 à 12h00, dernier délai.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 4 -
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations, propositions et contre-propositions écrites et orales, à la mairie de Boussac (44 rue de la Mairie, 12160 BOUSSAC) :

- Le lundi 18 mai 2026 de 14h00 à 17h00,
- Le samedi 06 juin 2026 de 09h00 à 12h00,
- Le vendredi 19 juin 2026 de 09h00 à 12h00.

ARTICLE 5 -
Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

Les observations du public sont consultables et communicables gratuitement à toute personne qui souhaite en prendre connaissance. Cependant, toute demande de copie est aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Des informations sur le projet soumis à enquête publique peuvent être demandées auprès du Président(e) de Pays Ségali Communauté, responsable du projet.

ARTICLE 6 -
Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans les deux journaux ci-après (*deux journaux habilités diffusés dans le département*) :

- Centre Presse
- La Dépêche

Cet avis sera affiché, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, au siège de la Communauté de communes (Bureau de Baraqueville), en mairie de Boussac, ainsi que sur le lieu concerné par la présente procédure (Baraque de Cussan à Boussac). Ces publicités seront certifiées par le Président(e) de Pays Ségali Communauté et par le Maire de la commune de Boussac pour leurs affichages respectifs.

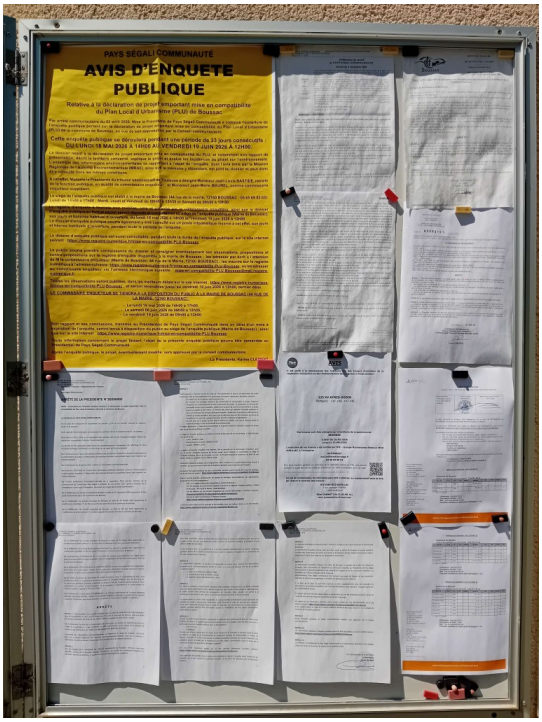
Cet avis sera également publié sur le site internet hébergeant l'enquête publique (**https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac**).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

Annexe 2 : Affichages de terrain



Siège de la communauté de communes



Mairie de Boussac





Affichages sur site

Annexe 3 : Justificatifs de la réception du PV de synthèse des observations du public et du mémoire en réponse de la collectivité

Mail Orange Reponse automatique _ PV de synthese des observations... https://mail02.orange.fr/appsuite/apps/fr.in8/print/print.html?print_17

Julie GARES 19/06/26 16:47

Réponse automatique : PV de synthese des observations, PLU Boussac

à : Jean Louis BASTIDE

Bonjour,

Je vous informe que je suis absente du vendredi 19 au lundi 29 juin 2026 inclus.
Je prendrai connaissance de votre message à mon retour.
Pour toute urgence, veuillez contacter l'accueil de Pays Ségali Communauté au 05 65 69 27 43 ou par mail : accueil@payssegali.fr

Respectueusement,
Julie GARES

Mail Orange RE_ PV de synthese des observations, PLU Boussac Imp... https://mail02.orange.fr/appsuite/apps/fr.in8/print/print.html?print_17..

Marie Schaffener 22/06/26 09:37

RE: PV de synthese des observations, PLU Boussac

à : Jean Louis BASTIDE
cc : Julie GARES

Bonjour Monsieur,
Je vous confirme avoir bien reçu votre procès-verbal de synthèse des observations émises dans le cadre de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac.
Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous le transmettre en version modifiable afin que nous puissions intégrer directement les réponses de la collectivité dans le document ? À défaut, préférez-vous que nous vous adressions ces réponses dans un document distinct ?
Je vous remercie par avance de votre retour.
Je vous souhaite une excellente journée.
Bien cordialement,

oc'teha
TERRITOIRES - HABITAT - AMÉNAGEMENT
HATÉO RÉSEAU | OC'TÉHA est membre du réseau HATÉO www.hateo.fr
www.octeha.fr

Marie SCHAFFENER
Chargée d'études en urbanisme

06 74 31 21 07
mschaffener@octeha.fr
www.octeha.fr

Julie GARES 03/07/26 08:38

RE: PV de synthese des observations, PLU Boussac

à : Jean Louis BASTIDE, marie schaffener
cc : Marie Schaffener, MAIRE CALMONT, Karine CLEMENT, Mairie Boussac, Philippe LELIEVRE

Bonjour Monsieur BASTIDE,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la réponse de Pays Ségali Communauté au PV dressé dans le cadre de l'enquête publique du PLU de Boussac. Je vous remercie de bien vouloir me confirmer sa bonne réception.

Aussi, pourriez-vous, s'il-vous-plaît, me préciser comment vous souhaitez procéder pour la remise du rapport et de vos conclusions ? Souhaitez-vous une remise en main-propre ou un envoi postal ? Dans le cas d'une remise en main-propre, pourriez-vous m'indiquer vos disponibilités ?

En vous remerciant par avance et en restant à disposition.

Respectueusement,
Julie GARES
Responsable du développement territorial et de l'urbanisme
Pays Ségali Communauté
Tél : 05.81.63.06.79 / 06.25.45.32.85

Pays Ségali
COMMUNAUTÉ

Annexe 4 : Procès-verbal de synthèse des observations du public et mémoire en réponse de la communauté de communes Pays Ségali Communauté

PAYS SÉGALI COMMUNAUTÉ

DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIVE À LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOUSSAC

Date de début d'enquête : 18 mai 2026 - Date de fin d'enquête : 19 juin 2026
Dossier TA de Toulouse n° E26000026 / 31
Arrêté de la présidente n° 20260402 du 2 avril 2026

PROCÈS-VERBAL

DE

SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS

FORMULÉES DURANT L'ENQUÊTE

Table des matières

1 - Modalités de l'enquête....2
1.1 - Dispositions générales....2
1.2 - Climat de l'enquête....3
2 - Bilan général de l'enquête....4
2.1.1 - Bilan comptable général des observations et contributions formulées....4
2.1.2 - Analyse des observations et contributions....4
3 - Remise du procès-verbal de synthèse....6
4 - Glossaire des abréviations utilisées....7
5 - Annexes....8

1 - MODALITÉS DE L'ENQUÊTE

1.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Par délibération en date du 12 juin 2025, le conseil communautaire de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a décidé de prescrire la procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU de Boussac.

Puis, par arrêté en date du 2 avril 2026, Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali communauté a engagé la procédure d'enquête publique et en a défini les modalités rappelées brièvement ci-dessous :

Durée de l'enquête : du 18 mai 2026 à 14 heures au 19 juin 2026 à 12 heures.

Modalités de consultation du dossier :

- ✗ Sous format papier, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.
- ✗ Sous format dématérialisé sur un poste informatique réservé, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.

- ✗ Sous format dématérialisé sur le site internet suivant: https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.
- ✗ Toute personne pouvait également obtenir communication à ses frais du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté du 2 avril 2026.

Modalités de participation du public :

Le public avait la possibilité de présenter ses observations, propositions ou appréciations selon les modalités suivantes :

- ✗ par écrit sur le registre d'enquête publique mis à sa disposition au siège de l'enquête,
- ✗ par courrier postal adressé au commissaire enquêteur, mairie de Boussac, 44 rue de la mairie, 12160 Boussac,
- ✗ par courrier électronique envoyé à l'adresse : mise-en-compatibilité-PLU-Boussac@mail.registre-numerique.fr,
- ✗ sur le registre numérique dédié à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.

Permanences du commissaire enquêteur :

L'arrêté du 2 avril 2026 a prévu la tenue des 3 permanences suivantes pour permettre au public d'échanger avec le CE et de présenter ses observations, propositions et/ou contre propositions :

- le lundi 18 mai 2026 de 14 heures à 17 heures à la mairie de Boussac,
- le samedi 6 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac,
- le vendredi 19 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac.

1.2 - CLIMAT DE L'ENQUÊTE

L'enquête s'est déroulée dans un bon climat général que j'ai pu ressentir que ce soit à travers les observations reçues par voie dématérialisée ou que ce soit durant les permanences réalisées.

Les conditions matérielles étaient réunies pour permettre au public d'avoir l'information, de participer et de s'exprimer librement même si j'ai pu relever que l'articulation de la présente procédure avec la procédure d'élaboration du PLUi peut être source de confusion pour le public.

Le tableau ci-dessous totalise le nombre de personnes reçues durant les permanences effectuées.

Permanences			Total
18/05/2026	06/06/2026	19/06/2026	
1	4	2	7

2 - BILAN GÉNÉRAL DE L'ENQUÊTE

2.1.1 - Bilan comptable général des observations et contributions formulées

Le tableau ci-dessous recense le nombre d'observations et contributions formulées par le public durant l'enquête publique.

	Nombre d'observations				Total
	portées sur le registre papier[(1)]	Déposées sur le registre numérique	reçues par courrier postal	reçues par courrier électronique	
communauté de communes Pays Ségali Communauté	1	1	0	0	2

(1) Observations portées sur le re(1) Observations portées sur le registre + courriers annexés au registre + observations orales recueillies en permanences.

2.1.2 - Analyse des observations et contributions

► Observations orales formulées lors des permanences effectuées

Monsieur Higonenc domicilié à Membre et propriétaire de la parcelle n° E1022 est venu consulter, le 18 mai 2026, le dossier et m'a fait part de sa demande qui ne concerne pas la présente enquête ; il souhaite en effet que la parcelle précitée puisse devenir constructible. Cette demande n'a donné lieu à aucune observation ou contribution ; le pétitionnaire ne s'est pas opposé à ce que sa visite soit évoquée.

Commentaire du CE : Il ne m'appartient pas de formuler des observations sur cette demande qui ne relève pas de la présente enquête ; j'ai précisé au pétitionnaire qu'il lui revient s'il le souhaite de faire remonter cette demande auprès de Madame le maire de Boussac et de Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Madame Colette Bouyssi et sa fille se sont présentées le 6 juin 2026 pour évoquer le retrait de la constructibilité partielle de la parcelle E938 située baraque de Cussan. Cette question a fait l'objet d'une observation déposée sur le registre papier mis à disposition à la mairie de Boussac.

Madame Annick Regourd et Monsieur Eric Regourd, membres de l'indivision Regourd, se sont présentés le 6 juin 2026 pour consulter le dossier d'enquête. Leur interrogation porte sur la largeur de l'acquisition foncière prévue sur la parcelle E830 destinée à permettre l'accès et à la continuité de la desserte du secteur à vocation résidentielle. Ils ont émis des craintes orales concernant la possibilité d'utilisation ultérieure des espaces restant de cette parcelle.

S'étant déplacés à titre individuels et n'ayant pas mandat à représenter l'indivision, les pétitionnaires n'ont pas formalisé d'observation ou de contribution ; ils ne se sont pas opposés à ce que leur visite soit évoquée.

Commentaire du CE : J'ai expliqué que les cartographies de ce type de dossier d'enquête ont une vocation de présentation des principes d'aménagement et ne sont pas d'une précision permettant de répondre à leur interrogation. Je les ai invités à prendre contact avec les services de la communauté de communes afin de faire remonter leur préoccupation et obtenir si possible de plus amples informations. Cette rencontre a toutefois permis de leur présenter les orientations d'aménagement et de programmation qui n'ont pas appelé d'observation ou de commentaire particulier de leur part.

Monsieur Christian Henry domicilié à Boussac et propriétaire de parcelle(s) sur le bourg est venu, le 19 juin 2026, me faire part de sa demande qui ne concerne pas la présente enquête ; il souhaite en effet que la(les) parcelle(s) précitée(s) puisse rester constructible(s). Cette demande n'a donné lieu à aucune observation ou contribution ; le pétitionnaire ne s'est pas opposé à ce que sa visite soit évoquée.

Commentaire du CE : Il ne m'appartient pas de formuler des observations sur cette demande qui ne relève pas de la présente enquête ; j'ai précisé au pétitionnaire qu'il lui revient s'il le souhaite de faire remonter cette demande auprès de Madame le maire de Boussac et de Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Monsieur Michel Gayrard domicilié à Boussac, lieu-dit Masgarnit et propriétaire de parcelle(s) sur ce lieu-dit est venu, le 19 juin 2026, me faire part de sa demande qui ne concerne pas la présente enquête ; il souhaite en effet que la(les) parcelle(s) précitée(s) puisse rester constructible(s) et que les anciens bâtiments agricoles bâtis dessus puissent faire l'objet d'un changement de destination. Cette demande n'a donné lieu à aucune observation ou contribution ; le pétitionnaire ne s'est pas opposé à ce que sa visite soit évoquée.

Commentaire du CE : Il ne m'appartient pas de formuler des observations sur cette demande qui ne relève pas de la présente enquête ; j'ai précisé au pétitionnaire qu'il lui revient s'il le souhaite de faire remonter cette demande auprès de Madame le maire de Boussac et de Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

► Contributions ou observations formulées

Madame Colette Bouyssi et sa fille ont déposé le 6 juin 2026 une contribution (n° 1) pour demander que la parcelle E938 située baraque de Cussan, puisse rester partiellement constructible comme cela était le cas jusqu'à la présente déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU de Boussac.

Interrogation du CE : Quel est l'avis de la communauté de communes Pays Ségali Communauté sur cette demande ?

Monsieur Jean Pouget a déposé la contribution n° 2 qui soulève synthétiquement et non exhaustivement les questions principales suivantes :

- la lisibilité, la place et l'articulation de cette procédure au regard de la démarche d'élaboration du PLUi de la communauté de communes,
- l'interrogation sur l'opportunité du développement d'une zone d'activité économique dans ce secteur « isolé » en « contradiction » avec les évolutions législatives et réglementaires en matière d'urbanisation et notamment les objectifs de maîtrise de l'urbanisation,
- les impacts environnementaux et notamment visuels du projet.

Cette contribution et les questions qu'elle soulève entrent pleinement dans l'objet de la présente enquête.

Interrogation du CE : Le dossier d'enquête publique développe et explicite la présente déclaration de projet ainsi que la mise en compatibilité du PLU qui en découle mais je souhaiterai savoir si la communauté de communes Pays Ségali Communauté a des observations, des précisions ou des motivations complémentaires à apporter à cette contribution ?

3 - REMISE DU PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Le code de l'environnement dispose en son article R123-18, qu'*après clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontre, dans un délai de 8 jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.*

Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Le présent procès-verbal rassemble donc, après présentation de l'enquête et de son organisation :

- les observations recueillies durant son déroulement,
- les questions apparues à l'examen du dossier et/ou durant la phase d'enquête.

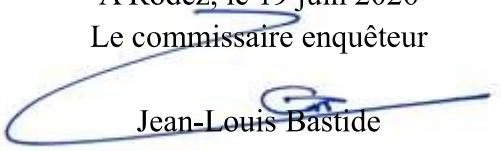
En accord avec Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté lors de notre réunion de cadrage de la procédure d'enquête du 24 mars 2026, nous sommes convenus que le présent procès-verbal de synthèse serait envoyé par courrier électronique à ses services techniques et au bureau d'études Oc'Téha.

J'ai effectué cette transmission ce jour.

Les observations en réponse apportées par le responsable du projet seront jointes au rapport d'enquête que je remettrai dans un délai d'un mois à partir de la date de clôture de l'enquête et seront rendues publiques.

Les observations et contributions formulées ainsi que les réponses apportées par le responsable du projet contribueront à forger mon avis personnel sur le projet d'élaboration du PLU, objet de la présente enquête.

A Rodez, le 19 juin 2026
Le commissaire enquêteur



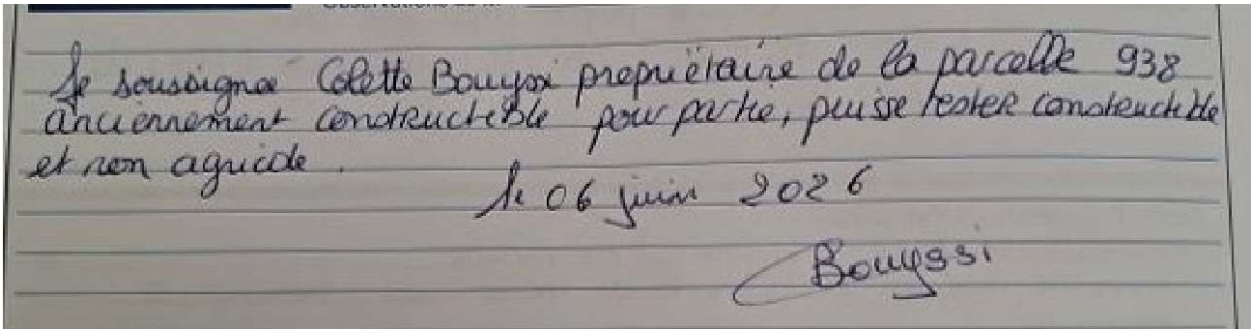
Jean-Louis Bastide

4 - GLOSSAIRE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

CE : commissaire enquêteur
PLU : plan local d'urbanisme
PLUi : plan local d'urbanisme intercommunal

5 - ANNEXES

❶ Observation de Madame Bouyssi


Je soussigné Colette Bouyssi propriétaire de la parcelle 938 anciennement constructible pour partie, puisse rester constructible et non agricole.

Le 06 juin 2026

Bouyssi

❷ Observation de Monsieur Pouget

Mr Jean POUGET

Retraité

Toulouse

Toulouse, le 10 juin 2026

Objet : Contribution à l'enquête publique de la commune de Boussac

Monsieur le commissaire enquêteur,

Résident en région toulousaine, mais ayant de la famille à Boussac, l'avis d'enquête publique paru dans la presse a retenu mon attention.

A la lecture de cet avis, j'avoue n'avoir pas très bien compris dans un premier temps sur quoi portait cette enquête publique, le titre en étant particulièrement sibyllin : « Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU », sans aucune autre mention de l'objet réel.

Heureusement, un registre numérique, par ailleurs bien constitué, permet rapidement de se rendre compte que cette enquête ne porte pas sur la « partie village » de Boussac, comme le laisseraient à penser les bucoliques photos des pages de garde du dossier, mais sur une « Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU » sur le secteur de la Baraque de Cussan. A la lecture du seul titre, ce n'était pas une évidence...

Bien que moins directement concerné, j'avoue que la perspective d'une « zone d'activité économique » à cet endroit m'a fortement interpelé.

Dans le Ségala aveyronnais, la multiplication des lieux-dits nommés « La Baraque de... » (il y en a une bonne quinzaine le long de la RN88 et de la RD911) n'est pas un hasard géographique, mais le témoin direct de l'histoire du développement routier et économique de la région. Ces toponymes désignent historiquement des établissements de bord de route — souvent de simples bâtisses en bois ou en dur — construits au XVIIIe et au XIXe siècle le long des axes principaux (anciennes routes royales puis nationales). Ces lieux servaient d'étapes aux voyageurs, aux marchands et aux voituriers pour se restaurer, se reposer ou changer de monture.

Mais hormis la baraque de Fraysse, à l'origine de Baraqueville, ces lieux-dits ne sont restés pour la plupart que des écarts, limité bien souvent à une seule exploitation agricole depuis la disparition des « étapes historiques ».

Imaginer 5 ha de zones d'activités dans un secteur aussi isolé, voilà qui m'a conduit à me plonger dans le dossier...

Sa lecture m'a elle plongé dans une profonde perplexité, que je souhaite partager avec vous, qui devez rendre un avis sur le bien fondé de la demande portée par la communauté de commune du Pays Segali.

Sur la méthode et les arguments développés

Le dossier rappelle avec une grande insistance qu'il s'agit d'une *« simple modification du PLU existant »*. On lit en page 2 du mémoire en réponse à l'avis de la MRAe : **«** *Il convient de rappeler que le secteur faisant l'objet de la présente procédure est déjà identifié comme un espace stratégique en matière de développement économique dans le PLU de Boussac* **» ou encore un peu après** *« La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU se contente d'ouvrir à l'urbanisation ce secteur économique déjà pré-identifié, en ajustant son périmètre de façon à tenir compte des conclusions de l'analyse réalisée en termes de faisabilité technique d'un aménagement sur ce site «*

Emportant une réduction des zones globalement ouvertes à l'urbanisation », il serait donc de ce fait naturellement légitime et parfaitement vertueux.

Mais j'ai été assez surpris de constater que le PLU en vigueur sur la commune de Boussac date de 2008, c'est-à-dire à une époque où n'étaient pas encore entrées en vigueur, ni les lois dites de Grenelle (I et II), ni la loi Alur, ni la loi Climat et Résilience, qui ont quand même, au cours **des 18 ans qui se sont écoulés depuis lors**, modifié significativement toutes les approches en termes d'urbanisation et de préservation des espaces naturels agricole et forestiers.

Il est par exemple particulièrement surprenant de constater que 9 habitations ont été construites juste avant l'entrée en vigueur de la loi Alur dans un secteur qu'une révision de PLU immédiatement postérieur à cette dernière (en 2014) aurait certainement conduit à rendre inconstructible (parcelles 928 à 937, au sud-ouest du secteur).

Ce qui reste étonnant, c'est que l'on continue à vouloir implanter des logements dans un secteur dans lequel il n'y a aucun service, aucun commerce, aucune école, ... alors que les bourgs centres ou cœurs de villages doivent être privilégiés (dixit le SCoT...et le bon sens).

Sur les justifications du besoin.

La lecture de l'avis de la MRAe m'a tout d'abord conduit à une très grande défiance quant à la nécessité de 5 ha de zones d'activités économique. La réponse de la Communauté de Communes sur le taux de remplissage des zones d'activités situées sur son territoire (Montvert/La Vernhe, Naucelle,...) parait convaincante, et bat en brèche l'argumentaire de la MRAe. Il semble effectivement que les disponibilités de terrains commercialisables à court terme soient insuffisantes à l'échelle de la CC. Pour autant, l'urgence absolue n'est pas démontrée

Sur le positionnement ;

Si le besoin est avéré, j'avoue que le positionnement m'interpelle.

Le SCoT prescrit en 2019 *(cf. plan extrait du SCoT annexé à la présente contribution)* évoque la zone de Montvert/La Vernhe comme pôle principal (au même titre que Rodez, Decazeville ou Villefranche de Rouergue)…, et Baraqueville, Naucelle et Rieupeyroux comme « pôles économiques des bourgs centres », mais ne figure aucun « pôle économique de proximité » le long de la RD911 entre Baraqueville et Rieupeyroux. A juste titre, puisqu'il évoque dans le DOO la nécessité de renforcer les cœurs de village.

Aller positionner 5ha de zones d'activité en pleine zone agricole, à 5km de l'échangeur de la RN88 et 6 km du premier commerce ou du premier service (Baraqueville) me parait aller à l'encontre de la nécessaire revitalisation de tous ces bourgs et village, et incohérent avec le SCoT en vigueur.

Les commerces alimentaires y seraient fort heureusement interdits. Mais quid des autres commerces (ou points de vente), qui pourraient avoir des effets délétères sur les commerces existants en centres bourgs avoisinants ?

Sur le calendrier

Le dossier mentionne la cohérence avec les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du PLUi du pays Ségala dont les études ont été engagées (en 2024 ?), mais il reconnait (page 4 du même mémoire en réponse à l'avis de la MRAe) que *« la stratégie de développement économique de Pays Ségali sera affinée dans le cadre de l'élaboration du PLUi »*

N'est-ce pas faire peu de cas de l'avis du public, de l'avis des services instructeurs, bref, de la logique de la procédure, que de figer à la va vite une telle surface de zones d'activités économiques sans avoir mené à son terme cette élaboration de PLUi ? Pourquoi mettre la charrue avant les bœufs et jouer « le fait accompli ».

Le SRADDET intégrant les objectifs de sobriété foncière lié au Zéro Artificialisation Nette vient tout juste d'être approuvé, et doit prochainement conduire à la territorialisation de ces objectifs dans les SCoT, puis dans les PLUi. N'est-il pas de simple bon sens que d'attendre l'aboutissement de ces procédures avant que d'engager des options aussi fortes que la création d'un pôle secondaire de 5 ha à la baraque de Cussan ?

Par ailleurs aller y installer 10 logements, avec une taille moyenne des lots de 1170m² (*selon le PV de l'examen conjoint, page 6)*, au milieu de nulle part, au lieu de renforcer le cœur de village de Boussac et de pérenniser son école est-il bien raisonnable à l'heure où le changement climatique et la préservation d'une biodiversité qui s'effondre conduisent à limiter autant que possible l'artificialisation des sols et le mitage des espaces naturels et agricoles?

N'est-il pas spécieux de s'appuyer sur un avis favorable du PETR *« car les évolutions de zonage projetées vont dans le sens d'une réduction du potentiel constructible, en adéquation avec les besoins du territoire.* » (page 9 de ce PV), alors que, comme mentionné ci-avant, cette constructibilité a été décidée en 2008, il y a 16 ans (!!!), sans avoir été mobilisée depuis autrement qu'à la marge ? (quasiment aucune implantation nouvelle- cf annexe 2).

Bref vous le comprendrez, j'ai quand même de sérieux doutes sur le bien-fondé de cette démarche qui conduit à aller implanter des logements et des activités en un lieu aussi isolé que la baraque de Cussan, sans aucun service, aucun commerce, aucune école, et qui n'en aura jamais au risque de tuer les rares commerces ou services qui existent dans les petits bourgs alentour (Moyrazès, Boussac, Colombiès, ….).

Je ne doute pas que le développement économique ait une importance vitale pour ces territoires ruraux.

Il me semblerait raisonnable dans le cas d'espèce d'attendre la fin de la procédure d'élaboration du PLUi avant de s'engager plus avant.

Avec mes respectueuses salutations

Jean POUGET

Retraité

PS :

Je n'ai pas abordé les autres points du dossier. Je me permets toutefois de trouver bien spécieux l'argument évoqué dans le mémoire en réponse à la MRAe d'une *« voie douce entre le lotissement et le parc d'activité »*, qui serait vertueuse au plan du bilan carbone. Alors que l'on implante des logements à 6 km du premier commerce ou service ! Si ce n'est pas du green-washing, ça y ressemble….

Enfin, en termes d'intégration paysagère, je rappelle que la RD911 emprunte la ligne de crête entre les bassins versants du Viaur et de l'Aveyron, à une altitude comprise entre 700 et 800m sur la section entre Baraqueville et Rieupeyroux. Les vues lointaines sont donc très nombreuses, et de mémoire, on voit le Plomb du Cantal depuis la Baraque de Cussan (et même les Pyrénées, quand il va pleuvoir…).

L'intégration paysagère de bâtiments de 10/12m de hauteur sur cette ligne de crête, devrait donc être une vraie préoccupation.

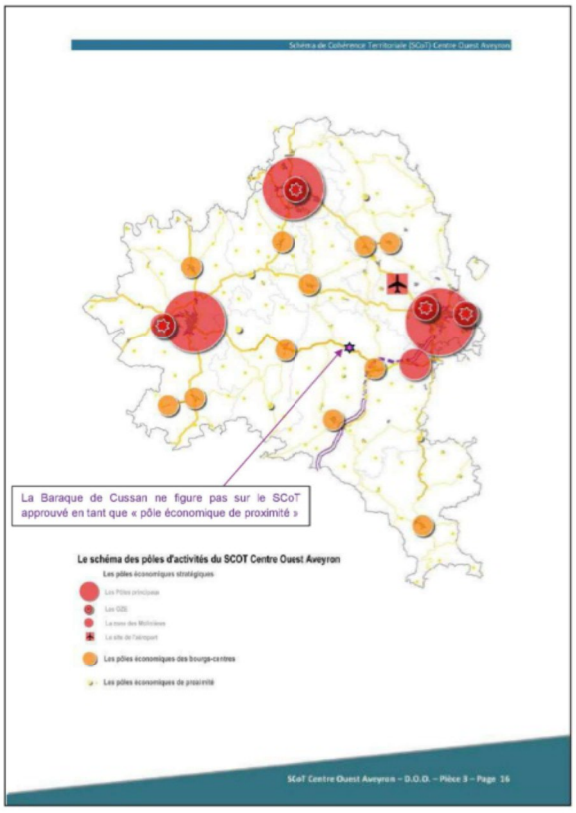
Pièces annexes :

Annexe 1 : extrait SCoT – DOO page 16

Annexe 2 : photos aériennes La Baraque de Cussan 1980 / 2026

Annexe 3 : Les lieux dits « Baraque de … » dans le Ségala

Annexe 1 – Extrait SCoT Centre Ouest Aveyron – page 16



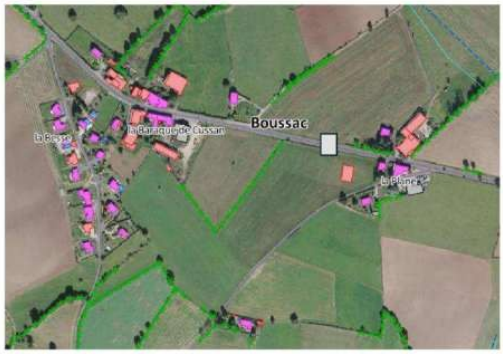
Annexe 2 - Photos aériennes la Baraque de Cussan

https://remonterletemps.ign.fr/comparer/?lon=2.382815&lat=44.303051&z=17&layer1=10&layer2=20&pointer=true&mode=split-h

La baraque de Cussan – Photo aérienne 195/1980 - IGN Remonter le temps



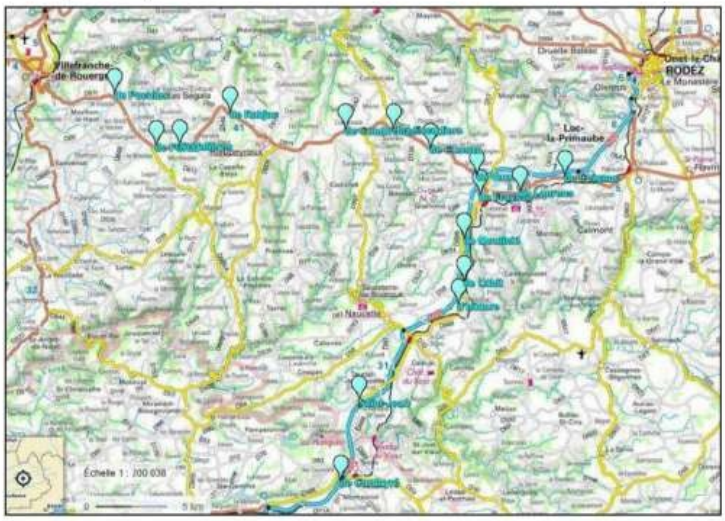
La baraque de Cussan – BD Topo Occitanie 2026



Annexe 3 - Les lieux dits « Baraque de ... » dans le Ségala

7 sur la RN 88 : Baraque de Lardayré, Saint-Jean, d'Isidore, de Labit, de Moulinié, de Laurens, de Ceignac.

8 sur la RD 911 : Baraque de Vors, de Cussan, des Escudiers, de Combrouze, de Rabjac, de Falières, de l'Ortal, de Pachins.



Réponse de Pays Ségali Communauté au procès-verbal de synthèse des observations formulées dans le cadre de l'enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac

1. Observations orales formulées lors des permanences

Réponse à l'observation orale de M HIGONENC

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, objet de la présente enquête publique, vise exclusivement à affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, re-définir le développement global de ce secteur. Or, la demande formulée par M. Higonenc ne rentre pas dans les objets de la procédure dans la mesure où elle concerne le secteur de Membre. La collectivité ne peut donc pas y donner une réponse favorable dans le cadre de ladite procédure.
Elle précise, cependant, que le PLUi de Pays Ségali Communauté est en cours d'élaboration. La collectivité invite donc le pétitionnaire, s'il le souhaite, à faire part de sa demande dans le cadre de la concertation relative à ce document, via les dispositifs mis à disposition du public (adresse électronique dédiée, registres de concertation disponibles au siège de la Communauté de communes et dans les mairies du territoire), afin qu'elle puisse faire l'objet d'un examen approfondi.

Réponse à l'observation orale de Mme Annick REGOURD et de M. Eric REGOURD

La collectivité prend acte des interrogations exprimées par Mme Annick Regourd et M. Éric Regourd concernant l'emprise prévue sur la parcelle E830 afin de permettre l'accès et la continuité de la desserte du futur secteur à vocation résidentielle.

Le dossier soumis à l'enquête publique identifie effectivement, au travers du zonage proposé, une bande destinée à garantir la faisabilité de cette desserte. Cette représentation traduit la volonté de préserver les conditions de réalisation de l'accès au secteur, conformément aux objectifs poursuivis par la procédure de mise en compatibilité du PLU.

Toutefois, ce zonage ne préjuge pas des modalités opérationnelles qui seront retenues ultérieurement, ni des emprises foncières définitives qui pourraient s'avérer nécessaires. Celles-ci dépendront notamment des études techniques à venir et de la définition précise du projet d'aménagement.

La collectivité veillera à ce que les besoins fonciers soient appréciés au plus juste, dans un souci de limitation des impacts sur les propriétés concernées. Les interrogations relatives à l'usage et à la valorisation des éventuelles surfaces non mobilisées sont entendues et seront prises en compte lors des phases ultérieures de conception du projet.

Réponse à l'observation orale de M Christian HENRY

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, objet de la présente enquête publique, vise exclusivement à affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, redéfinir le développement global de ce secteur. Or, l'observation formulée par M. Christian Henry ne rentre pas dans les objets de la procédure dans la mesure où elle concerne le bourg de Boussac. La collectivité ne peut donc pas y donner une réponse favorable dans le cadre de ladite procédure.
Elle précise, cependant, que le PLUi de Pays Ségali Communauté est en cours d'élaboration. La collectivité invite donc le pétitionnaire, s'il le souhaite, à faire part de sa demande dans le cadre de la concertation relative à ce document, via les dispositifs mis à disposition du public (adresse électronique dédiée, registres de concertation disponibles au siège de la Communauté de communes et dans les mairies du territoire), afin qu'elle puisse faire l'objet d'un examen approfondi.

Réponse à l'observation orale de M Michel GAYRARD

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac, objet de la présente enquête publique, vise exclusivement à affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, redéfinir le développement global de ce secteur. Or, l'observation formulée par M. Michel Gayrard ne rentre pas dans les objets de la procédure dans la mesure où elle concerne le secteur de Masgarnit. La collectivité ne peut donc pas y donner une réponse favorable dans le cadre de ladite procédure.

Elle précise, cependant, que le PLUi de Pays Ségali Communauté est en cours d'élaboration. La collectivité invite donc le pétitionnaire, s'il le souhaite, à faire part de sa demande dans le cadre de la concertation relative à ce document, via les dispositifs mis à disposition du public (adresse électronique dédiée, registres de concertation disponibles au siège de la Communauté de communes et dans les mairies du territoire), afin qu'elle puisse faire l'objet d'un examen approfondi.

2. Observations et contributions écrites

Réponse à la requête de Mme Colette BOUYSSI

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac a pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global de ce secteur.

La parcelle E 938, objet de la présente requête, est, actuellement, classée, pour partie, en secteur AU2. Conformément aux dispositions de l'article L. 153-38 du Code de l'urbanisme, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, dont les zones à urbaniser fermées (telles que les AU2) requiert la mise en œuvre d'une procédure d'évolution du PLU. En l'absence d'une telle procédure d'évolution du PLU, cette zone est juridiquement bloquée et doit être assimilée à une zone actuellement non constructible. Aucun projet d'aménagement ou de construction ne peut y être autorisé en l'état actuel de la réglementation locale.

Dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, il est prévu de classer cette parcelle en secteur Ap. Ce choix résulte de la réflexion menée à l'échelle de l'ensemble du secteur de la Baraque de Cussan afin de mieux maîtriser son développement et de réduire son potentiel d'urbanisation.

Cette évolution s'inscrit dans un objectif de modération de la consommation d'espace, conformément aux orientations définies aux différentes échelles de planification. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Centre-Ouest Aveyron fixe ainsi des objectifs de limitation de la consommation foncière en encadrant les capacités de développement à l'échelle intercommunale. Par ailleurs, la loi Climat et Résilience a consacré l'objectif national de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050. Les collectivités sont ainsi conduites à

privilégier un développement plus économe en espace et à optimiser l'utilisation du foncier déjà urbanisé.

C'est dans cette perspective que plusieurs secteurs initialement destinés à l'urbanisation ont été retirés de l'enveloppe constructible de la Baraque de Cussan, parmi lesquels figure la parcelle E 938. Les espaces maintenus en développement résidentiel ont, quant à eux, été recentrés en continuité du tissu bâti existant et en cohérence avec l'organisation du futur pôle économique.

Cette démarche a reçu un avis favorable du SCoT Centre-Ouest Aveyron, qui souligne que « *avec une restructuration plus cohérente et organisée du projet pour ce secteur, cette évolution est globalement positive par rapport à l'état initial du PLU, notamment en termes de limitation de l'étalement urbain* » (extrait de l'avis du SCoT – cf. pièce 1.3.1 du dossier).

Dans ces conditions, faire droit à la demande formulée reviendrait à remettre en cause les choix retenus dans le cadre de la mise en compatibilité du PLU ainsi que les objectifs de maîtrise de la consommation foncière qui la fondent.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Communauté de communes ne peut pas donner de réponse favorable à cette demande.

<u>Réponse à la requête de M Jean POUGET</u>

1. Sur l'objet de l'enquête publique

La procédure engagée porte sur une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac. Cette dénomination correspond à l'intitulé réglementaire prévu par le Code de l'urbanisme.

Il convient, néanmoins, de souligner que l'arrêté d'ouverture d'enquête précise l'objet de cette procédure à savoir : « *affirmer un pôle économique sur le secteur de la Baraque de Cussan et, par conséquent, de redéfinir le développement global de ce secteur.* »

Par ailleurs, le dossier soumis à enquête publique, accessible tant en version papier que sur le registre numérique, précise dès ses premières pages que cette procédure concerne le secteur de la Baraque de Cussan et vise à y permettre la réalisation d'un projet de développement économique, tout en menant une réflexion globale sur l'aménagement du secteur (y compris pour le volet résidentiel).

2. Sur l'ancienneté du PLU et les évolutions du cadre réglementaire

Il est exact que le PLU de Boussac a été approuvé en 2008, dans un contexte réglementaire antérieur aux lois Grenelle, ALUR, Climat et Résilience ou encore aux objectifs de réduction de l'artificialisation des sols. Toutefois, la procédure présentée ne consiste pas à ouvrir à l'urbanisation de nouveaux espaces qui n'auraient jamais été identifiés comme tels. Le secteur concerné figure depuis l'origine parmi les espaces destinés à accueillir du développement économique.
Par ailleurs, le projet soumis à enquête conduit à réduire le potentiel constructible global précédemment autorisé par le PLU. Les ajustements proposés visent notamment à s'inscrire dans la trajectoire de sobriété foncière imposée par la réglementation actuelle, et cela sans attendre l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) à l'échelle de Pays Ségali Communauté. Ainsi, la collectivité a choisi de revoir l'équilibre des zones constructibles de la commune. Pour cela, elle a décidé de réduire le potentiel constructible de la Baraque de Cussan afin de s'assurer que le centre-bourg ne perde pas sa position centrale dans le tissu urbain de la commune. Elle n'a pas souhaité, pour autant, supprimer tout potentiel de développement sur la Baraque de Cussan afin de ne pas ignorer la position de ce secteur dans l'armature urbaine de la commune : secteur de développement résidentiel conséquent, proximité de Baraqueville, bonne desserte, vocation économique déjà présente, etc.

3. Sur la justification du besoin économique

Le projet répond à une problématique concrète de disponibilité foncière pour l'accueil d'entreprises. Comme cela a été exposé dans le dossier et dans les réponses apportées à la Mission régionale d'autorité environnementale, les zones d'activités existantes présentent aujourd'hui un niveau de remplissage élevé et les disponibilités immédiatement mobilisables demeurent limitées.
L'objectif n'est pas de créer une offre foncière disproportionnée mais d'anticiper les besoins du territoire à court et moyen terme afin d'éviter que des opportunités d'implantation ne soient perdues faute de terrains adaptés.

Le PLUi est, certes, en cours d'élaboration mais son approbation n'est pas envisagée avant le début 2029 (calendrier prévisionnel susceptible d'évoluer). Or, les projets de développement économique sont des projets qui se mettent en place sur des temps longs (étude de faisabilité, viabilisation, commercialisation, etc.). Le développement économique constitue un enjeu majeur pour le maintien de l'emploi local, la pérennisation des entreprises existantes et l'accueil de nouvelles activités génératrices de ressources pour le territoire.

Il est donc indispensable pour le territoire d'anticiper les besoins à venir. Dans cette perspective, la commission économique de la collectivité a identifié le secteur de la Baraque de Cussan comme secteur de développement prioritaire pour le territoire pour diverses raisons exposées dans le rapport de présentation (cf. paragraphes 2.1.3 et 2.2 notamment). Le classement de cet espace en secteur AU1x constitue ainsi la traduction d'une stratégie de développement économique définie à l'échelle du territoire, validée par la commission économique de Pays Ségali et en cours de déclinaison dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Les manifestations d'intérêt récemment exprimées par plusieurs entreprises locales viennent conforter cette stratégie, sans en constituer le fondement. Elles témoignent de l'existence d'un besoin réel en foncier économique à court terme et de la difficulté pour certaines entreprises de trouver des terrains adaptés à leur développement sur le territoire communautaire. A titre d'illustration, la Communauté de communes a été sollicitée par plusieurs entreprises locales et artisanales souhaitant s'installer ou se maintenir sur le territoire communautaire ; parmi lesquelles l'entreprise BOUZID métallier à Rignac, l'entreprise ASN automatisme (atelier en location à Rieupeyroux) ou encore l'entreprise DELMAS importation/vente matériel maraichage, récemment installée sur la Baraque de Cussan, laquelle souhaite acquérir 2000m² supplémentaires en continuité de ses installations existantes afin de pouvoir se développer.

4. Sur la localisation du projet

Le choix du secteur de la Baraque de Cussan ne résulte pas d'une démarche opportuniste mais de l'identification ancienne de ce site dans les documents d'urbanisme confirmée, récemment, par une analyse multicritère menée récemment à l'échelle du territoire. Le secteur bénéficie notamment :

- d'une visibilité importante depuis la RD911 ;
- d'une accessibilité satisfaisante à l'échelle intercommunale (axe Baraqueville – Villefranche-de-Rouergue et proximité de l'échangeur n°26 sur la RN88) ;
- de disponibilités foncières permettant un aménagement cohérent et l'accueil d'entreprises d'envergure locale et artisanale ;
- de contraintes techniques limitées comparativement à d'autres sites étudiés.

Il comprend également plusieurs activités économiques (SARL Nadal concessionnaire KUBOTA machines agricole ; société GAYRARD réparation multimarques automobiles ; entreprise TAVARES Maçonnerie ; entreprise DELMAS

importation/vente matériel maraichage). Il ne s'agit donc pas d'une création ex-nihilo d'un secteur économique mais plutôt d'un renforcement d'un site existant, en s'inscrivant en comblement d'un espace interstitiel et en articulation entre deux espaces déjà urbanisés.

La localisation retenue n'a pas vocation à concurrencer les centres-bourgs dans leurs fonctions commerciales ou de services. L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du futur secteur interdit, en effet, les constructions et installations à usage de commerces alimentaires. En l'espèce, l'objectif de la Communauté de communes est de ne pas autoriser les commerces de proximité (boulangerie, épicerie, etc.) sur cet espace mais de pas interdire certaines activités commerciales telles que celles qui existent déjà sur le secteur (ex : vente de matériel agricole).

5. Sur l'articulation avec le PLUi en cours d'élaboration

L'élaboration du PLUi constitue effectivement une démarche stratégique importante pour l'avenir du territoire. Toutefois, comme cela a été expliqué précédemment, cette procédure s'inscrit dans un calendrier de plusieurs années. Reporter systématiquement tout projet jusqu'à son approbation reviendrait à suspendre durablement la capacité du territoire à répondre aux besoins économiques identifiés.
La modification de zonage retenue dans le cadre de la présente procédure (classement en secteur AU1x notamment) est la traduction d'une stratégie de développement économique à plusieurs échelles validée par la commission économique de Pays Ségali, et en cours de déclinaison dans le PLUi.
Il convient par ailleurs, de souligner que le PLUi poursuivra son élaboration, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

6. Sur les objectifs de sobriété foncière

La Communauté de communes partage pleinement les objectifs de maîtrise de la consommation d'espace et de réduction de l'artificialisation des sols. Le projet a précisément fait l'objet d'un travail de redimensionnement par rapport aux possibilités ouvertes par le PLU actuel. Les surfaces retenues résultent d'un équilibre recherché entre développement économique et résidentiel, préservation des espaces agricoles et contraintes d'aménagement.
Par ailleurs, la programmation envisagée privilégie une gestion économe du foncier et une optimisation des surfaces aménagées.

Concrètement, les modifications de zonage retenues prévoient une importante réduction de la consommation potentielle d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Ainsi, avant la mise en œuvre de la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité, 11,20 ha libres était disponibles sur le secteur (dont 10,92 ha en extension de l'urbanisation). Une fois la présente procédure approuvée, seuls 5,40 ha libres seront encore disponibles sur le secteur (-51,8%), dont 5,12 ha en extension (-53,1%). Ce bilan souligne la démarche de sobriété foncière engagée par le territoire.

7. Sur les questions de mobilité et de développement durable

La création d'une liaison douce entre les différents secteurs du projet constitue un élément parmi d'autres visant à favoriser les déplacements de proximité. Elle ne constitue évidemment pas, à elle seule, la justification environnementale du projet, mais participe à une réflexion plus globale sur les modes de déplacement internes au site et sur la qualité du cadre de vie.

Il convient également de souligner que le secteur bénéficie d'un arrêt de bus. Aussi, cette liaison douce facilitera l'intermodalité des déplacements, même si celle-ci reste limitée dans le contexte rural offert par la majorité du territoire communautaire.

8. Sur l'intégration paysagère

La sensibilité paysagère du secteur est pleinement identifiée dans le dossier. Les études réalisées ont conduit à prévoir plusieurs mesures destinées à limiter l'impact visuel des futures constructions :

- Dans le règlement écrit :
    - Limitation de leur hauteur à 12 mètres au sein du secteur AU1X alors qu'elle est limitée à 15 mètres au sein des secteurs UX de la commune,
    - Palettes de couleurs pour les toitures et les façades,
- Dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) :
    - Préservation et renforcement du maillage bocager du site,
    - Création d'une bande végétalisée le long de la RD 911,
    - Implantation des constructions dans la pente.

Enfin, il convient de souligner que le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été réalisé après visite de terrain avec l'architecte-paysagiste conseil de l'Etat. L'OAP tient, autant que possible,

compte des recommandations formulées par ce dernier (maillage bocager au sein et à proximité du site, implantation dans la pente, traitement paysager des espaces techniques).

Conclusion

La Communauté de communes considère que le projet présenté répond à un besoin réel de développement, notamment économique, tout en recherchant un équilibre entre attractivité du territoire, maîtrise de la consommation foncière et prise en compte des enjeux environnementaux et paysagers. Elle souhaite donc mener à bien la présente procédure, sans attendre l'approbation du PLUi.

PAYS SÉGALI COMMUNAUTÉ

DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIVE À LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOUSSAC PAR DÉCLARATION DE PROJET

Date de début d'enquête : 18 mai 2026 - Date de fin d'enquête : 19 juin 2026
Dossier tribunal administratif de Toulouse n° E26000026 / 31
Arrêté de la présidente n° 20260402 du 2 avril 2026
Commissaire Enquêteur : Jean-Louis Bastide

RAPPORT – CONCLUSIONS

DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

PARTIE 2/2 – CONCLUSIONS

Sommaire

1 - Rappels préalables....3

1.1 - Rappel du projet et du cadre juridique....3

1.1.1 - Les objectifs du projet....3
1.1.2 - Le cadre juridique....4

1.2 - Appréciation sur l'enquête publique et l'expression du public....5

1.2.1 - Rappel synthétique des modalités de l'enquête....5
1.2.2 - Appréciation sur l'enquête et l'expression du public....6

2 - Conclusions et éléments de motivation....7

2.1 - Concernant le contenu du dossier soumis à enquête....7

2.2 - Concernant le déroulement de l'enquête....8

2.2.1 - Le respect des procédures....8
2.2.2 - L'expression du public....9

2.3 - Concernant la satisfaction des objectifs attendus....9

2.3.1 - L'intérêt général du projet....10
2.3.2 - L'articulation du projet avec les objectifs nationaux et la protection de l'environnement....12
2.3.3 - L'impact de la concomitance entre la présente procédure et la mise en œuvre de la procédure d'élaboration du PLUi....15
2.3.4 - La question de la sécurité routière....16

3 - Avis du commissaire enquêteur....17

4 - Glossaire....19

5 - Sources documentaires....19

1 - RAPPELS PRÉALABLES

1.1 - RAPPEL DU PROJET ET DU CADRE JURIDIQUE

1.1.1 - Les objectifs du projet

La communauté de communes Pays Ségali Communauté est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) situé dans le département de l'Aveyron. Elle regroupe aujourd'hui 23 communes rurales organisées autour des pôles de Baraqueville, Naucelle et Cassagnes-Bégonhès.

La population de la communauté de communes Pays Ségali Communauté en 2022 s'élève à 18 318 habitants en progression régulière depuis plusieurs années.

La commune de Boussac qui en fait partie a une population de 605 habitants en 2022 également en progression régulière depuis plusieurs années. Elle se situe géographiquement sur ou à proximité immédiate des axe routiers structurants comme la route nationale 88 à vocation autoroutière et la route départementale 911 vers Villefranche de Rouergue.

Depuis sa création, la communauté de communes exerce la compétence « aménagement de l'espace » et porte les documents d'urbanisme à l'échelle intercommunale.

Actuellement, le territoire du Pays Ségali est couvert par plusieurs types de documents d'urbanisme. Cette situation est héritée des anciennes intercommunalités fusionnées en 2017.

Certaines communes disposent encore de leur propre Plan Local d'Urbanisme communal (PLU) et notamment Boussac.

En perspective et par délibération du 14 novembre 2024, le conseil communautaire de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a officiellement prescrit l'élaboration d'un PLUi couvrant l'ensemble des 23 communes du territoire.

Ce futur document :

- remplacera progressivement les 14 documents d'urbanisme existants,
- harmonisera les règles d'aménagement,
- définira une stratégie territoriale commune,
- intégrera les objectifs de sobriété foncière et de transition écologique issus notamment de la loi Climat et Résilience.

L'entrée en vigueur en est envisagée autour de 2029.

Ce territoire jouit d'un dynamisme certain en raison notamment de son positionnement géographique (entre Rodez et sa zone d'attractivité, Albi et Villefranche de Rouergue), des facilités de desserte, de ses atouts propres (bourgs de services tels que Baraqueville et Naucelle) et d'un tissu économique diversifié et riche. Ce dynamisme se confirme également démographiquement avec une population relativement jeune et en augmentation.

Tout cela a conduit la collectivité à engager une réflexion sur les actions à mettre en œuvre pour confirmer ces dynamiques et répondre aux enjeux qui découlent de cette attractivité.

La communauté de communes Pays Ségali Communauté a établi un inventaire des zones économiques situées sur son territoire laissant apparaître, selon le dossier d'enquête, un taux de vacance des zones d'activités économiques de 2,3 % et fait un constat de « saturation ».

Aujourd'hui, la communauté de communes Pays Ségali Communauté a souhaité affirmer un pôle économique sur le secteur de la baraque de Cussan et redéfinir le développement de ce secteur ; cela se traduirait par des évolutions du règlement écrit et graphique du PLU qu'il est donc prévu de concrétiser à travers la mise en œuvre de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Boussac prévue aux articles L153-54 et suivants du CU.

1.1.2 - Le cadre juridique

La présente enquête publique relative à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU communal de Boussac est prévue par les articles L 153-54 à L 153-59 du CU et les articles R 153-15 à R 153-17 du même code.

Elle est réalisée conformément aux articles L123-1 à L123-18 et R123-1 à R123-24 du CE.

1.2 - APPRÉCIATION SUR L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET L'EXPRESSION DU PUBLIC

1.2.1 - Rappel synthétique des modalités de l'enquête

Par arrêté n° 20260402 du 2 avril 2026, Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a engagé et défini les modalités de l'enquête publique prévue par l'article L153-19 du CU et rappelées brièvement ci-dessous :

Durée de l'enquête : du 18 mai 2026 à 14 heures au 19 juin 2026 à 12 heures.

Modalités de consultation du dossier :

- ✗ Sous format papier, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.
- ✗ Sous format dématérialisé sur un poste informatique réservé, aux horaires habituels d'ouverture, au siège de l'enquête.
- ✗ Sous format dématérialisé sur le site internet suivant: https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.
- ✗ Toute personne pouvait également obtenir communication à ses frais du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté du 2 avril 2026.

Modalités de participation du public :

Le public avait la possibilité de présenter ses observations, propositions ou appréciations selon les modalités suivantes :

- ✗ par écrit sur le registre d'enquête publique mis à sa disposition au siège de l'enquête,
- ✗ par courrier postal adressé au commissaire enquêteur, mairie de Boussac, 44 rue de la mairie, 12160 Boussac,
- ✗ par courrier électronique envoyé à l'adresse : mise-en-compatibilité-PLU-Boussac@mail.registre-numerique.fr,
- ✗ sur le registre numérique dédié à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/mise-en-compatibilite-PLU-Boussac.

Permanences du commissaire enquêteur :

L'arrêté du 2 avril 2026 a prévu la tenue des 3 permanences suivantes pour permettre au public d'échanger avec le commissaire enquêteur et de présenter ses observations, propositions et/ou contre propositions :

- le lundi 18 mai 2026 de 14 heures à 17 heures à la mairie de Boussac,
- le samedi 6 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac,
- le vendredi 19 juin 2026 de 9 heures à 12 heures à la mairie de Boussac.

1.2.2 - Appréciation sur l'enquête et l'expression du public

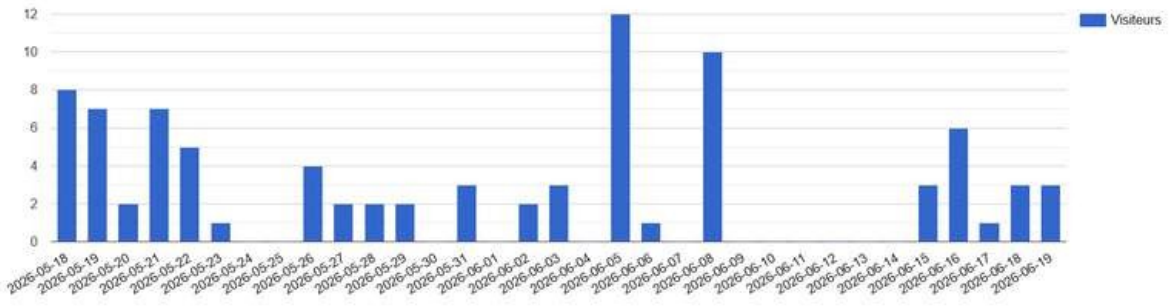
J'ai pu noter que les dispositions de l'arrêté du 2 avril 2026 ont bien été respectées permettant au public d'avoir une information complète et facile d'accès.

J'ai également constaté que la participation du public n'a pas été importante, 7 personnes ont été reçues en permanences et seulement 2 observations ont été formulées.

Cela peut toutefois s'expliquer par la faible importance géographique du projet concerné.

Ainsi que j'ai pu le préciser dans le rapport d'enquête et que le reconnaît le porteur de projet, la concertation menée parallèlement pour l'élaboration du PLUi de la communauté de communes Pays Ségali Communauté a pu aussi entraîner une certaine confusion dans l'esprit du public.

Le graphique ci-dessous, issu du registre dématérialisé, fait ressortir que celui-ci a été consulté relativement fréquemment sans que l'on puisse connaître l'objet des visites.



Mais on peut penser que la majorité de celles-ci concernaient l'élaboration du PLUi.

L'enquête s'est par ailleurs déroulée dans un bon climat général que j'ai pu ressentir que ce soit à travers les observations reçues par voie dématérialisée ou que ce soit durant les deux permanences réalisées. Les conditions matérielles étaient réunies pour permettre au public d'avoir l'information, de participer et de s'exprimer librement.

2 - CONCLUSIONS ET ÉLÉMENTS DE MOTIVATION

L'article L123-1 du CE précise que *l'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers… les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.*

Dans ce cadre et afin de fonder et de motiver mon avis sur le projet soumis à la présente enquête conformément aux dispositions des articles L123-15 et R123-19 du même code, je me suis d'abord attaché à prendre en considération le contenu du dossier d'enquête, puis les modalités du déroulement de cette dernière.

Enfin, j'ai analysé et estimé si la procédure mise en œuvre contribue à la satisfaction des objectifs attendus.

2.1 - CONCERNANT LE CONTENU DU DOSSIER SOUMIS À ENQUÊTE

Le dossier d'enquête présenté par la communauté de communes Pays Ségali Communauté était conforme aux dispositions de l'article R123-8 du CE qu'il s'agisse des informations ou des documents à produire.

Il comprend :

- Pièces administratives :
  - documents administratifs
  - bilan de la concertation
  - avis des PPA
  - procès-verbal de l'examen conjoint
  - mémoire en réponse à l'avis de la MRAe
- Rapport de présentation :
  - rapport de présentation
  - évaluation environnementale
- OAP
- Documents graphiques

- Règlement écrit :
  - règlement écrit
  - annexe réglementaire : préconisations pour les nouvelles plantations

Le rapport de présentation est complet et clair :

→ il présente clairement la procédure et le cadre juridique,

→ il expose le contexte local de la procédure engagée et présente un diagnostic du territoire,

→ il présente et motive les orientations du PLU,

→ il en analyse les incidences sur l'environnement,

→ et enfin il en analyse la compatibilité avec les documents supra communaux.

Cette présentation détaillée du dossier qui répond aux obligations réglementaires de forme et de contenu du dossier prévues par les articles R151-1 et suivants du CU, permet au lecteur d'en comprendre les objectifs, les enjeux ainsi que le cadre juridique applicable. Je n'y ai pas relevé d'incohérence ou de contradictions.

Je considère donc que le dossier d'enquête soumis au public était complet et permettait au public de se l'approprier sans difficulté majeure, contribuant ainsi à une bonne et complète information du public.

2.2 - CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.2.1 - Le respect des procédures

Ainsi que je l'ai développé dans le rapport d'enquête et rappelé ci-dessus, l'enquête publique a été organisée dans le respect des dispositions du CE et s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté n° 20260402 du 2 avril 2026 de Madame la présidente de la communauté de communes Pays Ségali Communauté.

A son issue, j'ai constaté que le public :

- a bien été informé préalablement et durant toute la durée de l'enquête, de son existence et de ses modalités,

- disposait et a utilisé, pour y participer, les supports prévus mis à sa disposition qu'il s'agisse du registre dématérialisé (1 observation) et du registre d'enquête disponible à la commune de Boussac (1 observation).

Les 3 permanences ont été organisées et se sont tenues dans les conditions prévues par l'arrêté du 2 avril 2026 et permettaient au public de s'exprimer librement et confidentiellement.

Je constate donc que les modalités d'enquête prévues par le CE, ont été correctement mises en œuvre et permettaient au public de participer à l'enquête librement et d'exprimer son avis ou d'apporter ses observations. L'enquête s'est également déroulée dans un climat apaisé.

2.2.2 - L'expression du public

J'ai eu l'occasion de recevoir 7 personnes durant les permanences assurées en mairie et 2 observations ont été produites, 1 par écrit sur le registre d'enquête et 1 déposée sur le registre dématérialisé.

Si ces chiffres peuvent paraître faibles en valeur absolue, il doivent être rapportés à la faible importance géographique du projet qui ne conduit pas à des modifications significatives du PLU.

J'ai pu constater également que les observations écrites produites entrent bien dans l'objet de l'enquête.

2.3 - CONCERNANT LA SATISFACTION DES OBJECTIFS ATTENDUS

Pour motiver sur le fond mon avis sur la mise en compatibilité du PLU de Boussac par déclaration de projet, j'ai été amené à :

- dans un premier temps :
  - apprécier l'intérêt général du projet au regard des dispositions de les articles L153-54 et suivants du CU,
- puis ensuite examiner les points particuliers ressortis de l'examen du dossier d'enquête, des observations produites ainsi que de mes propres interrogations :

- les conditions de prises en compte de l'objectif « zéro artificialisation nette » et de la démarche « éviter, réduire ou compenser » les impacts environnementaux,
- ensuite à apprécier l'impact de la concomitance entre la présente procédure et la mise en œuvre de la procédure d'élaboration du PLUi de la communauté de communes Pays Ségali Communauté,
- l'importance à mes yeux de la prise en compte de la sécurité routière dans ce projet.

2.3.1 - L'intérêt général du projet

Il convient de rappeler que la communauté de communes Pays Ségali Communauté et, en son sein, la commune de Boussac bénéficient d'un dynamisme économique et démographique certain.

Si cela tient en partie au positionnement géographique sur des axes structurants et à la proximité de l'agglomération ruthénoise, il n'en demeure pas moins que la commune de Boussac jouit d'une dynamique propre à travers notamment le secteur agricole pour lequel on peut noter que la commune de Boussac est située dans les aires géographiques des appellations d'origine protégées « bleu des Causses » et « Roquefort » et dans les aires de production des indications géographiques protégées « agneau de l'Aveyron », « canard à foie gras du sud-ouest », jambon de Bayonne », « veau d'Aveyron et du Ségala », « porc du sud-ouest », « comté Tolosan » et « Aveyron ».

Ainsi que le précise le rapport de présentation, *la déclaration de projet a pour objectif d'affirmer un pôle économique sur le secteur de la baraque de Cussan et, par conséquent, de re-définir le développement global de ce secteur.*

Le secteur de la baraque de Cussan est individualisé comme un secteur de développement de la commune que ce soit à travers :

- Le PLU de 2008 dont le PADD dispose que le *développement de l'urbanisation doit prioritairement se faire en continuité ..... de la zone agglomérée de la baraque de Cussan ... afin de recentrer l'urbanisation sur les pôles équipés*. Il prévoit également que ce secteur est destiné à permettre l'implantation d'activités le long de la route départementale 911.
- Le rapport de présentation du SCOT Centre Ouest Aveyron de 2020 qui recense la zone d'activités de la baraque de Cussan avec la précision de l'absence de disponibilité de terrains.

Les photos ci-dessous issues de données IGN illustrent l'évolution de l'occupation du site de la baraque de Cussan dans le temps :


1950-1965


2000-2005


2016-2020

Aujourd'hui et dans le prolongement de ces orientations, la communauté de communes Pays Ségali Communauté a réalisé une analyse des capacités d'urbanisation dans les zones d'activités communautaires dont résulte un constat de faible taux de vacances (2,3%).

La communauté de communes Pays Ségali Communauté a donc souhaité anticiper et construit un projet de territoire « Pays Ségali 2032 » qui doit servir de feuille de route pour l'élaboration du PLUi et dans lequel il est prévu de *créer les conditions d'accueil des entreprises*.

La présente procédure de mise en compatibilité du PLU de Boussac par déclaration de projet s'inscrit dans cette démarche d'anticipation et porte sur :

- une affirmation du pôle économique de la baraque de Cussan par le transfert de la zone AUX2 en AU1x avec extension de son périmètre et un ajustement du périmètre du secteur Ux,
- une redistribution et une réduction du potentiel constructible afin de densifier les constructions autour du bâti existant,
- une modification de l'OAP mise en place sur le site permettant de décliner les objectifs définis ci-dessus.

Cette procédure étant dérogatoire aux règles de droit commun relatives aux modifications ou révisions des PLU, il est nécessaire de porter une attention particulière à ses objectifs et à leur cohérence avec les objectifs économiques et urbanistiques poursuivis par la collectivité.

En l'espèce et au regard des éléments développés ci-dessus, je considère que la présente déclaration de projet présente un intérêt général.

2.3.2 - L'articulation du projet avec les objectifs nationaux et la protection de l'environnement

S'agissant de la prise en compte de l'objectif ZAN et de la maîtrise du foncier

Synthétiquement, la MRAe développe dans son avis que le présent projet ne présente pas de solutions de substitution raisonnables au choix du développement d'habitat et d'activités dans un secteur uniquement desservi par les transports individuels motorisés et n'est pas comparé à des solutions alternatives à l'échelle intercommunale.

Elle considère également que la séquence « éviter, réduire, compenser » reste à analyser et à décliner au regard des consommations d'énergie et de la préservation des milieux naturels.

Elle souligne également la « forte » augmentation de la programmation de la consommation d'espaces à vocation économique et recommande que la collectivité décline dans son projet les objectifs définis par le SRADDET en matière de réduction de la consommation foncière.

Le PETR centre ouest Aveyron a pour sa part assorti son avis favorable :
- d'une observation demandant à la communauté de communes Pays Ségali Communauté de veiller à ce que les éventuels projets en lien avec les espaces activités économiques, engagés avant l'arrêt définitif du PLUi, soient en cohérence avec les objectifs de limitation d'espace, que la stratégie intercommunale économique soit plus aboutie,
- et d'une remarque visant à temporaliser les ouvertures à l'urbanisation à vocation résidentielle.

Sur ces différents points et en réponse à ces avis, la communauté de communes Pays Ségali Communauté explique que ce projet s'intègre dans une réflexion globale menée à l'échelle intercommunale, que ce site est retenu et ciblé dans les documents d'urbanisme depuis longtemps en raison notamment de son positionnement stratégique et que le secteur est desservi par les transports en commun (ligne Rodez-Villefranche de Rouergue).

La collectivité rappelle également le caractère rural de l'intercommunalité et la faiblesse structurelle de l'offre de substitution aux véhicules motorisés.

Elle souligne également que le projet consiste seulement à conforter ce secteur et est d'une importance limitée.

S'agissant de la consommation d'espaces, la communauté de communes Pays Ségali Communauté rappelle que le bilan des zones d'activités mené à l'échelle intercommunale fait apparaître des besoins, que le secteur de la baraque de Cussan peut permettre d'y répondre et s'inscrit

dans la réflexion globale menée pour l'élaboration du PLUi qui prendra en compte les objectifs définis par le SRADDET en 2025 et le SCOT centre ouest Aveyron en 2025.

Elle note en outre que le bilan foncier après mise en compatibilité se traduit par une augmentation globale des surfaces agricoles (+6,42 ha), une légère augmentation des surfaces à vocation économique (+1,41 ha) et une diminution des surfaces à vocation résidentielle (-7,83 ha) et qu'il y a donc un réel effort de maîtrise du foncier et de la consommation d'espaces.

Au vu de l'examen du projet, des différents avis et des réponses qui ont été apportées :

- j'ai pu constater que l'objectif ZAN n'a pas fait l'objet d'une véritable prise en compte dans le cadre de ce dossier ; le sujet étant renvoyé à l'élaboration du PLUi qui a été engagée en 2024.
- Si je regrette cette situation, je note toutefois :
  - que cette déclaration de projet concerne un secteur individualisé géographiquement depuis longtemps comme un secteur important économiquement qui participe à atteindre l'objectif de développement économique défini par la communauté de communes Pays Ségali Communauté,
  - que le projet, de part ses orientations (recentrage du résidentiel en continuité du bâti existant, définition du secteur économique en continuité de l'existant et en bordure de l'axe routier), participe à mon sens à l'objectif de maîtrise du foncier dans la mesure où, in fine, les zones urbaines n'augmentent que de 0,72 ha, les zones à urbaniser diminuent de 7,14 ha et les zones agricoles progressent de 6,42 ha.
- Si les solutions de substitution n'ont pas été suffisamment étudiées selon le prisme de la MRAE, je note que la collectivité a apporté une attention certaine à la limitation des impacts de ce projet que ce soit à travers les orientations d'aménagements ou les différentes mesures compensatoires et d'intégration.
  La recherche de solutions de substitution notamment dans un objectif de réduction des gaz à effet de serre est bien évidemment une étape majeure dans l'étude de tout projet d'aménagement mais il convient de rappeler que celles-ci sont difficiles à envisager dans une commune et une intercommunalité rurales, sans méconnaître les réalités de ces territoires qui bénéficient cependant d'un dynamisme économique.
  Il convient alors de trouver un équilibre difficile entre consommation limitée d'espaces et réponse aux besoins locaux de développement durable au sens des articles L101-2 et suivants du CU.

S'agissant de la démarche ERC et de la protection de l'environnement

La MRAe a identifié comme enjeux en la matière la préservation des milieux naturels et paysagers à travers la préservation des éléments identifiés que ce soit la « zone humide » ou les plantes messicoles.

Le PETR centre ouest Aveyron recommande pour sa part d'être attentifs à la qualité des futurs secteurs d'habitation.

Le secteur de la baraque de Cussan ne comporte pas d'éléments identifiés (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, zone humide effective, site natura 2000, réserve naturelle et biologique, espaces naturels sensibles, trame verte et bleue du schéma régional de cohérence écologique, trame verte et bleue du SCOT) mais est concerné par le plan national d'action Chiroptères sans qu'il soit possible à priori en l'état actuel des études de juger d'un éventuel impact du projet.

Malgré cela, le site de la baraque de Cussan n'est pas sans intérêt. Il constitue un petit plateau agricole au centre duquel se trouve une ligne de crête peu marquée et orientée NE/SO avec quelques enjeux visuels et de protection des eaux et des sols en cas de pollution.

J'ai noté que la communauté de communes Pays Ségali Communauté a pris en considération la protection de l'environnement et la réduction ou la compensation des impacts de son projet sur l'environnement.

Elle a notamment à travers le règlement écrit ou l'OAP :

- édicté un certain nombre de règles à respecter visant à favoriser au maximum l'intégration des bâtiments dans le site (limitations des hauteurs, orientations, couleurs de matériaux…),
- retenu le principe d'orienter au maximum l'installation d'activités présentant un risque de pollution sur le secteur situé au nord de la ligne de crête et de limiter l'extension de la zone d'activité au plateau avec des aménagements conduisant les eaux pluviales vers le secteur nord ou en cas d'impossibilité en créant des noues paysagères,
- prévu une voie d'accès au secteur résidentiel par le sud-ouest qui devra préserver les continuité écologiques (noue paysagère de rétention des eaux de ruissellement, voie de circulation douce,
- prévu un emplacement réservé n°8 créant des connexions entre l'ancienne zone résidentielle et la nouvelle et un espace paysager,
- prévu de préserver les haies présentant un enjeu écologique ainsi que le maillage bocager existant et de procéder à des plantations,
- ...

J'ai noté en outre qu'elle a pris en considération les prescriptions de l'évaluation environnementale réalisée et que, sous la réserve de la mise en œuvre et du respect effectifs dans le temps des prescriptions et règles arrêtées dans le PLU, l'intérêt environnemental du secteur pourrait sortir renforcé (appréciation de l'évaluation environnemental en conclusion générale).

Je considère ainsi que la communauté de communes Pays Ségali Communauté a :

- construit un projet sur la baraque de Cussan permettant de trouver un équilibre entre le développement du territoire et la maîtrise de la consommation d'espace,
- pris conscience des enjeux environnementaux et paysagers et du projet participé à les réduire ou les compenser dans des conditions acceptables par les mesures prises.

2.3.3 - L'impact de la concomitance entre la présente procédure et la mise en œuvre de la procédure d'élaboration du PLUi

La communauté de communes Pays Ségali Communauté exerce la compétence « aménagement de l'espace » depuis sa création et doit gérer des situations diverses depuis la fusion des anciennes intercommunalités en 2017.

Cohabitent donc aujourd'hui au sein de la même intercommunalité plusieurs PLU (communaux ou intercommunaux), des communes couvertes par une carte communale et une commune soumise au règlement national d'urbanisme.

La communauté de communes Pays Ségali Communauté a initié en 2024 la procédure d'élaboration du PLUi unique permettant de donner véritablement corps à cette compétence d'aménagement de l'espace au sein de l'intercommunalité.

Préalablement à son approbation et à son entrée en vigueur effective, les documents d'urbanisme en vigueur continuent de vivre et c'est dans ce cadre là que la communauté de communes Pays Ségali Communauté a engagé la présente procédure de mise en compatibilité du PLU de Boussac par déclaration de projet.

Si rien n'interdisait le lancement de cette procédure, j'ai pu constater ;

- que cela a pu entraîner une certaine confusion dans l'esprit du public que j'ai pu constater lors des permanences ; des personnes se sont présentées alors qu'elles étaient concernées par la concertation du PLUi. Cela n'a pas eu d'impact réel ni de conséquence dommageable mais ne participait pas à une bonne compréhension globale du public,
- que les évolutions apportées au SRADDET Occitanie en 2025 pour intégrer les évolutions législatives et au SCOT centre ouest Aveyron n'ont pu être prises en compte.

Sur le plan purement formel, je n'ai pas d'observation particulière à formuler mais je ne peux que regretter que l'approche globale et intercommunale n'ait pas été privilégiée en attendant l'adoption du PLUi, même si cette déclaration de projet semble bien s'intégrer dans la réflexion intercommunale.

2.3.4 - La question de la sécurité routière

Le projet soumis à la présente enquête est situé géographiquement en bordure de la route départementale n° 911, classée en catégorie B du réseau routier départemental, c'est à dire en « grande liaison d'aménagement du département ».

Le trafic routier sur cet axe et dans cette section laissent apparaître, pour l'année 2021, une moyenne journalière annuelle de 4 582 véhicules jours dont 496 poids lourds(1).

Les données d'accidentologie(2) que j'ai pu recueillir relèvent 2 accidents graves sur les 5 dernières années.



La problématique de la sécurité des accès routiers depuis et vers la route départementale est remontée des échanges oraux que j'ai pu avoir avec le public qui s'est présenté lors des permanences sans que cela ait donné lieu à formulation d'observations.



Cette question a bien été individualisée par les services du conseil départemental de l'Aveyron dans son avis du 30 janvier 2026 qui :

- n'autorise qu'un seul accès au droit de la route départementale n° 911 afin d'assurer la desserte de la zone AU1x dont l'avant-projet devra être préalablement soumis à leur validation,
- interdit tout nouvel accès pour le secteur de la baraque de Cussan sur cet axe routier,
- demande à neutraliser l'accès existant le carrefour entre la route départementale et la voie communale de Courbenac,
- demande à mettre en place un emplacement réservé au droit de la parcelle A452 pour permettre la création d'une voie d'évitement au droit du carrefour à créer,
- demande en outre que la communauté de communes Pays Ségali Communauté saisisse les services de la Région Occitanie afin d'étudier un repositionnement des arrêts de bus afin d'améliorer leur sécurité.

L'ensemble de ces préconisations a bien été pris en compte par la communauté de communes Pays Ségali Communauté mais je souhaite attirer l'attention de la collectivité sur :

- l'importance du type de carrefour à créer sur la route départementale n° 911 compte tenu des volumes de circulation et des vitesses des véhicules ; je m'interroge en ce sens sur la seule création d'une voie d'évitement,

- l'opportunité que peut représenter l'aménagement de cette zone pour étudier l'organisation des flux de circulation et notamment la question de l'accès à la route de l'Issanchou (au nord/ouest de la zone) depuis et vers la départementale n° 911 afin de sécuriser cet accès considéré comme dangereux par des riverains.



3 - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Ceci étant exposé et :

Considérant d'une part que le dossier d'enquête mis à disposition du public était clair et complet et permettait à ce dernier de disposer de l'information lui permettant de s'approprier le dossier et de formuler, le cas échéant, des observations.

Considérant d'autre part :

- que l'enquête a bien été organisée dans le respect des dispositions du CE,
- et que ses modalités pratiques donnaient au public de bonnes possibilités d'expression (registre dématérialisé, registre d'observations et permanences de terrain, courrier postal).

Considérant enfin :

- que la déclaration de projet présente à mes yeux un intérêt général car s'inscrivant dans les orientations définies par les documents d'urbanisme existant ainsi que par le projet de territoire « Pays Ségali 2032 »,
- que si la trajectoire ZAN ainsi que les démarches ERC n'ont pas scrupuleusement suivies, le projet soumis à enquête :
  - ne présente pas de solution de substitution à ce projet d'aménagement de zone mais prend en compte les réalités d'un territoire essentiellement rural, bénéficiant d'une dynamique économique certaine qu'il convient de préserver,
  - laisse apparaître un effort réel de la collectivité pour maîtriser la consommation d'espaces naturels,

- laisse apparaître un effort réel de la collectivité pour réduire et compenser les impacts environnementaux (réduits) de ce projet,

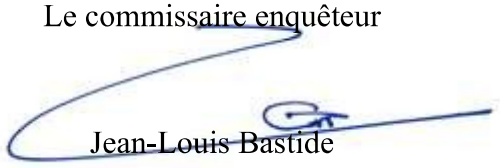
- qu'en ce sens, le projet de mise en compatibilité du PLU de Boussac répond aux objectifs définis par les articles L101-2 et suivants du CU et participe à atteindre, dans le respect des objectifs du développement durable, les objectifs d'équilibre entre la maîtrise de l'étalement urbain, de renouvellement urbain, d'optimisation de la densité des espaces urbanisés, de préservation de la biodiversité et de la nature, de protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers et enfin de renaturation des sols artificialisés.

J'émets un **avis favorable** au projet de mise en compatibilité du PLU de la commune de Boussac par déclaration de projet assorti de la recommandation suivante :

- porter une attention particulière à la sécurisation des différents accès routiers et notamment du nouvel accès à la route départementale n°911 à créer sur la zone AU1x

Les présentes conclusions sont établies en 2 exemplaires originaux, l'un à destination de la communauté de communes Pays Ségali Communauté en sa qualité d'autorité organisatrice, l'autre à destination du tribunal administratif de Toulouse.

A Rodez, le 17 juillet 2026
Le commissaire enquêteur



Jean-Louis Bastide

4 - GLOSSAIRE

CE = code de l'environnement.
CU = code de l'urbanisme.
ERC= éviter, réduire, compenser,
OAP = orientation d'aménagement et de programmation.
PADD = projet d'aménagement et de développement durables.
PLU = plan local d'urbanisme.
PLUi = plan local d'urbanisme intercommunal.
PPA = personnes publiques associées.
SCOT = schéma de cohérence territoriale.
SRADDET = schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires
ZAN = zéro artificialisation nette

5 - SOURCES DOCUMENTAIRES

(1) Données issues du site internet du Département de l'Aveyron « Aveyron.fr »

(2) Base de données annuelles des accidents corporels de la circulation routière de l'État, site : accident-route.fr